

MAGISTERE "Aménagement" 3^{ème} année



Mémoire de stage présenté par
Pierre BROSSARD



Etude Stratégique de positionnement

*Opération Grand Site
Projet d'Ensemble
Patrimoine mondial*

Année 2003 – 2004

Enseignant-conseiller

François BOTTE

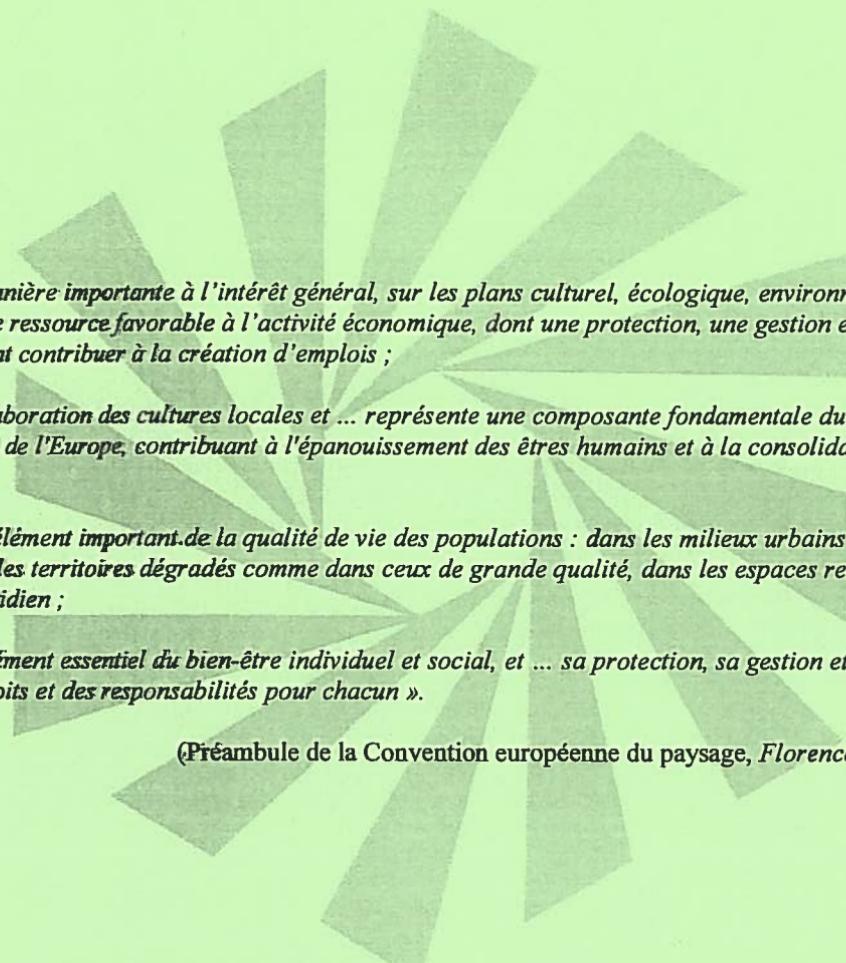
RESUME

Le territoire des gorges de l'Ardèche peut être qualifié d'espace rural sensible. Sensible du point de vue des enjeux qu'il dégage. En effet, richesse patrimoniale, situation virtuelle de développement mais aussi, conflits d'intérêts et dégradation de l'image du site sont autant de situations et « d'ambiances territoriales » dont il nous faut composer quant au devenir et à la position que doit adopter le Département de l'Ardèche sur ce territoire.

C'est en cela que les projets : « Opération Grand Site du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche, d'Ensemble et Patrimoine Mondial » constituent des opérations d'aménagements déterminantes. Ceci dans une perspective de gestion et de valorisation durable de cet espace d'exception.

Mots clés :

Historique, blocages, stratégie, concertation, équipe, projet.



« *Le paysage...*

... participe de manière importante à l'intérêt général, sur les plans culturel, écologique, environnemental et social, et ... constitue une ressource favorable à l'activité économique, dont une protection, une gestion et un aménagement appropriés peuvent contribuer à la création d'emplois ;

... concourt à l'élaboration des cultures locales et ... représente une composante fondamentale du patrimoine culturel et naturel de l'Europe, contribuant à l'épanouissement des êtres humains et à la consolidation de l'identité européenne ;

... est partout un élément important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien ;

... constitue un élément essentiel du bien-être individuel et social, et ... sa protection, sa gestion et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun ».

(Préambule de la Convention européenne du paysage, Florence, 20 octobre 2000)

Préambule

- REMERCIEMENTS

La réalisation de ce rapport de stage représente un travail individuel de longue haleine qui, sans l'aide et la participation de nombreux intervenants, n'aurait pas été possible.

*En premier lieu, je tiens à remercier Monsieur **François BOTTE**, tuteur de stage et Professeur au CESA de Tours, pour sa disponibilité et la liberté d'entreprendre qu'il m'a laissé durant ces 4 mois de stage,*

*Merci également à Monsieur **Christophe SAUTIERE**, maître de stage et ancien « CESARIEN », Chef du service Environnement, de la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement rattachée à la Direction Générale Adjointe au Développement du Conseil Général de l'Ardèche, pour ses précieux conseils et son appui méthodologique tout au long de ce stage,*

Un grand merci à :

- *Monsieur **Paul SAVATIER**, Directeur Général Adjoint chargé du Développement au Conseil Général de l'Ardèche, pour sa convivialité et sa disponibilité malgré les responsabilités qui lui incombent,*
- *Monsieur **Antoine SANTOS**, Directeur Général Adjoint chargé des infrastructures et transports au Conseil Général de l'Ardèche, pour sa gentillesse, ses nombreux conseils et sans qui ce stage n'aurait pu se faire...,*
- *Monsieur **Robert ROCHE**, Directeur de la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement au Conseil Général de l'Ardèche, pour nos nombreuses discussions aussi bien à caractère technique qu'au niveau de l'éthique à adopter en aménagement...,*
- *Messieurs **Didier BOULLE** et **Fabrice DI RUSSO**, pour cette collaboration enrichissante sans se départir de leur sens de l'humour...,*
- *Monsieur **Gilbert HENRI**, pour ses conseils et sa relecture,*
- *Toute **l'équipe** de la Direction Générale Adjointe « Développement » pour l'amabilité, la disponibilité et l'enthousiasme dont ils font preuve continuellement,*

Enfin, un grand merci à tous ceux qui ont contribué à ce travail de près ou de loin. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma reconnaissance la plus sincère.

- SOMMAIRE GENERAL

REMERCIEMENTS.....	p 1
SOMMAIRE GENERAL.....	p 2
MISSION DU STAGE	p 4

I. Diagnostic territorial de l'Ardèche Méridionale..... p 7

1. **Présentation géographique du territoire d'étude** p 7
 - a. Localisation géographique de la zone d'étude p 7
 - b. Le positionnement du territoire..... p 8
2. **Analyse socioéconomique et patrimoniale de l'Ardèche Méridionale**..... p 14
 - a. La structuration administrative du territoire..... p 14
 - b. Les grandes tendances du tissu économique et social sur le territoire de l'Ardèche Méridionale..... p 16
 - c. Le patrimoine culturel et naturel Sud Ardéchois p 19

II. L'enjeu environnemental et la décision de mettre en place une démarche de type OGS [Première étape pour une meilleure compréhension de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche] p 25

1. **Les gorges de l'Ardèche : un patrimoine exceptionnel soumis à un tourisme saisonnier de masse**..... p 25
 - a. La qualité et la valeur exceptionnelle du site des gorges de l'Ardèche p 25
 - b. Les protections juridiques existantes..... p 30
 - c. La fréquentation touristique actuelle p 34
2. **Définition et rappel de la première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche** p 48
 - a. Qu'est-ce que la politique Grand Site ? p 48
 - b. Un enjeu : la labellisation Grand Site de France p 53
 - c. Le développement durable et l'OGS p 60
 - d. Bilan de la première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche p 64

III. L'enjeu culturel, à travers la découverte de la grotte Chauvet, et ses conséquences sur l'OGS [Deuxième étape pour une meilleure compréhension de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche] p 76

1. **Les conséquences de la découverte sur l'OGS** p 76
 - a. La fabuleuse découverte..... p 76
 - b. 1996 : convention Etat / Département de l'Ardèche p 78
 - c. Les rapports OGS / Projet d'ERGC entre 1993 et 1999..... p 79
2. **L'ERGC ou une stratégie évolutive** p 86
 - a. 1995 – 2003 : du projet d'ERGC au projet dit « d'Ensemble » p 86
 - b. 2002 – 2004 : l'affirmation du projet « d'Ensemble » p 92
3. **Le projet Patrimoine Mondial**..... p 108
 - a. Sur quel titre se positionner ?..... p 108
 - b. Les aspects du dossier à traiter en priorité..... p 110
 - c. Des objectifs à prévoir..... p 112

IV. Quelle stratégie à adopter au regard de ces différents projets ?.....p 113

1. **Présentation de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche..... p 113**
 - a. La situation actuelle au regard des trois projets p 113
 - b. Quelle stratégie adopter pour éclairer la position du Département au vu de la problématique actuelle ? p 116
2. **Présentation synthétique des points de blocage et des éléments de solution des projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial p 126**
 - a. Les points de blocage et les éléments de solution concernant l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche p 126
 - b. Les points de blocage et les éléments de solution du projet « d'Ensemble »..... p 130
 - c. Les points de blocage et les éléments de solution du projet Patrimoine Mondial..... p 132
 - d. Tableau synthétique des différents points de blocage et des éléments de solution des projets OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche – d'Ensemble – Patrimoine Mondial p 133

CONCLUSION.....	p 134
TABLE DES MATIERES	p 136
BIBLIOGRAPHIE.....	p 139
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	p 142
TABLE DES SIGLES.....	p 145



Mission du stage

Le Conseil Général de l'Ardèche a émis le souhait de recevoir un stagiaire pour l'aider à définir, de manière plus précise, sa position à l'égard du devenir du territoire des Gorges de l'Ardèche. La tâche qui m'est demandée par le service « développement » est de contribuer à l'éclaircissement de la stratégie que doit adopter le Département, au travers des projets actuellement en cours sur ce territoire. Ceci dans une optique de développement durable.

Les projets actuellement en cours d'étude sont les suivants :

- ⇒ La relance de la deuxième phase de l'**Opération Grand Site** du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche,
- ⇒ Le **projet d'Ensemble** dit "Chauvet" lié à la découverte de la plus ancienne grotte ornée connue à ce jour,
- ⇒ La demande d'inscription, à l'UNESCO¹, sur la liste indicative du **Patrimoine Mondial** de la grotte et de son environnement naturel.

Ce sujet de stage n'est pas sans difficulté vu la complexité des projets et leur conduite simultanée. Ma mission consistera donc, à tenter, de mettre à jour un certain nombre de cohérences entre ces projets, mais également de révéler les incohérences qui sont et seraient susceptibles d'être des « points de blocage » dans la conduite de ces différentes opérations.

Cependant, la première partie de ce travail consistera à dresser un *diagnostic territorial sommaire* du territoire dans lequel s'insèrent les gorges de l'Ardèche : « l'Ardèche Méridionale ».

De là, nous tenterons de *poser la problématique actuelle du territoire* des Gorges de l'Ardèche au regard de ces trois projets sur lesquels le Département souhaiterait le mieux se positionner. Mais pour cela, il est nécessaire de retracer « l'histoire des événements » qui ont façonné le territoire des gorges notamment pour comprendre les raisons de l'échec de certains projets.

Comprendre l'évolution des projets sur ce territoire n'est pas chose simple de par leur caractère politique... Les parties deux et trois auront pour finalité de comprendre les enjeux :

- ➡ Environnementaux à travers la mise en place d'une démarche de type OGS²,
- ➡ Culturels à travers la découverte de la grotte Chauvet.

¹ *United Nations Educational Scientific and Cultural Organization*, Institution de l'ONU créée en 1945-1946 pour contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre nations pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.



Une fois la problématique posée, nous tenterons de proposer, au cours d'une quatrième partie, un début cohérent de stratégie pour le Département de l'Ardèche.

Cette analyse prendra la forme *d'entretiens qualitatifs ciblés* qui permettront d'une part :

- de renouer le dialogue avec les personnes identifiées comme étant « ressources » au regard des trois projets,
- de mettre en exergue différents points de blocages à travers leurs discours et mon interprétation personnelle des situations existantes.

² Opération Grand Site.



Cette première partie a pour finalité d'établir un « diagnostic territorial », sommaire, du territoire de l'Ardèche Méridionale,

⇒ En premier lieu, il s'agit d'exposer de manière précise la localisation géographique et le positionnement du territoire d'étude selon différentes échelles d'analyse (logique du « zoom »):

- Au niveau européen*
- National*
- Régional*
- Local.*

⇒ De là, nous procéderons à un bref rappel des forces et des faiblesses du territoire d'étude : "L'Ardèche Méridionale",

Cette partie s'avère importante car elle servira d'élément d'appui, technique, au niveau des choix et solutions envisageables à donner aux projets Opération Grand Site – d'Ensemble et Patrimoine Mondial. Elle est également nécessaire pour comprendre et mettre en exergue les différents enjeux territoriaux ainsi que les potentialités de développement du territoire des gorges de l'Ardèche.

*Présentation de la
première partie*

1



I. Diagnostic territorial de l'Ardèche Méridionale

1. Présentation géographique du territoire d'étude

a. Localisation géographique de la zone d'étude

Carte 1 : L'Ardèche dans son environnement européen



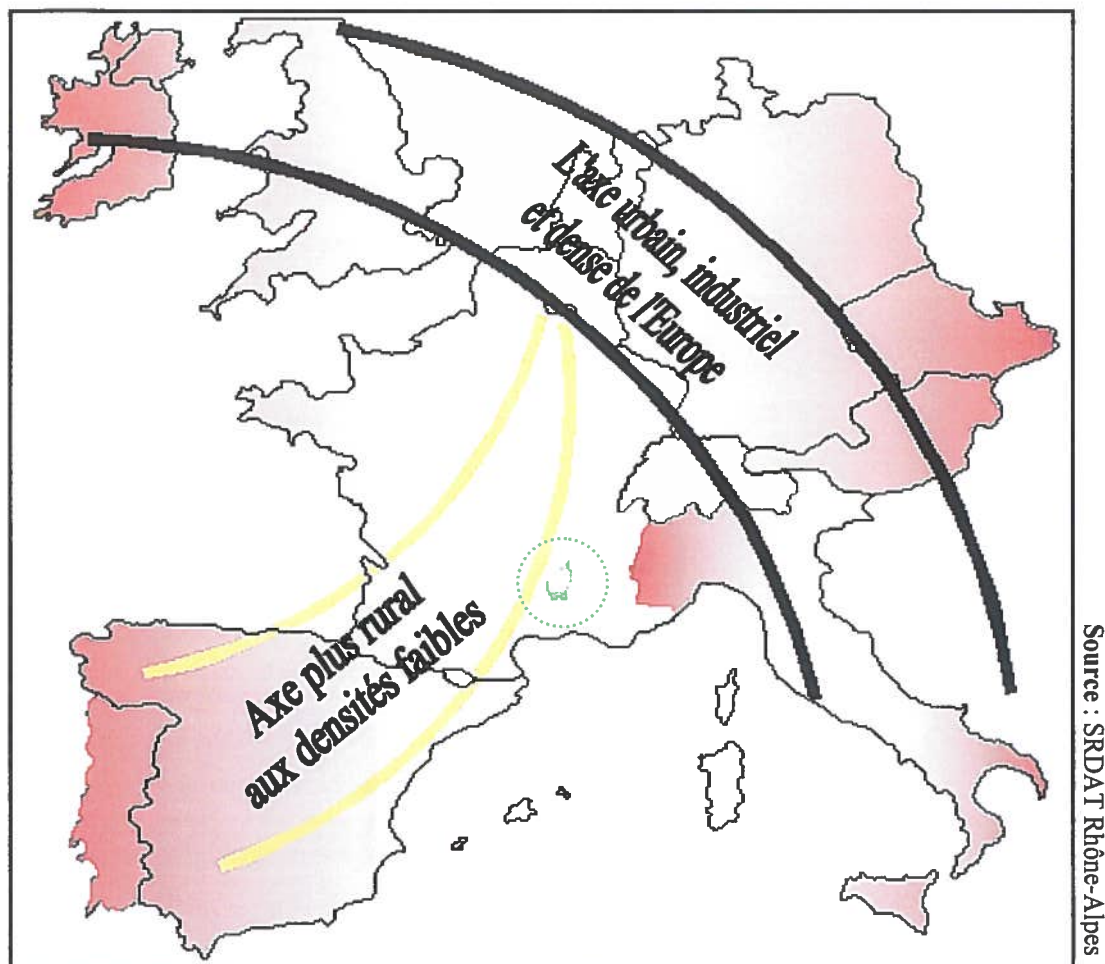
Le département de l'Ardèche se situe dans la région administrative Rhône-Alpes. De part sa situation géographique, l'Ardèche se trouve être à l'intersection de deux grands axes de l'Europe qui se différencient par l'histoire, l'économie, notamment industrielle, et les densités urbaines.



b. Le positionnement du territoire

i. A l'échelle de l'Europe

Carte 2 : Le positionnement de l'Ardèche en Europe



Réalisation : Pierre Brossard

- **L'axe Nord-ouest / Sud-est :** C'est un axe économique fort d'une Europe urbaine et dense, de l'Angleterre à l'Italie du Nord en passant par le Benelux et l'Allemagne industrielle.
- **L'axe Nord-est / Sud-ouest :** Celui-ci va des Ardennes au Portugal, marqué par de faibles densités humaines, une économie plus rurale et des conditions naturelles (relief et climat) plus contraignantes.



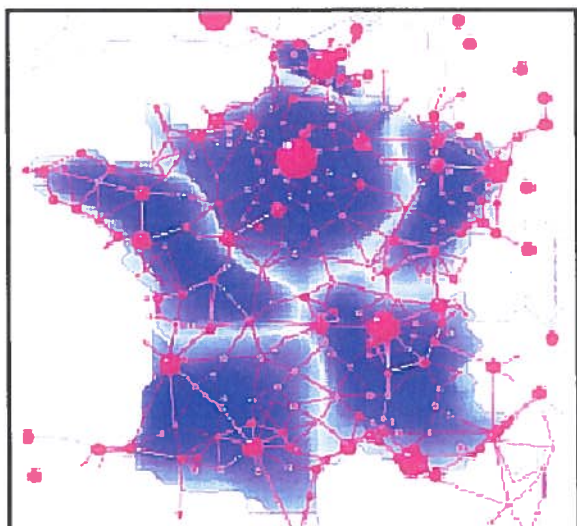
ii. A l'échelle nationale

Rappelons que dans le cadre de la politique européenne sur l'aménagement du territoire de l'espace communautaire (SDEC¹), les différents états membres semblent privilégier le scénario dit du "**polycentrisme maillé**". Celui-ci fait figure de 4^{ème} scénario avec ceux du "l'archipel éclaté", "du centralisme rénové" et du "local différencié". Hors le département de l'Ardèche² a l'opportunité de s'insérer dans cette mutation territoriale qui :

"...mise sur la recomposition des territoires et la redéfinition des missions de la puissance publique. Les dynamiques territoriales reposent, d'une part, sur des démarches de type participative sur des territoires s'organisant autour de projets (agglomérations, pays, parcs naturels régionaux et des coopérations inventives entre villes et régions). D'autre part, l'Etat s'engage dans des stratégies mesurées de différenciation territoriale appuyées sur une nouvelle conception de l'équilibre territorial. Ce scénario conjugue plusieurs principes essentiels :

- le polycentrisme,*
- l'égal accès aux infrastructures (transports) et au savoir (universités),*
- la protection du patrimoine culturel et naturel,*
- le développement de la coopération transfrontalière,*
- les trois impératifs du développement durable (intégrité écologique, satisfaction des besoins et équité sociale)..."*

Carte 3 : "Le polycentrisme maillé"



Source : DATAR

"La structuration simultanée des mailles du niveau micro-territorial (communautés de communes, pays et agglomérations) et des pôles de niveau macro-territorial (interrégionalité de bassins et de massifs) réalise une intégration du territoire qui le renforce au sein de l'Europe".

Ce polycentrisme engage un cycle vertueux d'évolution : "C'est par l'intercommunalité, les pays et les agglomérations que se réaliseront tout à la fois la réforme de l'Etat et le renouveau d'une citoyenneté vécue, d'avantage participative".

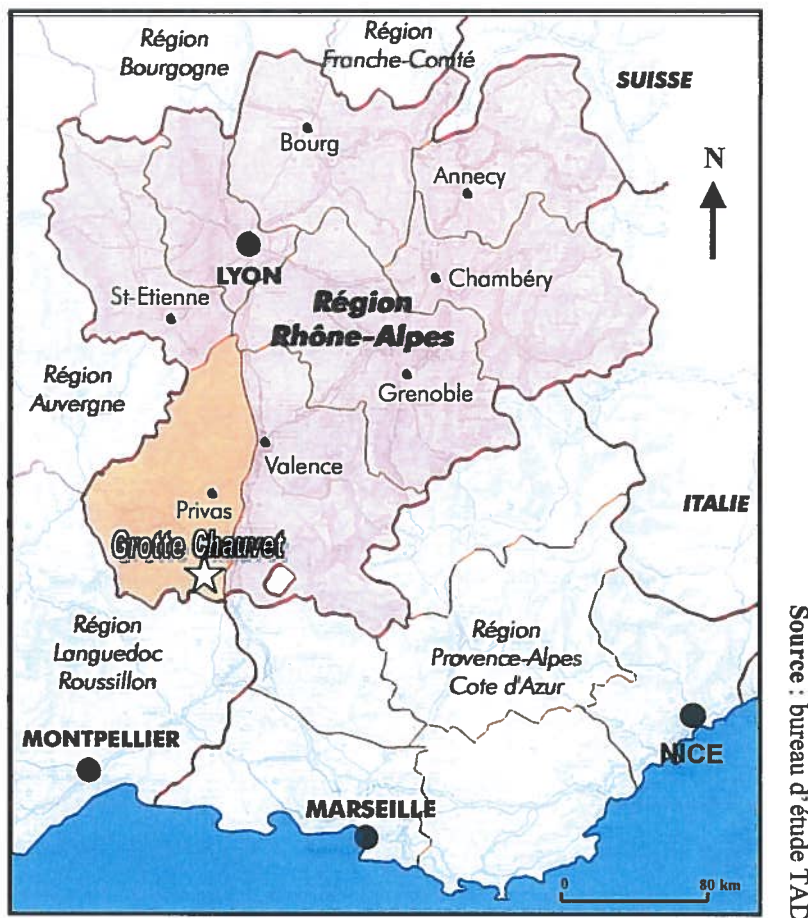
¹ Schéma de Développement de l'Espace Communautaire.

² Cf. infra, carte p 11, *Le polycentrisme maillé du grand Sud-est*, DATAR.



iii. A l'échelle interrégionale

Carte 4 : L'Ardèche dans la région Rhône-Alpes



⇒ "Une situation paradoxale"

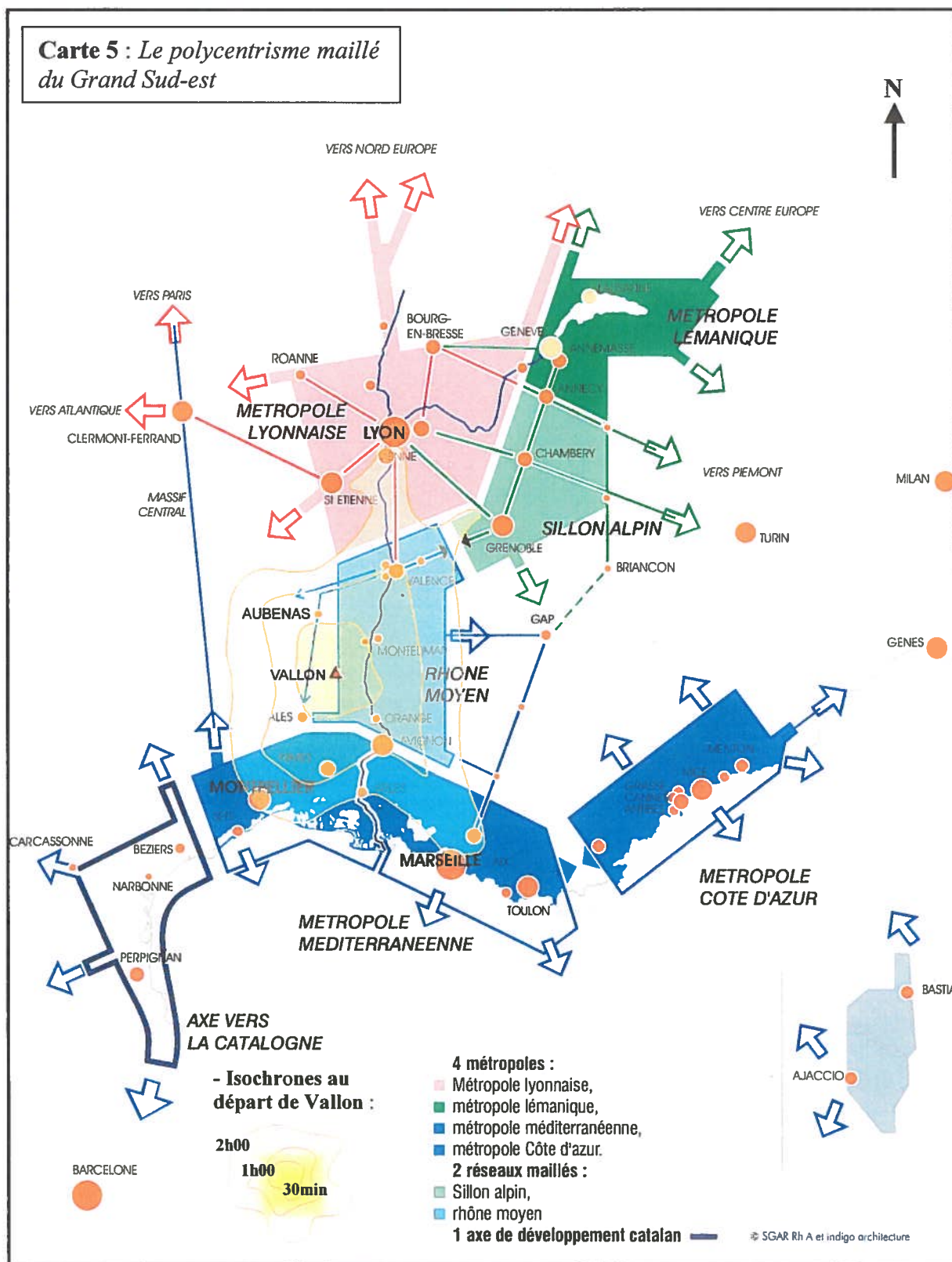
Au cœur du grand Sud-est, entre la rigueur de l'Auvergne et la lumière de la Provence, à la pointe septentrionale du Languedoc et bordée sur 150 km par la vallée du Rhône, l'Ardèche rassemble une grande diversité géographique, climatique et culturelle.

Mais à l'écart des grandes villes et des infrastructures régionales et nationales, le département est un territoire de contraste, où les climats et paysages s'opposent avant de se juxtaposer comme les pièces d'un puzzle, créant ainsi son unité. Bien ancrée, cette mosaïque fait traditionnellement de l'Ardèche "le pays aux sept visages".

La carte n°5 révèle bien la position géostratégique du département de l'Ardèche qui, de part le territoire de l'Ardèche Méridionale Rhodanienne (le territoire Sud-Ardèche) est directement connecté avec le grand axe d'échanges Nord-Sud ; la vallée du Rhône dont l'origine et la nature des flux qui l'empruntent sont de niveau national, européen et mondial (port de Marseille).



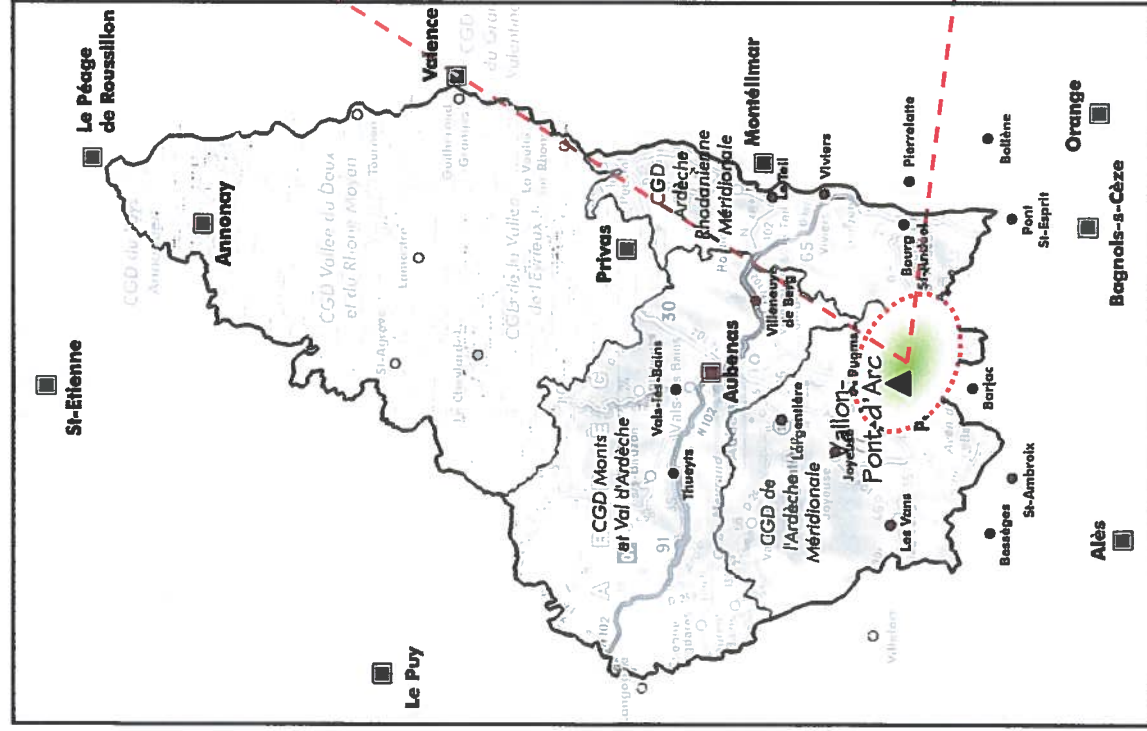
A cette position sur l'axe Nord-Sud, il faut ajouter la situation du territoire sur des flux d'échanges Est-Ouest en contact à l'est avec la PACA et au-delà l'Italie, à l'ouest l'Auvergne et le Languedoc-Roussillon et au-delà l'Espagne (Barcelone).



Source : SGAR Rhône-Alpes

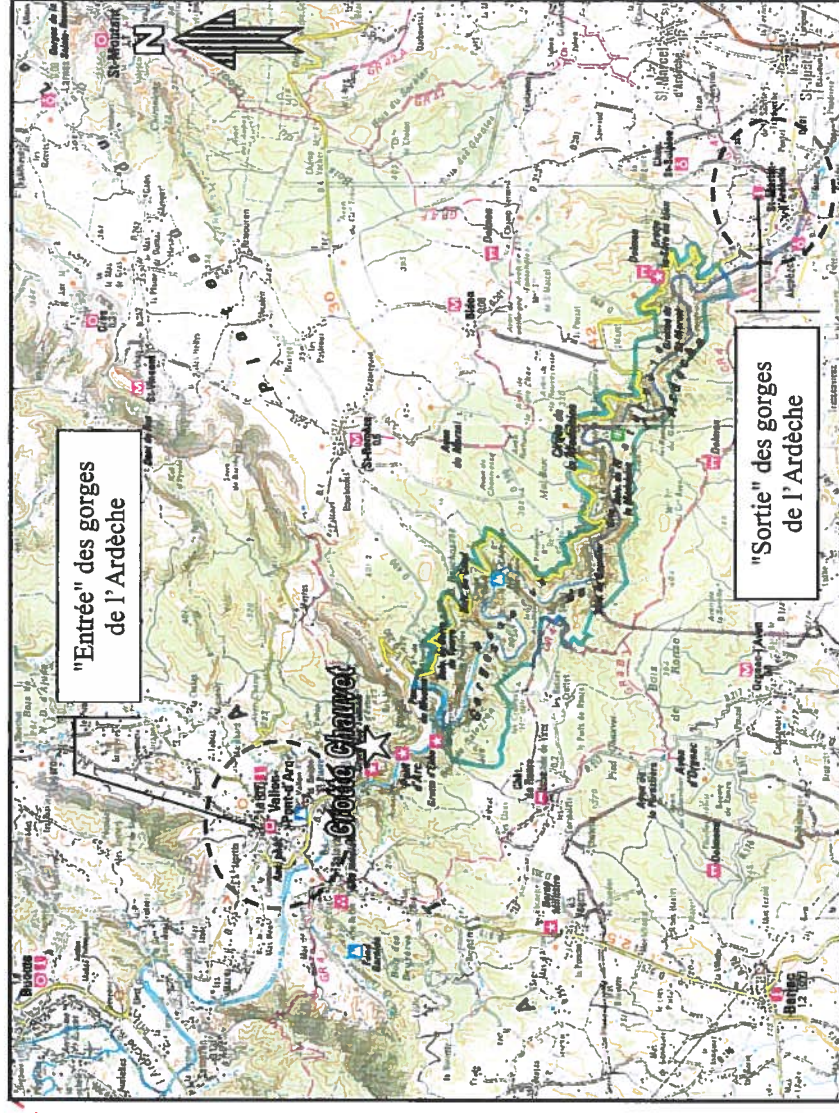
iv. A l'échelle intrarégionale : le Sud de l'Ardèche (dit "Ardèche Méridionale")

Carte 6 : Le territoire Sud Ardèche dit "Ardèche Méridionale"



Source : bureau d'étude TAD

Carte 7 : Carte topographique du territoire des gorges de l'Ardèche



Source : Carte IGN, carte au 1/100 000



L'étude des disparités régionales nous révèle quelques tendances à l'échelle du territoire sud-ardéchois :

➤ **L'hétérogénéité et la diversité du territoire d'étude**

... avec deux clivages très nets sur de nombreux plans : géographique, économique, culturel

- 1) entre la partie Vallée du Rhône (Ardèche rhodanienne méridionale) et le Plateau (Ardèche méridionale et Monts et Val d'Ardèche),
- 2) au sein même du territoire entre le nord du territoire centré sur Aubenas et le sud du territoire sur Ruoms – Vallon Pont d'Arc.

➤ **L'existence d'un réseau de petites et moyennes villes**

- Le long de la vallée du Rhône : le Teil-Montélimar/ Viviers/Bourg-saint-Andéol/Pont-saint-Esprit,
- Le long de la N104 : Aubenas –Vals/Largentière/Joyeuse/Les Vans,
- Le long de l'Ardèche : Ruoms/Vallon Pont d'Arc/ Saint-Martin d'Ardèche/ Pont-saint-Esprit.

➤ **Un territoire qui souffre d'un fort enclavement**

Cet enclavement se situe à deux niveaux :

- 1) *niveau externe*, celui du territoire au regard des autres régions limitrophes, des grandes zones nationales et des aires européennes de développement,
- 2) *niveau interne*, celui des accessibilités internes au territoire : entre la Vallée et le Plateau, entre le Nord et le Sud du territoire, entre le territoire et les départements voisins.

Cet enclavement est un des freins essentiels au développement du Sud-Ardèche.

➤ **Une grave insuffisance dans le domaine des infrastructures de transport et de déplacement**

Cet enclavement résulte d'un réseau d'infrastructures et de transport nettement insuffisant sans axe structurant et cela malgré la proximité des grands axes de la Vallée du Rhône. Seul l'Est ardéchois rhodanien possède trois grands axes : A7 ; N7 et N8. Le réseau routier existant souffre de tracés malaisés. La mobilité interne n'est pas satisfaisante et elle est aggravée par les surfréquentations estivales.



2. Analyse socioéconomique et patrimoniale de l'Ardèche Méridionale

a. La structuration administrative du territoire d'étude

En ce qui concerne l'intercommunalité de projet, le département de l'Ardèche semble touché par une double dichotomie Nord-sud / Est-ouest. **La carte n° 8 p 15** montre clairement dans un premier temps que l'ensemble du département est relativement peu pourvu en structure intercommunale. Comparé à d'autres départements comme ceux de la région Bretagne (région française entièrement couverte par l'intercommunalité de projet), il est triste de constater *le manque de solidarité* dont souffre une bonne partie du territoire ardéchois.

En effet, nous pouvons remarquer une première disparité Est-ouest entre, les communes proches de la vallée du Rhône, se regroupant pour la plupart autour d'une intercommunalité de projet et, les communes, isolées territorialement, du plateau ardéchois.

A cette disparité Est-ouest s'ajoute une dichotomie entre les communes des pays du Nord de l'Ardèche et celles du futur pays de l'Ardèche Méridionale.

Cependant, il est bon de noter, qu'à cette faiblesse du tissu intercommunal s'ajoute une multitude de syndicats (SIVOM, SIVU, syndicat mixte) qui se regroupent autour d'une ou plusieurs compétences (déchets...).



TERRITOIRES ARDÉCHOIS : PAYS ET COMMUNAUTÉS DE COMMUNES

- Limites de commune
- Limites de départements
- Pays Ardèche Verte Pilat
- Pays Drôme des Collines
- Pays Ardèche Méridionale
- Pays Eyrieux Grand Valentinois
- SIVOM de Lamastre (en projet)
- CC Vivarhône
- CC Bassin Annonay
- CC Val d'Ay
- CC 2 Rives
- CC Haut Vivarais
- CC Pays de Saint Félicien
- CC Tournonais
- CC Pays Crussol
- CC Pays Cheylard
- CC Châtaigniers
- CC Eyrieux aux Serres
- CC 2 Chênes
- CC Confluences (= Etoiles et Beauvallon)
- CC Aubenas Vals
- CC Roche de Gourdon
- CC Privas, Rhône et Vallée de l'Eyrieux et Payre
- CC Barrès Coiron
- CC Berg Coiron

- CC Grands Serres
- CC Porte Hautes Cévennes
- CC Cévennes Vivaroises
- CC Beaume-Drobie
- CC Val de Ligne
- CC Vinobre
- CC Rhône-Helvie
- CC Pays de Vans
- CC du Rhône aux Gorges de l'Ardèche
- CC Pays de Jalès
- CC de Cruzières
- CC Rhône Valloire (à compter de 2005)

HAUTE-LOIRE

LOIRE

ISERE

LOZERE

DROME

GARD

VAUCLUSE



ECHELLE : 0 5 km

Sources :



b. Les grandes tendances du tissu économique et social sur le territoire de l'Ardèche Méridionale³

Le diagnostic territorial a mis en évidence les caractéristiques suivantes quant à la situation et aux tendances de l'économie du territoire Sud-Ardéchois :

➤ **Base productrice locale et diversification**

En considérant le territoire dans son ensemble, la vision d'une région « tout-touristique » ne se vérifie pas. Le secteur productif agriculture-élevage-industrie-BTP représente plus de 50% des emplois totaux. L'économie du territoire présente :

- ◆ une forte spécificité agricole orientée vers la qualité (AOC, agriculture Bio...),
- ◆ une faiblesse du secteur industriel avec cependant un développement dans la Vallée du Rhône et autour du pôle d'Aubenas,
- ◆ un secteur touristique malgré tout dominant par rapport aux autres branches d'activités secondaires et tertiaires, notamment sur le plateau ardéchois.

➤ **Croissance modérée**

La croissance est certes plutôt modérée mais elle est positive en raison notamment d'une augmentation des emplois dans le commerce et les services. *Une économie en difficulté* mais pas en crise...

➤ **Le territoire ne constitue pas une zone de dépression démographique**

La population du territoire se caractérise par :

- ◆ l'absence de dépression démographique,
- ◆ le vieillissement de la population dû au solde migratoire reflétant une certaine attractivité du territoire vis à vis de la population du troisième âge,
- ◆ *le départ des jeunes actifs*, pour insuffisance et/ou inadaptation des offres d'emploi locales, soit pour des difficultés de poursuite des études. Ce phénomène est très préoccupant car il engendre des coûts d'opportunité pour tout le territoire : faible capacité d'innovation, non renouvellement du tissu économique, manque d'ouverture sur l'extérieur, faible pénétration des technologies nouvelles, prise d'initiative limitée, absence de vision à long terme.

³ Ces propos s'inspirent pour beaucoup de l'étude TAD et de mon expérience acquise sur le bassin de vie du Haut Roubion, dans la Drôme (26).



➤ **Une situation préoccupante de l'emploi**

Le *chômage* reste très important (**15%** en 1999). Aux causes «classiques» du chômage structurel (inadéquation formation-emploi) s'ajoute une croissance importante de la population en âge de travailler et un bassin d'emploi trop limité (offres d'emploi).

➤ **Faiblesse de l'attractivité**

Le Sud Ardèche attire les touristes mais il attire peu les jeunes actifs. *L'enclavement* du territoire, la faiblesse du tissu industriel, l'absence de services moteurs, d'établissements d'enseignement supérieur de notoriété expliquent cette faible attractivité.

Un potentiel attractif existe comme le montrent non seulement le flux touristique, mais aussi la venue d'investissements étrangers à Aubenas et dans la Vallée. Les images de qualité du cadre et du mode de vie, celles entrées autour du « terroir » commencent à créer des facteurs d'attractivité. Un développement des résidences secondaires (Allemand, Hollandais).

Si le tourisme Sud-Ardéchois constitue de facto le point fort d l'économie locale, deux constats plaident pour son évolution :

- 1) Il s'agit surtout d'un **tourisme de rente** se limitant pour l'essentiel à l'exploitation de la ressource naturelle brute sans valeur ajoutée importante,
- 2) Il n'y a **pas de réelles synergies** entre le secteur touristique et les autres secteurs d'activité économique.

➤ **Dysfonctionnements du marché du logement**

Le marché du logement connaît d'importants dysfonctionnements et il est mal connu,

L'offre locative en direction de résidents permanents, notamment des jeunes actifs est insuffisante et peu diversifiée, insuffisance du logement social,

Les dysfonctionnements sont plus accentués sur le Plateau que dans la Vallée.

➤ **Développement géographique déséquilibré**

Le déséquilibre le plus préoccupant est celui lié à la concentration d'activités sur certains pôles notamment en Vallée et à Aubenas, et la désertification de certaines zones rurales en particulier dans l'est et le nord-est du territoire.



➤ Un potentiel réel

Ce qui est dit sur la base productive, la croissance, la population et l'attractivité montre aussi qu'existe dans le territoire un réel potentiel de développement qui pourrait s'exprimer à partir des ressources locales du territoire (développement endogène) et d'une attractivité nouvelle (développement exogène).

- Tableau n° 1 : Atouts / Faiblesses au niveau économique et social

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>Un bon positionnement stratégique au regard des espaces européen et national par rapport à la Vallée du Rhône</p> <p>Une croissance économique modérée mais une économie locale qui n'est pas globalement en crise</p> <p>Une économie locale relativement diversifiée. Un certain dynamisme en matière de création d'établissements</p> <p>Un réel potentiel de développement à partir des ressources propres du territoire Sud-Ardèche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bon positionnement stratégique virtuel - forte spécificité et image de marque favorable de la production agricole : viticulture, arboriculture produits, dérivés de l'élevage etc. ... - gisement touristique exceptionnel, importance du pôle touristique de l'Ardèche méridionale. 	<p>Virtuel en raison de l'enclavement du Plateau, freinant les synergies, vallée-plateau, empêchant la diffusion du développement de la vallée vers l'intérieur</p> <p>Inégale répartition du développement au sein du territoire. Le poids du chômage reste lourd</p> <p>Une base industrielle trop étroite. Une attractivité insuffisante du territoire pour les investisseurs</p> <p>Des handicaps importants à surmonter</p> <ul style="list-style-type: none"> - accessibilité au Plateau et mobilités internes nettement insuffisantes - attractivité trop faible au niveau international, notamment européen, une image de marque encore peu connue - un tourisme de rente qui diffuse peu son développement - un tourisme qui a peu de synergies avec les autres secteurs d'activité (agriculture, services) - quasi absence d'établissements de formation supérieure - offre limitée d'infrastructures d'accueil

Le territoire Sud-Ardéchois n'est pas dépourvu d'atouts et les opportunités de développement sont réelles, cependant, sa base économique est encore insuffisante et fragile.



c. Le patrimoine culturel et naturel Sud Ardéchois

i. Le patrimoine culturel

Cinq points relatifs peuvent se distinguer pour caractériser le patrimoine culturel de l'Ardèche Méridionale:

La découverte de la Grotte Chauvet est un fort positionnement culturel à la fois en terme de connaissance (histoire de l'humanité) et en terme de création (notion de Chapelle Sixtine de la préhistoire).

Cette découverte intervient sur un territoire où l'image dominante reste la Nature, le tourisme nature et la ruralité.

En matière de développement culturel (équipements, offre, présence de créateurs) le département de l'Ardèche accuse un certain retard, en grande partie due à l'absence d'un pôle urbain à taille suffisante.

Mais ces éléments de diagnostic ne doivent pas masquer un potentiel existant insuffisamment valorisé :

- un patrimoine culturel exceptionnel dans l'amplitude des périodes couvertes (présence de traces préhistoire, époque romaine, moyen age, histoire religieuse avec le **protestantisme**),
- quelques évènements culturels reconnus ou en voie de l'être dans le domaine de l'audiovisuel, de la musique classique, du théâtre, du cirque,
- un pôle culturel en plein développement ces dernières années : Aubenas/Vals avec une salle de théâtre à Vals,
- Dans le département de l'Ardèche, c'est l'Ardèche méridionale, qui réunit l'essentiel de l'acquis et du potentiel en matière de développement culturel,
- Les bases existent donc et l'équipement culturel structurant prévu (Espace de Restitution de la Grotte Chauvet) devrait donc permettre une valorisation du potentiel existant et l'accélération de la mise à niveau en matière d'offre culturelle.



- **Tableau n° 2 : Atouts / Faiblesses du patrimoine culturel**

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>La première image avec la Grotte Chauvet</p> <p>La volonté du département de rattraper le retard (ex : convention Culture Etat /Département, en particulier Ecole départementale de Musique)</p> <p>Un patrimoine culturel riche de : préhistoire, monde romain, moyen âge, histoire religieuse : Assorti d'une diversité et d'une richesse en matière de sociétés savantes»</p> <p>Une manifestation audiovisuelle reconnue : les Etats généraux du Documentaire de Lussas (l'une des trois plus importantes en France dans ce secteur)</p> <p>Un positionnement national en matière des arts du cirque (Bourg Saint Andéol)</p> <p>Un pôle scientifique autour de Grotte Chauvet/Ornac</p> <p>Une offre cinématographique de qualité à Aubenas (salles art et essai, festival du cinéma Européen)</p>	<p>Une offre culture insuffisante en matière d'équipements et d'évènements En raison de l'absence de ville importante et de l'enclavement du territoire</p> <p>Une absence de pôle universitaire</p> <p>Aucun Musée des Beaux Arts, ni école d'art</p> <p>Des festivals d'été de qualité mais insuffisamment positionnés</p> <p>Une présence insuffisante de créateurs, d'éditeurs</p>

ii. Le patrimoine naturel

➤ un patrimoine naturel de très haute qualité par sa rareté et sa diversité

- ❖ le territoire dispose d'un nombre très important d'espaces aux enjeux nationaux et internationaux,
- ❖ la multiplicité des procédures de gestion de ces espaces ne facilite pas le travail de terrain et l'entente entre les acteurs,
- ❖ la déprise agricole et la fermeture des paysages ont tendance à diminuer le capital patrimonial naturel.



➤ **un espace favorable pour le développement des énergies renouvelables :**

- ❖ l'éolien,
- ❖ le solaire photovoltaïque,
- ❖ le solaire thermique,
- ❖ l'énergie bois.

Des espaces naturels remarquables voire exceptionnels nécessitent une vigilance particulière du fait des grandes fréquentations touristiques.

Les risques naturels qui menacent le Sud-Ardèche sont principalement les inondations et les feux de forêts.

Un cadre de vie et un patrimoine paysager exceptionnel que les aménagements tardent à mettre en valeur.

Au sein du territoire existent notamment :

- ❖ cinq sites caractéristiques étant des paysages exceptionnels,
- ❖ un ensemble paysager remarquable couvrant la moitié sud du département,
- ❖ 17 sites remarquables ponctuels (sur 317 en Rhône-Alpes).

- Tableau n° 3 : Atouts / Faiblesses du patrimoine naturel

ATOUTS	FAIBLESSES
<p>LA QUALITE DU PATRIMOINE</p> <ul style="list-style-type: none">. la présence d'espaces d'enjeux internationaux ou nationaux : Réserve, les ZPS, la grande richesse biologique, support d'activités : découverte, tourisme, la surface importante couverte par des plans de gestion. la mise en place des contrats de rivière permettant une sensibilisation à la valeur écologique et patrimoniale des milieux aquatiques	<ul style="list-style-type: none">les pressions importantes sur les milieux (notamment liées à la question du foncier, au tourisme, à la question des éoliennes,). la déprise agricole et la fermeture des paysages liées à l'évolution de cette branche d'activité : non entretien des terrasses par exemple. les mesures réglementaires ne facilitent pas le travail de terrain et l'entente entre les acteurs. le morcellement des zones à protéger
<p>ENERGIES RENOUVELABLES</p> <ul style="list-style-type: none">. un potentiel de développement important permettant aux départements s'engageant dans cette politique d'être exemplaires au niveau national. un potentiel pouvant servir les particuliers	<ul style="list-style-type: none">. sensibilité du territoire à l'installation des éoliennes. absence d'effectifs clairs et ambitieux compte tenu des possibilités



<ul style="list-style-type: none">. la représentation de toutes les énergies renouvelables sur le territoire. potentiel de développement en matière d'énergie photovoltaïque	
<p>PREVENTION DES RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none">. affichage clair de la politique de l'Etat, politique de prévention réglementaire et de mises en place des PPR. Les contrats de rivière qui ont aidé à une meilleure identification des risques	<ul style="list-style-type: none">. absence de C.P.I.E. (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement). quelques initiatives d'éducation relatives à l'environnement mais la dynamique reste faible
<p>PATRIMOINE PAYSAGER</p> <ul style="list-style-type: none">. un territoire exceptionnel au sein de Rhône Alpes sur le plan paysager : une attractivité de niveau national et international. Au même titre que le Mont Blanc, les Gorges de l'Ardèche font partie des sites emblématiques de la région. un paysage naturel caractérisé par l'intégration des activités agricoles dans l'environnement. Cette typologie contribue fortement à l'image du département.. développement au plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées, permettant de valoriser des sentiers existants et découvrir les paysages	<ul style="list-style-type: none">. peu d'intégration du bâti dans les paysages ruraux, pollution visuelle. paysage urbain souvent en décalage avec la qualité des paysages à l'intérieur du territoire. des points noirs en des lieux où la qualité paysagère du bâti devrait être exemplaire. carence de personnels, accompagnateurs pour une meilleure mise en valeur pédagogique de la région



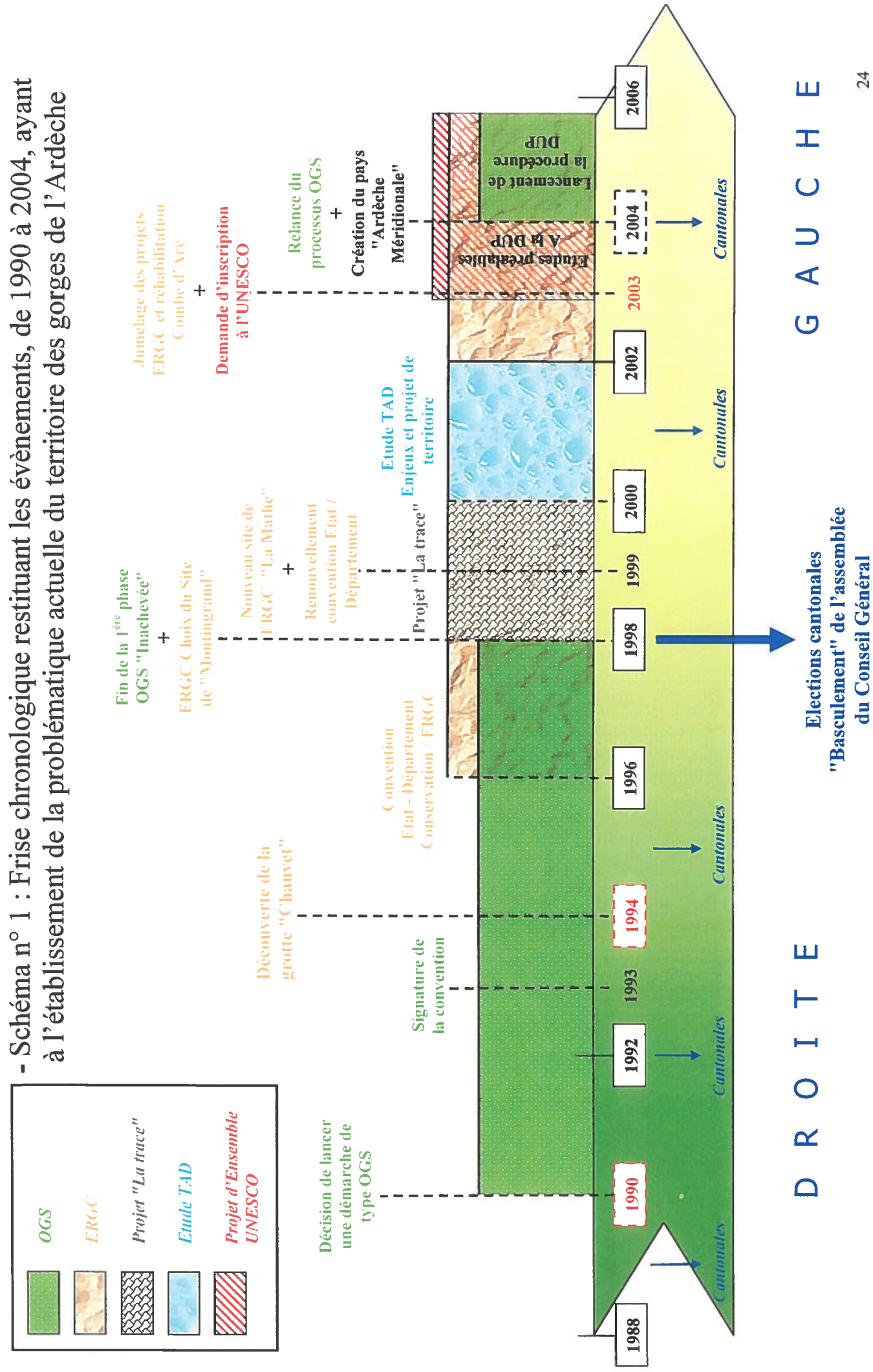
⇒ *Les parties 2 et 3 qui vont suivre ont pour finalité de retracer "l'histoire des projets", de 1988 jusqu'à nos jours, pour comprendre et poser la problématique actuelle dans laquelle est plongée le territoire des gorges de l'Ardèche.*

Ces deux grandes parties sont un préalable pour pouvoir proposer une nouvelle variante à travers les projets actuellement en cours. C'est donc une étape nécessaire à la mise en place d'un début de stratégie que nous tenterons de proposer pour aider le Département de l'Ardèche à mieux se positionner sur le territoire Sud Ardéchois.

Cette étape peut se concevoir comme étant la reconstitution d'un "puzzle complexe" de projets ayant modelés le territoire des gorges de l'Ardèche. L'intérêt de cette deuxième grande partie du rapport est de comprendre l'Enjeu environnemental à travers la mise en place d'une démarche de type Opération Grand Site.

Présentation de la deuxième partie

2

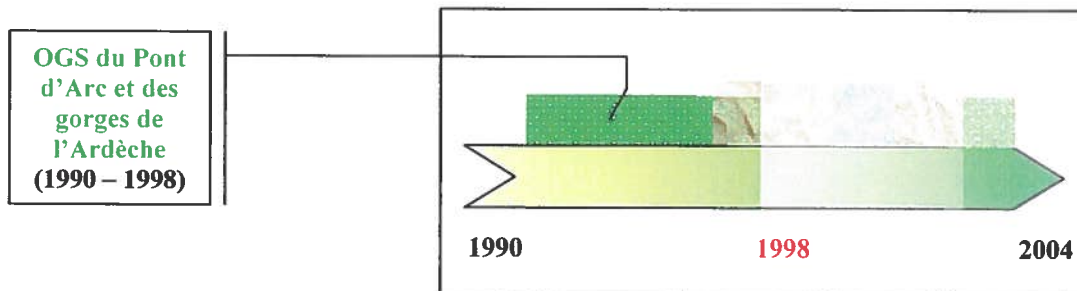




II. L'enjeu environnemental et la décision de mettre en place une démarche de type OGS

[1^{ère} étape pour une meilleure compréhension de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche]

*L'objectif est ici de comprendre l'enjeu environnemental de ce territoire à travers la décision – de par la qualité exceptionnelle du patrimoine naturel Sud Ardéchois et les problèmes de surfréquentation – de mettre en place une démarche de type OGS sur le territoire du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche. La mini-frise¹ ci-dessous a pour finalité de **replacer** le lecteur suivant les événements liés au temps s'étant déroulés entre 1990 et 2004. L'optique étant de poser la problématique d'ensemble du territoire de l'Ardèche Méridionale. Les couleurs "vives" représentent l'analyse, en cours, de ces événements. A l'inverse les contours blanc signifient leur non analyse momentanée).*



1. Les gorges de l'Ardèche : un patrimoine naturel et culturel exceptionnel soumis à un tourisme saisonnier de masse

- a. La qualité et la valeur exceptionnelle du site des gorges de l'Ardèche

Les gorges de l'Ardèche, son milieu karstique avec ses grottes et le Pont d'Arc constituent l'un des sites les plus remarquables d'Europe. C'est un patrimoine qui possède à la fois l'originalité d'être naturel mais aussi culturel de part ses dizaines de grottes ornées

¹ Pour plus de précision concernant la frise (les dates et événements), voir Cf. supra, p 24.



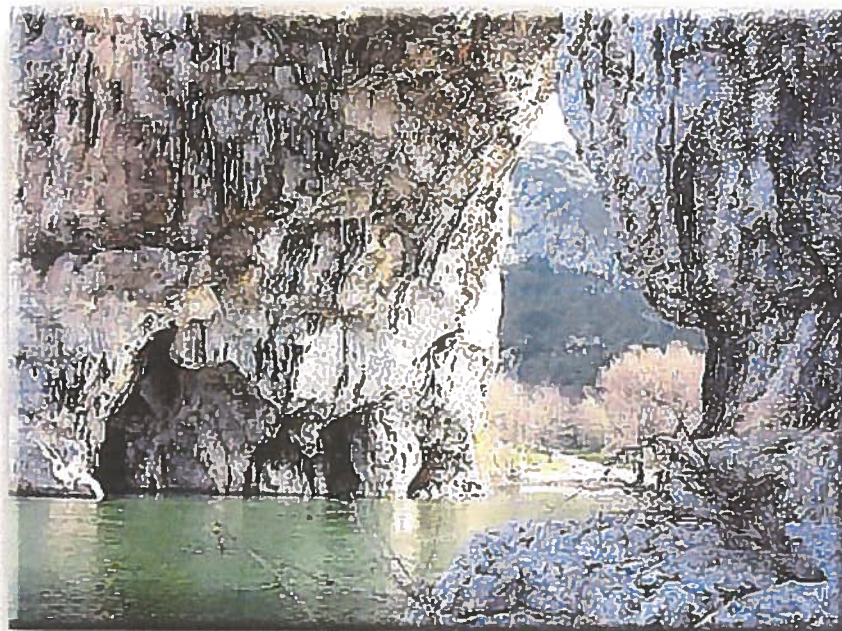
dont la fameuse grotte "Chauvet" découverte en décembre 1994. Cette spécificité lui vaut d'ailleurs le qualificatif de "patrimoine mixte" selon l'UNESCO².



Photo n° 1 : *Les gorges de l'Ardèche, son massif karstique*

Source : SIGARN

Photo n° 2 :
L'arche naturelle du Pont d'Arc



Source : SIGARN

² United Nations Educational Scientific and Cultural Organization, *Institution de l'ONU créée en 1945-1946 pour contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre nations pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.*



Source : SIGARN



Photo n° 3 : Dolmen

Photo n° 4 : Le Pont d'Arc durant la période estivale...



Source : Pierre Brossard

En effet, parcourir l'Ardèche, c'est découvrir un site dont on rappellera :

- ✓ La beauté, l'originalité et la diversité des **paysages** (plateaux, gorges, méandres, vallées sèches, reculées, grottes, aven³, lapiaz⁴...)
- ✓ La variété des biotopes représentés dans la Réserve Naturelle des gorges de l'Ardèche expliquant la diversité des espèces animales et végétales.

Pour la faune : on ne citera que l'Aigle de Bonelli et le Vautour Percnoptère classés parmi les rapaces les plus menacés de France. Egalement la Genette (seule représentante en

³ Puits naturel creusé par les eaux d'infiltration.

⁴ Ciselure superficielle de formes variées (relief karstique) creusée par les eaux.



France des Vivéridés : famille qui groupe les Civettes, les Mangoustes), le Castor, les Chauves-souris (18 espèces observées dans les gorges)...



Source : SIGARN

Photo n° 5 : L'Aigle de Bonelli et la Genette

Photo n° 6 : *Charaxes jasio*



Source : SIGARN

Pour la flore : la variété des sols permet d'observer les végétaux calcicoles, aimant les sols calcaires, mais aussi calcifuges, se plaisant sur les sols peu ou pas calcaires. Notons également la présence de trois milieux dunaires de bord de rivière qui constituent des milieux uniques et particulièrement fragiles. Quelques exemples d'espèces :

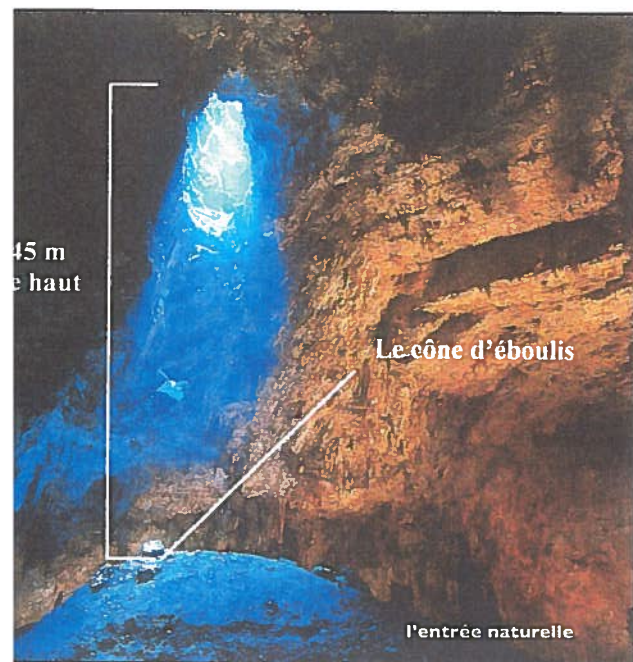
- Le chêne vert
- Le chêne kermès
- Le chèvrefeuille des Baléares
- Le genévrier de Phénicie
- La clématite brulante, la tulipe sauvage...

- ✓ La localisation géographique du site : la latitude à laquelle se situe la Réserve Naturelle lui permet de juxtaposer espèces méditerranéennes et continentales.



- ✓ Les vestiges archéologiques qu'il renferme : De l'avis unanimes des spécialistes, cet ensemble est sans équivalent dans tout le Sud-est de la France. Des dizaines de gisements paléolithiques repérés mais non encore fouillés : quatorze grottes à gravures et peintures, à cheval sur le Gard et l'Ardèche, sont actuellement connues dont une découverte récemment : la grotte Chauvet. Des centaines d'habitats et de nécropoles néolithiques et protohistoriques (*l'aven d'Ornac* fraîchement labellisé **Grand Site de France**), tant en plein air qu'en caverne, dont l'intérêt est essentiel pour l'étude des premières sociétés agricoles et pastorales dans le Midi de la France.

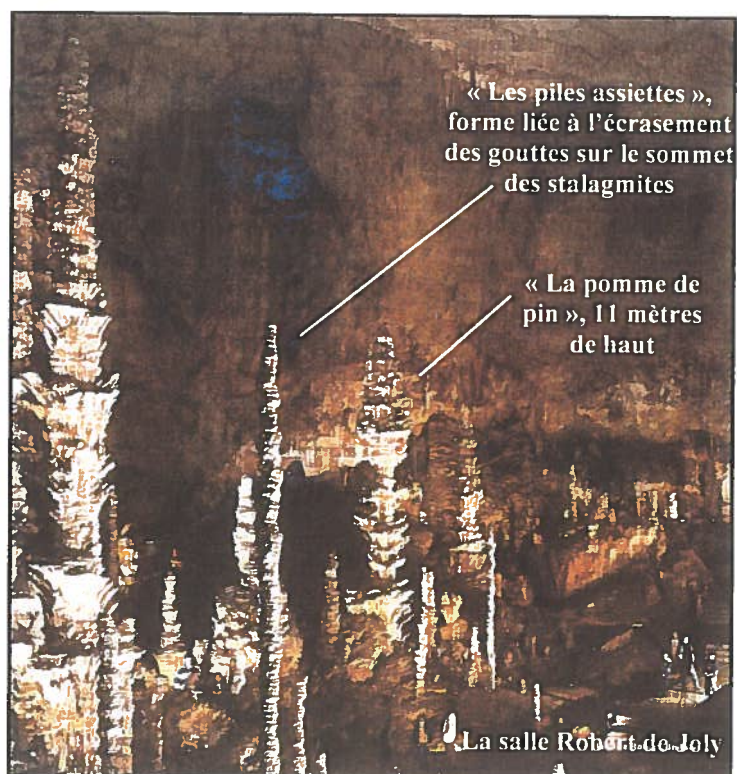
Photo n° 7 : *L'entrée naturelle et le cône d'éboulis de l'Aven d'Ornac*



Le cône d'éboulis, qui se trouve à la sortie du tunnel d'accès, provient de l'aven, la seule entrée naturelle de la grotte. Il est formé de tout ce qui tombe de l'extérieur : cailloux détachés par le gel ; terre et feuilles amenées par la pluie ; reste d'animaux tombés accidentellement ou jetés dans l'aven...

Creuser dans ce cône c'est comme remonter le temps : on trouve en surface des os d'animaux domestiques jetés par les paysans et, plus profondément, des os d'animaux aujourd'hui disparus de notre région. Rennes et bisons vivaient en Ardèche pendant la dernière époque glaciaire, qui s'est terminée il y a 12 000 ans.

Photo n° 8 : *La salle Robert de Joly et les formes concrétions de la cavité*





b. Les protections juridiques existantes

↓ **Monument Historique (loi du 31 décembre 1913)**

Un périmètre de protection de 500 mètres de rayon s'applique aux abords des Monuments Historiques Classés ou Inscrits. A l'intérieur de ce périmètre toute modification de l'état des lieux est soumise à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Sont classés Monuments Historiques :

- "Grotte Chauvet", décret du 13 octobre 1995, commune de Vallon-Pont-d'Arc,
- "Grotte du Colombier", 25 août 1995, commune de Vallon-Pont-d'Arc,
- "Grotte de la Vacheresse", 25 août 1995, commune de Vallon-Pont-d'Arc,
- "Grotte de Louoï", 25 août 1995, commune de Vallon-Pont-d'Arc,
- "Grotte de Mézelet", 25 août 1995, commune de Vallon-Pont-d'Arc,
- "Grotte de la tête du Lion", 15 juin 1964, commune de Bidon,
- "Grotte d'Ebbou", 19 juin 1947, commune de Vagnas,
- "Aven d'Orgnac", commune de Orgnac-l'aven.
- "Château de la Roure" (certaines parties), 20 mars 1978, commune de Labastide De Virac,
- "Dolmen de Champvermeil", 21 mars 1910, commune de Bidon.

↓ **Site Classé (loi du 2 mai 1930)**

Toute modification de l'état des lieux dans un Site Classé est soumise à l'autorisation du Ministre de l'Environnement, ou pour certains travaux mineurs, à l'autorisation du Préfet de Département (voir la carte n° 9 p 32).

- Le site du Pont d'Arc et ses abords ont été classés par décret du 24 février 1982, (les communes concernées sont : Labastide De Virac, Lagorge, Salavas, Vallon-Pont d'Arc) ; il couvre une superficie d'environ 630 ha.
- Le site des Grottes de St Marcel, décret du 26 juin 1934, commune de Bidon.

↓ **Site Inscrit (loi du 2 mai 1930)**

Toute modification de l'état des lieux dans un Site Inscrit, est soumise à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

- Le site du village de Labastide De Virac, 2 novembre 1978, commune de Labastide De Virac.



✚ La Réserve Naturelle (loi du 10 juillet 1976)

Le règlement de la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche a été fixé par décret du 14 janvier 1980. Les travaux ou modifications susceptibles d'intervenir dans la Réserve sont soumis à l'autorisation du Ministre de l'Environnement. Sa gestion est confiée au SIGARN (Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle) et, elle vise la protection du patrimoine naturel (faune, flore, richesses minérales, paysagères). Cette Réserve couvre environ une superficie de 1575 ha.

Les communes concernées sont à cheval sur les départements de l'Ardèche et du Gard.

Les communes sur le département de l'Ardèche sont :

- Bidon
- Labastide De Virac
- St Marcel d'Ardèche
- St Martin d'Ardèche
- St Remèze
- Vallon-Pont d'Arc

Les communes sur le département du Gard sont :

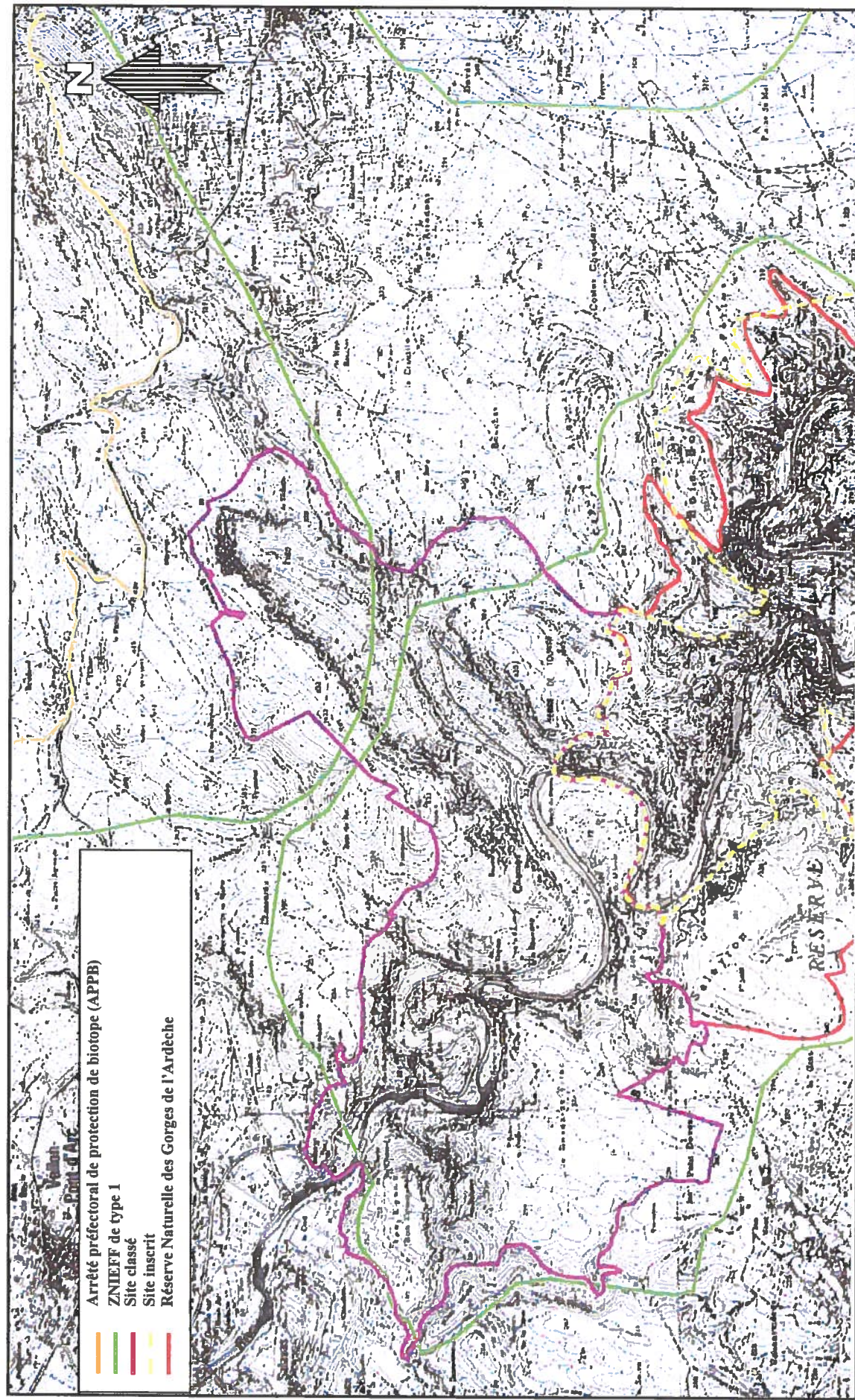
- Le Garn
- Aigüeze

✚ Arrêté de Biotope (loi du 10 juillet 1976)

Les mesures réglementaires par voie d'arrêté, en vue de préserver l'espace de vie ou de reproduction (biotope) d'une espèce animale et végétale légalement protégée en France, sont prises par le Préfet de Département. Cet arrêté de Biotope couvre une superficie d'environ 3500 ha (périmètre de protection élargi compris).

L'arrêté préfectoral de Biotope du Massif de la Dent de Rez a été pris le 17/12/90. Les communes concernées sont Gras, Lagorce, St Maurice d'Ibie.

Carte n° 9 : Les zones réglementaires présentes sur le territoire des gorges de l'Ardèche





✚ Zone Natura 2000

Qu'est-ce que Natura 2000 ? (D'après " 10 questions - 10 Réponses. Directive Habitats Vers le réseau Natura 2000. Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement)

"En Europe, la variété des climats, des paysages et des cultures induit une grande diversité biologique dont le maintien est un facteur clé, en particulier dans les zones rurales, pour un développement durable et maîtrisé. Le maintien de cette diversité suppose non seulement que les habitats de la flore et de la faune soient maintenus. L'Union Européenne s'est donnée les moyens de préserver ce patrimoine en prenant deux directives :

1. **La directive "Oiseaux"**, du 2 avril 1979, qui concerne la conservation des oiseaux sauvages et prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux considérées comme rares ou menacées à l'échelle de l'Europe. Chaque pays de l'Union européenne doit classer en **Zone de Protection Spéciale (ZPS)** les sites les plus adaptés à la conservation des habitats de ces espèces en tenant compte de leur nombre et de leur superficie.
2. **La directive "Habitats Faune et Flore"** du 21 mai 1992, qui a pour objet la conservation d'espèces et d'espaces sauvages énumérés dans les annexes de la directive : habitats côtiers et végétation des milieux salés, dunes maritimes et continentales, habitats d'eaux douces, landes et fourrés tempérés, maquis, formations herbacées, tourbières, habitats rocheux et grottes, et pour les espèces, mammifères, reptiles, amphibiens, poissons, insectes et autres mollusques. Il s'agit de maintenir la diversité biologique de ces milieux en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales qui s'y rattachent.

Le réseau Natura 2000 et ses objectifs

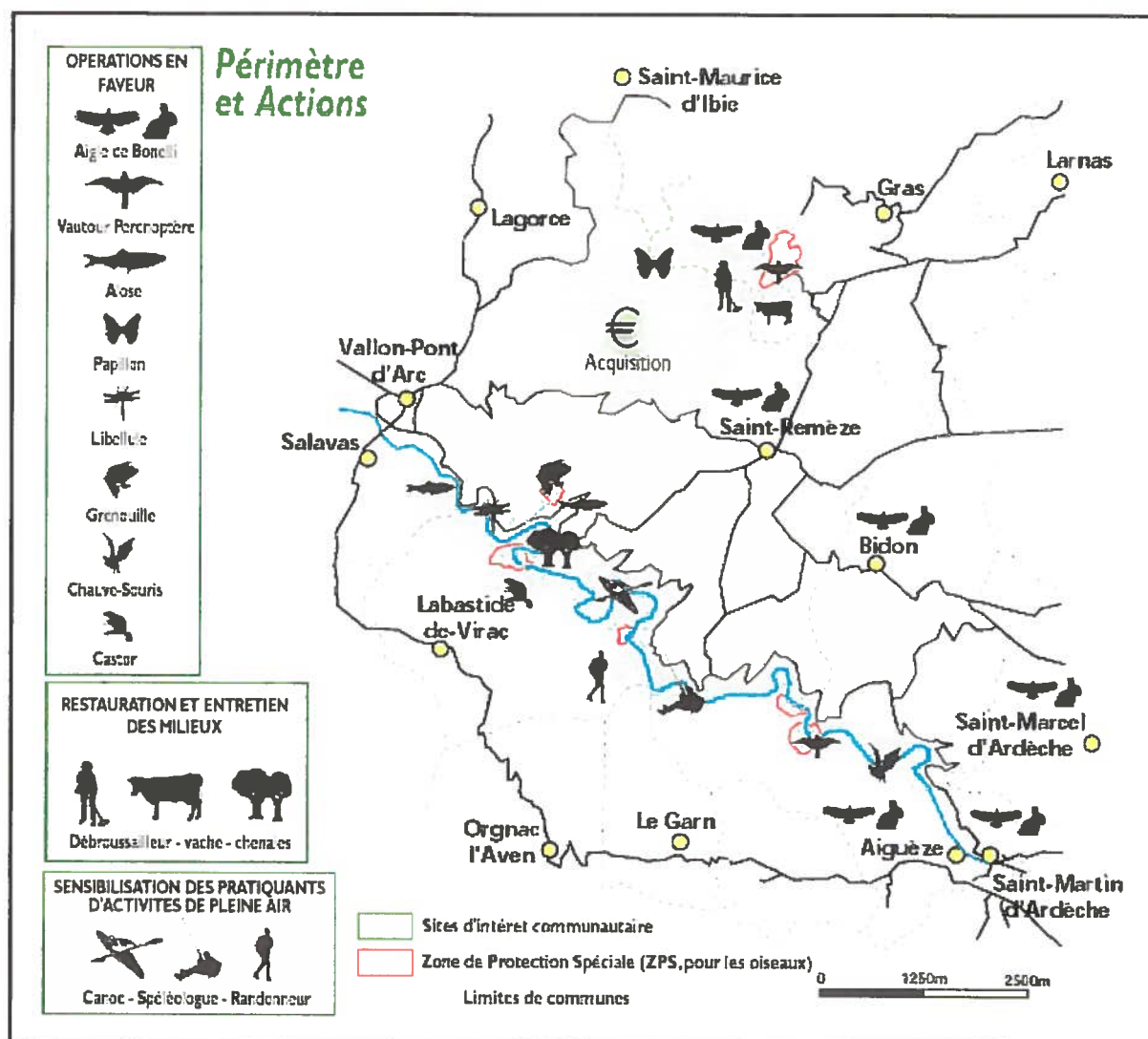
Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état favorable des habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire. Cette politique est appuyée par un instrument financier nommé LIFE⁵ (voir la carte n° 10 p 34). Le réseau Natura 2000 n'a pas pour objet de faire des sanctuaires de nature où toute activité humaine est à proscrire.

De nos jours, le maintien de la diversité biologique, spécialement dans l'espace rural et forestier, dépend souvent de la présence, voire de la réinstallation d'activités humaines qui leur sont bénéfiques. Les Etats membres désigneront officiellement leurs sites d'ici **2004**.

⁵ L'Instrument Financier pour l'Environnement, outil financier de la Communauté Européenne permettant d'accompagner la mise en place du réseau Natura 2000.



Carte n°10 : Carte du périmètre et des actions du programme LIFE – Natura 2000



Source : SIGARN

c. La fréquentation touristique actuelle

i. Circulation, activités touristiques et sportives sur le territoire des gorges

La construction de la route touristique en 1969 : la Départementale n° 290 a ouvert la voie au tourisme. Dans les années 70, les gorges de l'Ardèche étaient notamment le paradis des naturistes qui profitaient d'une "nature belle et calme". La route touristique donne accès au haut des falaises et par la même entraîne des risques de dérangement aux espèces sensibles.



A partir de 1980, le développement du polyester rendant les canoës plus résistants et la généralisation de la location ont considérablement élargi la clientèle touristique. Le tourisme est aujourd'hui la principale activité économique de la région. Les gorges de l'Ardèche en sont un des principaux points d'attraction.

En l'absence d'indicateurs plus fiable, la fréquentation touristique sur le site peut se mesurer à partir du nombre de véhicules circulant sur la D 290. La route touristique figure la limite nord de la réserve naturelle et ses belvédères ouvrent le champ sur la réserve, la fréquentation de cette route oscille d'année en année mais, avec plus de **245 000 véhicules en 1997**, elle reste très importante. A titre d'exemple, on arrive à une moyenne, pour le mois de juillet 2003, de **3792 véhicules/jour** transitant sur la D 290 comme le montre le tableau n° ?. Certains pics ont été enregistrés avec plus de 5200 véhicules/jour ! (dont 548 entre 13h et 14h).

La fréquentation annuelle du site des gorges de l'Ardèche, estimée à **plus de 1 200 000 personnes**, est en effet comparable à celle d'autres sites naturels prestigieux comme le Cirque de Gavarnie, la Pointe du Raz et le Pont du Gard.

Les zones de pratique de masse des sports et loisirs d'eau vive se multiplient en France sur les grands cours d'eau présentant un niveau de difficulté faible ou moyen : gorges de l'Ardèche (de Vallon-Pont-d'Arc à St-Martin), Durance (de St-Clément à Embrun), Dordogne, Loue, Vézère... Et les gorges de l'Ardèche figurent en tête de cette fréquentation.

Cependant la fréquentation des *canoéistes* (pratiquant le canoë ou le canoë-kayak) semble se stabiliser malgré des hausses certaines années (**entre 150 000 et 160 000/an**).

Photo n° 9 : *Une situation de surfréquentation touristique en période estivale*



Source : Pierre Brossard, juin 2004



Notons que les loueurs ont encouragé, depuis quelques années, le développement des activités nautiques en amont de la réserve : entre Vallon et le Pont d'Arc (mini-descentes) et en Ardèche moyenne.

Une étude sur l'impact des canoës sur la répartition et la circulation de la faune piscicole (Briaudet, 1995) n'a pas mis en évidence de dérangement significatif.

Les loueurs de canoës sont nombreux. Ils sont tenus d'informer leurs clients sur la réglementation de la réserve et sur les risques de la pratique. La réserve naturelle a initié la mise en œuvre d'une "*charte de qualité*" des loueurs de canoës qui est en cours depuis 1997. Cette charte prévoit de donner un label aux loueurs selon plusieurs critères, ayant trait au matériel, à l'accueil, mais aussi à la diffusion d'information sur le site protégé au travers de :

- l'implantation d'un panneau type (en quatre langues) sur la réserve chez les loueurs,
- une information sur la réserve et ses interdictions (logos) sur les canoës loués (adhésif),
- la vente systématique de tickets de nuitée sur les bivouacs pour les locations de canoës sur deux journées,
- la participation aux opérations d'entretien (nettoyage après crues),
- la participation aux stages d'environnement organisés par la réserve pour les professionnels du canoë.

Mais d'autres ***activités de pleine nature*** sont aussi présentes dans la réserve :

- *La randonnée pédestre* est une activité qui a tendance à augmenter (entre 12 000 et 15 000/an). Les sentiers de Grande Randonnée GR4 et GR4F font le tour des gorges. Un sentier longe la rivière Ardèche, comportant de nombreux passages à gué (indiqués), il n'est pas praticable toute l'année. De nombreux petits sentiers parcourent également les gorges.

Des randonnées accompagnées sont également proposées par les offices de tourisme et associations diverses. La réserve naturelle organise aussi des visites guidées et des diaporamas pour sensibiliser les visiteurs au milieu naturel.

- *La baignade* (bien qu'aucune zone ne soit aménagée ni surveillée dans la réserve) est aussi une activité importante dans les gorges. Elle est une des étapes des randonneurs, ou des canoéistes.
- *La descente des gorges en barque* de six personnes est proposée par les "bateliers". Deux à trois postes de pompiers sont installés aux rapides les plus dangereux (passage des



rapides en canoë, passage des gués). Ils sont en liaison radio avec les postes de secours de Gaud et Gournier.

- *La spéléologie* est surtout pratiquée en club ou par des spécialistes. Les pratiquants sont nombreux et difficiles à contrôler. Une étude du Comité Départemental de Spéléologie estime en 1996 qu'environ 18 000 personnes ont visité la vingtaine de cavités autour de Vallon-Pont-d'Arc.
- *L'escalade* n'est pas une activité très pratiquée dans la réserve, la fréquentation maximale se situe en avant et en arrière saison. De plus, une bonne concertation existe entre les organisateurs de cette activité et les gestionnaires de la réserve. Une convention entre le SIGARN et les Comités Départementaux de la Fédération Française Montagne et Escalade du Gard et de l'Ardèche a été signée (août 1997). Elle définit dans les gorges : les zones ouvertes et les formes de pratique, les types d'équipements autorisés, l'information, la signalisation et les publications à mettre en œuvre, le suivi scientifique de l'impact de l'activité sur le milieu, la gestion des différentes zones grimpées (entretien ou déséquipement). Cette convention a été élaborée avec la société botanique 07, la DRAC⁶ Rhône-Alpes, la DRAC Languedoc-Roussillon, le CORA 07 et la FRAPNA 07.
- La visite de *naturalistes amateurs* (étrangers et français) bien que faible, s'avère de plus en plus régulière. La présence d'espèces très sensibles exige un contrôle de cette activité.
- Les gorges de l'Ardèche sont, d'autre part, situées *au centre d'une petite région* qui a développé de multiples infrastructures touristiques, culturelles et sportives.
- *La pêche* est appréciée. Un permis de pêche est délivré spécialement pendant la saison touristique.
- Différents réseaux souterrains situés (en partie ou totalement dans la réserve) sont ouverts au public pour des visites guidées : *les grottes* de St-Marcel et la grotte de la Madeleine comme le montre la carte ci-dessous. Ces grottes attirent de nombreux visiteurs chaque année : **L'Aven d'Orgnac** détient le record d'affluence avec **150 000 entrées/an** ; Les grottes de la Madeleine bénéficient d'environ 50 000 entrées/an ; Les grottes de St-Marcel environ 40 000 entrées/an ; L'Aven de la Forestière environ 25 000 entrées/an et le préhistorama de Bidon environ **40 000 entrées/an**.

⁶ Direction Régionale des Affaires Culturelles.

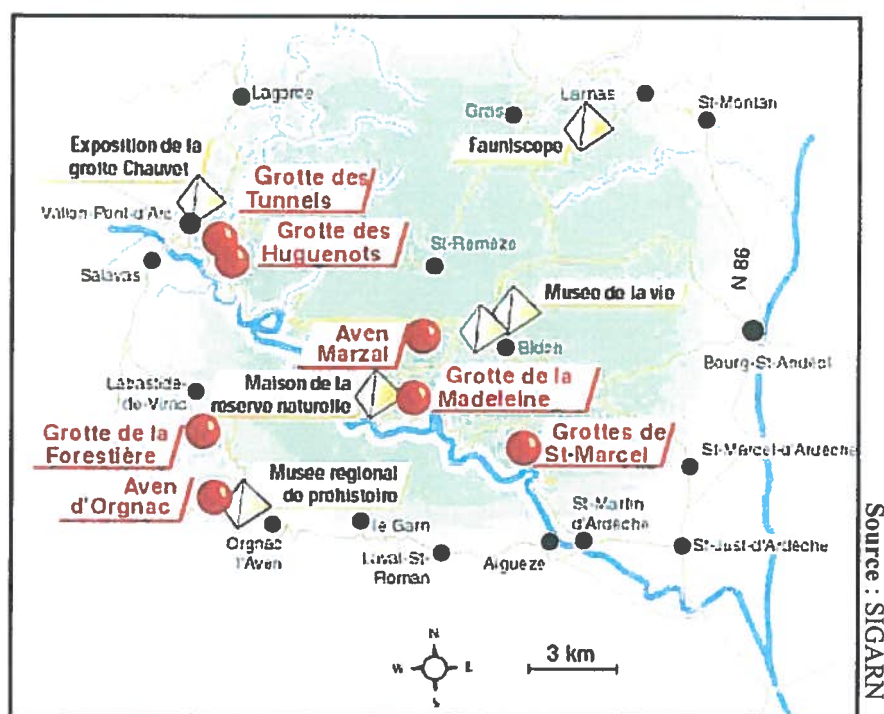
Tableau n° 4 : Comptage du trafic routier en 24 heures sur deux postes de la D 290 (route touristique des gorges de l'Ardèche) au niveau de la Combe du Pont d'Arc – du 01/07/2003 au 31/07/2003 – Tous véhicules

Heures Jours	H1	H2	H3	H4	H5	H6	H7	H8	H9	H10	H11	H12	H13	H14	H15	H16	H17	H18	H19	H20	H21	H22	H23	H24	Total du Jour
01/07/2003	6	7	0	2	1	4	7	31	72	94	216	276	227	199	260	249	210	160	118	75	54	39	29	15	2351
02/07/2003	8	3	4	0	0	1	12	38	89	137	236	289	235	228	300	236	187	174	128	94	35	41	30	18	2523
03/07/2003	8	5	1	3	0	1	4	25	90	140	250	322	263	236	284	238	206	126	109	63	60	34	21	17	2506
04/07/2003	8	8	2	1	1	1	8	31	83	128	216	278	242	214	245	214	192	176	121	105	66	64	45	16	2465
05/07/2003	18	7	11	5	6	9	14	35	85	210	256	311	252	205	286	254	207	253	177	147	74	72	53	45	2992
06/07/2003	21	27	14	5	4	4	13	28	85	155	282	400	334	298	354	363	290	293	230	125	92	76	54	32	3579
07/07/2003	11	4	1	1	2	3	12	27	94	202	296	376	349	265	340	303	198	263	144	120	76	51	33	32	3203
08/07/2003	15	5	3	1	0	4	24	37	107	208	368	399	339	242	346	352	236	206	168	122	64	51	66	53	3416
09/07/2003	20	8	3	2	1	1	9	32	134	247	363	400	372	276	360	333	235	209	170	126	63	52	49	38	3503
10/07/2003	19	8	8	4	2	3	13	30	115	238	367	468	353	280	351	275	229	202	153	120	81	55	61	33	3468
11/07/2003	22	13	3	1	3	1	13	43	117	192	333	342	329	238	266	305	201	211	180	121	95	97	56	47	3229
12/07/2003	28	15	17	8	17	6	14	50	133	221	331	408	341	273	335	309	332	258	252	217	140	111	97	80	3993
13/07/2003	51	21	19	16	7	6	14	49	141	278	449	531	491	375	499	424	397	361	329	226	159	100	65	201	5209
14/07/2003	92	48	28	6	8	6	12	29	96	278	434	514	479	408	410	459	322	323	243	183	80	93	53	58	4662
15/07/2003	40	15	5	3	9	4	16	33	120	251	400	442	414	313	369	370	318	264	219	148	100	69	63	59	4044
16/07/2003	43	10	0	2	5	3	13	43	130	204	370	318	275	277	370	435	374	297	173	128	76	67	56	48	3717
17/07/2003	25	13	6	6	7	4	10	30	148	222	376	521	453	332	417	411	349	243	174	177	74	79	66	33	4176
18/07/2003	13	9	7	1	1	5	9	30	122	208	337	436	370	280	320	349	287	213	203	169	107	77	71	57	3681
19/07/2003	37	12	7	2	9	6	13	34	106	221	337	422	360	246	292	332	260	242	228	184	102	79	79	63	3673
20/07/2003	27	27	11	4	5	4	10	31	108	204	399	475	445	303	402	426	377	309	288	149	110	89	46	53	4302
21/07/2003	17	12	4	2	6	3	14	35	103	293	390	469	403	366	436	405	320	281	215	167	63	59	81	44	4188
22/07/2003	27	13	2	3	3	3	12	34	125	259	453	525	463	399	409	411	354	285	208	166	80	64	72	92	4462
23/07/2003	39	5	10	5	1	3	14	42	146	280	445	534	391	328	422	385	282	264	184	164	84	77	88	38	4231
24/07/2003	14	7	4	2	0	8	12	40	136	263	353	473	473	441	449	430	325	280	237	157	78	62	72	63	4379
25/07/2003	26	8	2	4	3	2	18	32	114	204	356	447	401	328	338	322	266	205	178	145	102	66	53	50	3670
26/07/2003	17	16	14	7	6	3	14	52	111	204	343	397	352	338	386	328	257	259	229	192	124	55	53	55	3812
27/07/2003	36	12	12	11	5	2	11	25	93	143	326	385	464	409	440	297	428	357	275	141	104	84	69	37	4166
28/07/2003	16	7	2	5	3	6	13	35	115	232	397	489	452	397	447	493	365	285	246	143	112	54	44	46	4404
29/07/2003	16	7	3	2	7	3	10	34	171	233	478	520	441	365	472	423	366	287	216	188	105	73	76	83	4579
30/07/2003	46	14	2	1	2	3	14	40	128	269	435	533	407	323	418	424	312	267	233	184	90	79	59	52	4335
31/07/2003	28	12	7	2	5	5	10	42	150	254	364	526	548	434	517	425	359	291	222	166	93	81	59	45	4645
Moy Jour Mensuelle	25,6	12,2	6,84	3,77	4,16	3,77	12,3	35,4	115	215	353	427	378	310	372	354	292	253	202	149	88,5	69,4	58,7	51,7	3792,355

Source : SIGARN



Carte n° 11 : Carte des grottes ouvertes au public et des musées de la vallée de l'Ardèche



Enfin, le camping sauvage est interdit dans les gorges. Deux bivouacs (Gaud et Gournier) accueillent les canoéistes et randonneurs désirant faire halte pour une nuit. Deux campings sont situés dans le périmètre de la réserve naturelle et un camping en limite de réserve. Pour lutter contre le camping sauvage, des patrouilles sont organisées chaque année par différents corps de l'Etat ayant des gardes assermentés : agents de l'ONC⁷, l'ONF⁸, du CSP⁹, de la Réserve Naturelle. Elles privilégient l'information mais verbalisent également.

ii. Les conséquences ou impacts naturelles et anthropiques sur le milieu¹⁰

▪ Les impacts liés aux risques naturels

- Le risque des crues :

Le risque 0 n'existant pas, ce point reste fondamental pour les gestionnaires du territoire des gorges dans l'optique d'une bonne préservation soucieuse de l'environnement, des infrastructures et de la sécurité des visiteurs. En effet, les crues sont brèves et violentes

⁷ Office National de la Chasse.

⁸ Office National des Forêts.

⁹ Comité Supérieur de la Pêche.

¹⁰ Ces propos s'inspirent largement du Plan de Gestion de la Réserve Naturelle des gorges de l'Ardèche, *Les facteurs pouvant avoir une influence sur la gestion*, 1999 – 2003.



dans les gorges, caractéristique du climat méditerranéen : Forte intensité sur espace-temps réduit. La montée des eaux peut se faire en moins de 12 heures et la masse d'eau déplacée est alors considérable. La plus forte crue enregistrée sur l'Ardèche date du 22 septembre 1890 et son débit de pointe a été évalué à **7 500 m³/s**. **En deux heures, une crue exceptionnelle de l'Ardèche peut monter de 17 m, et atteindre la base des rochers... !**

Photo n° 10 : Crue de l'Ardèche en 1890 qui atteignit 21 mètres de hauteur !



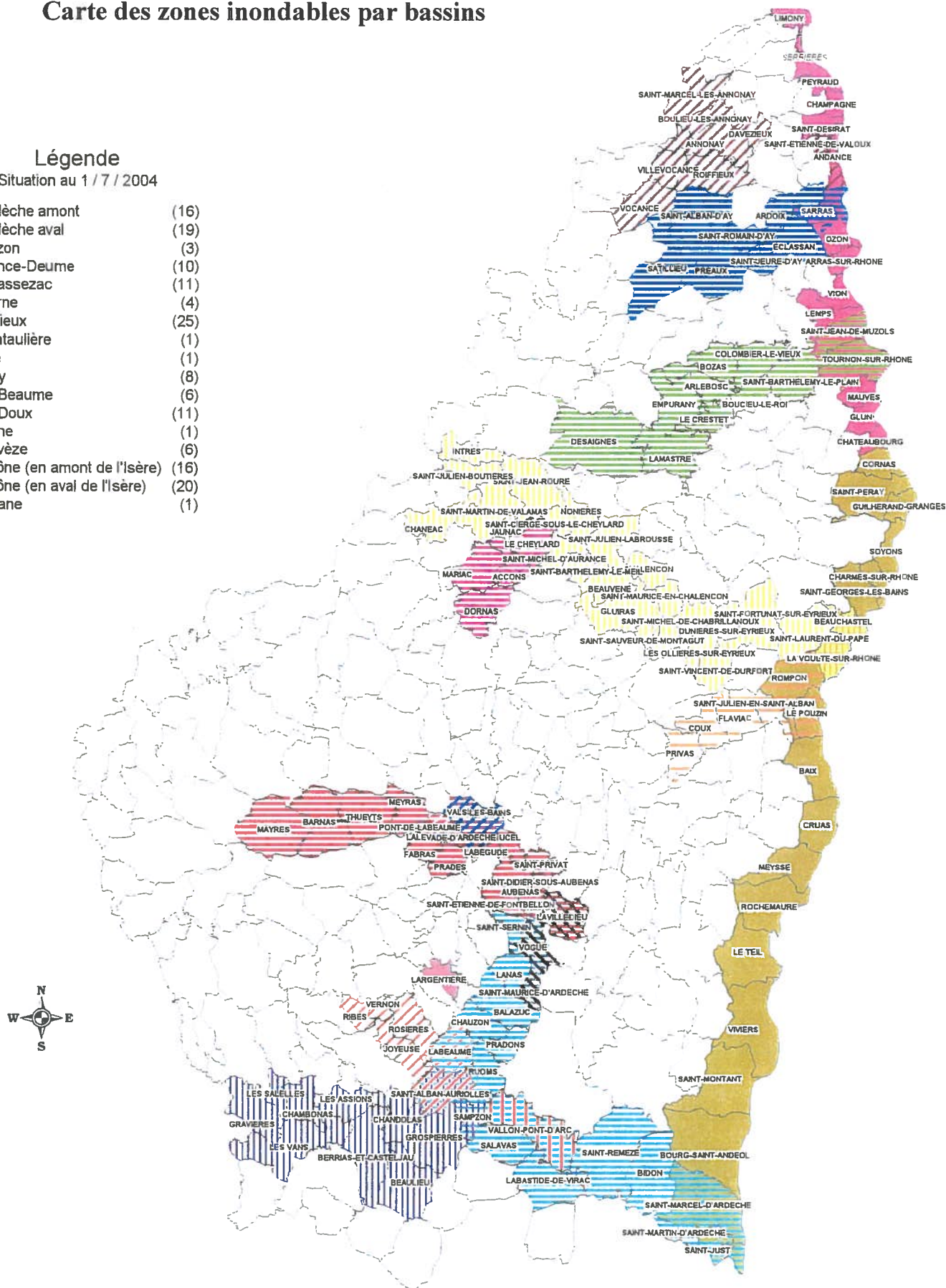
Source : Eaux vives d'Ardèche de M. Peschier

Le phénomène majeur de la dynamique fluviale dans les gorges de l'Ardèche est sans aucun doute la brutalité et la hauteur des ondes de crues qui est à l'origine d'une grande variété de faciès d'écoulement : dépôts rocheux notamment (d'ailleurs profitable à la faune aquatique et piscicole) mérite donc qu'on respecte "Dame Nature" ! Les risques de crues **sont permanents**, cependant, les plus importantes sont à redouter de mi-septembre à mi-novembre. Ces crues, partie intégrante de l'écosystème fluvial, sont donc un facteur important de la gestion (**voir la carte n° 12 p 41 des Plans de Prévention des Risques – Zones inondables**).



Légende

Ardèche amont	(16)
Ardèche aval	(19)
Auzon	(3)
Cance-Deume	(10)
Chassezac	(11)
Dorne	(4)
Eyrieux	(25)
Fontaulière	(1)
Ibie	(1)
L'Ay	(8)
La Beaume	(6)
Le Doux	(11)
Ligne	(1)
Ouvèze	(6)
Rhône (en amont de l'Isère)	(16)
Rhône (en aval de l'Isère)	(20)
Volane	(1)





- Le risque d'incendie :

Malgré le manque de données chiffrées concernant le feu, historiquement, le site **ne semble** pas avoir été l'objet de grands, ni de nombreux incendies. Ces données **masquent cependant un risque réel** lié à une évolution récente de la situation :

- une agriculture en recul générant des friches végétales inflammables,
- un accroissement de la fréquentation augmentant le risque de mise à feu accidentelle ou volontaire.

Le schéma départemental de protection des forêts contre l'incendie définit la zone des gorges de l'Ardèche comme *"un groupe méridional à risque potentiel élevé"*, "où la végétation a le caractère le plus méditerranéen", il précise même : "L'accalmie de ces dernières années ne doit pas être considérée comme définitive".

D'ailleurs, la position de la réserve naturelle rend cet espace particulièrement **vulnérable** : au sud et dans la continuité d'un important massif forestier très combustible, lui-même situé au sud d'une zone de **friches inflammables**, dans des conditions de **vent dominant** venant du nord. Ce risque doit être pris en compte de manière sérieuse par les gestionnaires (Réserve Naturelle, communes concernées...) du territoire des gorges de l'Ardèche !


▪ Les impacts liés aux phénomènes anthropiques

Le **tableau n° 5 p 43** ci-dessous présente les impacts des activités humaines sur le territoire de la Réserve Naturelle ainsi que leur évolution. Ce tableau et ces effets peuvent se concevoir à l'échelle des espaces situés à proximité de la réserve comme pour les espaces en périmètre Site Classé et Site Inscrit.






Ce tableau ne prend pas en compte les problèmes de sécurité, seuls les aspects ayant un lien direct avec la conservation et la valorisation du patrimoine sont évoqués.



Légende des symboles utilisés :

 = pratique stabilisée ; en hausse ; ou en baisse.
 (-) ; + ; (?) = impacts négatifs, positifs ou inconnus

- Tableau n° 6 : Les différentes activités humaines ayant un impact sur le territoire des gorges de l'Ardèche

Usages Éléments	Evolution de l'usage	IMPACTS
Fréquentation canoë et canoë- kayak		(-) Camping sauvage : <ul style="list-style-type: none"> — dérangement d'espèces — feux : destructions végétation, risque incendie — risques des personnes civiles en cas de crue ou d'incendie (non accès des secours) — déchets sauvages (-) Nuisances sonores (-) dépôts d'ordures (-) résidus de canoës accidentés (-) risque d'accidents (?) dérangement faune piscicole (destruction de frayères) (+) loueur = potentiel d'information / réserve naturelle
Fréquentation randonnée pédestre		(-) camping sauvage (-) dépôts d'ordures (-) cueillette (-) prélèvement de tufs (-) piétinement (dunes de sables) (-) risque lors des franchissements des gués (-) multiplication anarchique du balisage des sentiers (+) lieu potentiel d'information, de sensibilisation
Fréquentation des belvédères		(+) lieu potentiel d'information (-) risque de dérangement d'espèces rupestres
Fréquentation des cavités spéléologie archéologie		(-) dérangement d'espèces (chiroptères, espèces rupestres + microphone) (+) lieu potentiel d'information (-) dépôts d'ordures, pollution de surface, piétinement (-) camping sauvage (-) vandalisme, pillage des cavités
Escalade		(-) dérangement d'espèces (sonore, espèces animales rupestres) (-) arrachement flore des falaises



Usages Éléments	Evolution de l'usage	IMPACTS
Fréquentation motorisée sur la route touristique	→	<ul style="list-style-type: none">(-) nuisances sonores (dérangement d'espèces)(-) dépôts d'ordures(-) vision dégradée des belvédères, impact paysager(+) lieu potentiel d'information(-) absence de sanitaires
Accueil des touristes sur les aires de bivouac	↗	<ul style="list-style-type: none">(-) dépôts d'ordures(-) nuisances sonores(-) piétinement (dunes de sables), nécessité de protection(+) feux contrôlés(+) lieu d'information(+) entretien du site, information, pédagogie
Camping autorisés	↘	<ul style="list-style-type: none">(-) dépôts d'ordures(-) nuisances sonores(+) feux contrôlés(+) site entretenu(-) extensions d'infrastructures
Panneaux publicitaires sur la route touristique	→	<ul style="list-style-type: none">(-) impact paysager
Anciennes infrastructures, lignes électriques	→	<ul style="list-style-type: none">(-) paysage dégradé
Chasse	→	<ul style="list-style-type: none">(-) agrainage, abreuvoirs(-) dégâts de sangliers(-) baisse des effectifs du petit gibier
Pêche	→	<ul style="list-style-type: none">(-) introduction carnassiers en amont des gorges
Pratique de camping en camping-car en bordure de la réserve	→	<ul style="list-style-type: none">(-) absence de toilettes(-) risque incendie
Survol motorisé à basse altitude	→	<ul style="list-style-type: none">(-) dérangement espèces(-) nuisances sonores
Organisation de "raid aventures", parcours sportifs pour divers groupes	↗	<ul style="list-style-type: none">(-) dérangement d'espèces(-) camping sauvage(-) nuisances sonores(-) dépôts d'ordures(-) piétinement (dunes de sable)(-) arrachement flore des falaises



Usages Éléments	Evolution de l'usage	IMPACTS
Maison de la réserve naturelle	→	(+) rôle pédagogique (-) entrée confondue avec la grotte de la Madeleine
Visites (associations, animateurs nature,...)	→	(+) rôle pédagogique
Compétitions organisées de canoë et canoë- kayak	→	(-) nuisances sonores (-) risque de dérangement momentané / espèces ? (+) participation réserve naturelle (image, activités socioculturelles, relations loueurs – sportifs)
Surveillance	→	(+) protection du site (+) amélioration des connaissances
Soutien d'étiage et lâchers EDF	→	(-) risque / sécurité des personnes (?) dérangement d'espèces (-) compensation des prélèvements en amont
Exploitation forestière	↘	(-) érosion selon les zones (-) ouverture accès gorges (+) régénération taillis

Source : SIGARN

Photo n° 11 : Pollution visuelle sur le territoire du Grand Site

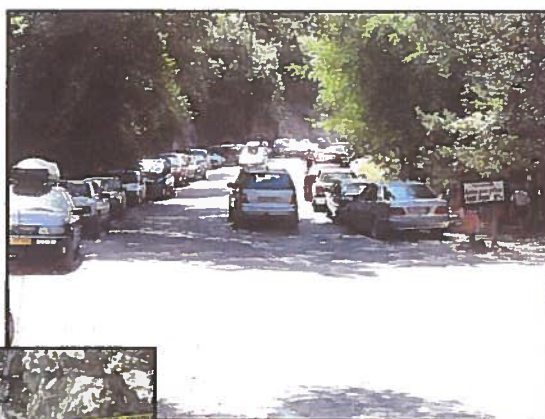
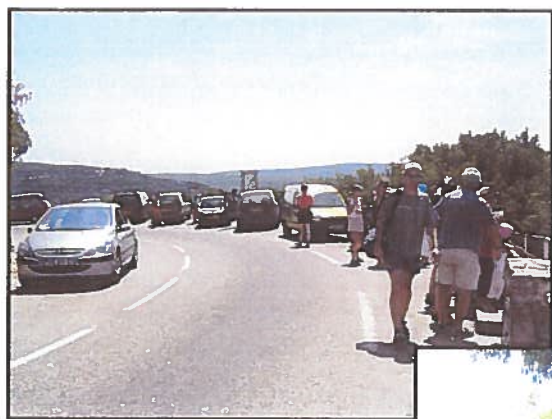


Source : Pierre Brossard

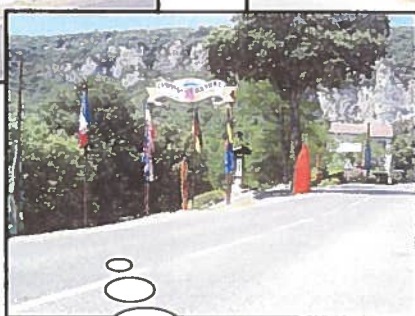
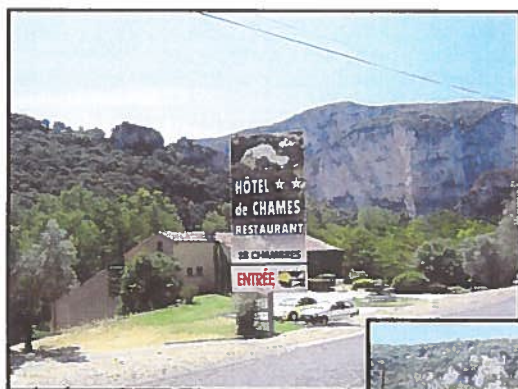
Exemple de mauvaise
« intégration paysagère »



Photo n° 12 : Stationnement sauvage et pollution visuelle sur le Grand Site



Circulation,
stationnement sauvage,
des dangers permanents !



Pollution visuelle
(prolifération des
panneaux
publicitaires !)



Source : Pierre Brossard



A la lumière de ces résultats (**tableau n° 5**), nous pouvons noter qu'il existe des impacts **négatifs, positifs** voir **inconnus** sur le territoire des gorges de l'Ardèche. Parmi ceux étant négatifs, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

▪ **Concernant le patrimoine naturel**

Il n'existe pas, à ce jour, d'état initial du site tel que l'impact de la fréquentation puisse être mesuré. Tout au plus, il existe certains endroits où la surfréquentation a un impact sur l'environnement. Il n'est pas possible, en l'état actuel des connaissances, de mesurer les effets positifs et négatifs de cette évolution.

Il apparaît donc indispensable de réaliser un état initial de façon à mesurer l'impact réel de la fréquentation touristique. Dans l'attente de cet état zéro, la fréquentation devra être particulièrement canalisée.

Actuellement les risques de pénétration sur le site sont multiples : - randonneurs – canoéistes – pique-nique / campeurs...

Si la pratique du canoë est relativement canalisée, il est urgent de maîtriser **la fréquentation pédestre**. En effet, son augmentation, ainsi que l'évolution de sa répartition spatiale, représente un risque de dégradation irréversible.

L'état actuel des sentiers pédestres donne une image très dégradée du site. Certaines zones sensibles (voire protégées) sont piétinées. *"Un Grand Site c'est avant tout un site piétiné !"*

Enfin, les divagations pédestres induisent des risques d'incendie réels, difficilement contrôlables sur site. Toute fréquentation, non canalisée, représente un risque pour la préservation du site et de la sécurité.

▪ **Patrimoine archéologique**

Dans ce domaine, l'impact de la fréquentation a pu être dénoncé (pillage de grottes, intentionnellement ou pas), bien que par mesure de protection, nombre de cavités ou grottes ne sont pas ouvertes au public.

▪ **Problème de gestion réglementaire et de sécurité**

Compte tenu de l'évolution de la fréquentation, le mode de gestion actuel ne s'avère pas suffisant pour maîtriser la surfréquentation du site. Il en découle une série d'infractions que l'on peut relever à différents niveaux :

- extension illégale de bâtiments pour nombre de campings,

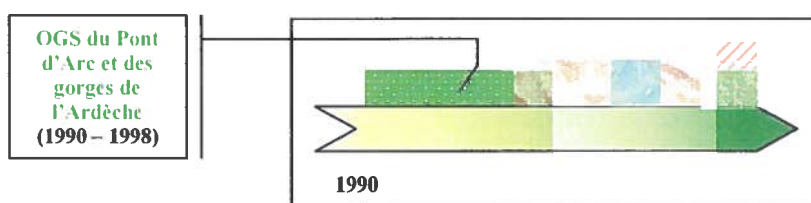


- bivouacs sauvages non contrôlés.

En conclusion, la fréquentation étant difficile à maîtriser, autant spatialement que quantitativement, les effets induits de cette dernière, contribuent à dévaluer l'image de marque des lieux :

- propreté,
- sur-utilisation des infrastructures d'accueil (en particulier des sanitaires),
- sous-équipements du personnel d'accueil, d'encadrement.

Une telle image de marque prive ainsi le site d'une certaine clientèle et, est indigne de sa renommée !



2. Définition et rappel de la première phase OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche

a. Qu'est-ce que la politique Grand Site ?¹¹

La surfréquentation exercée sur le territoire des gorges de l'Ardèche devenant problématique, celui-ci devint l'un des 5 premiers sites nationaux sélectionnés dans le cadre de la politique Grand Site dont la relance fut officialisée le 22 novembre 1989 par le Conseil des Ministres : les autres sites concernés étant :

- Le cirque de Gavarnie (*Hautes-Pyrénées*)
- La forteresse de Brouage (*Charente-Maritime*)
- La pointe du Raz (*Finistère*)
- La vallée de la Dordogne entre Argentat et Baulieu (*Corrèze*)

¹¹ Les propos de cette partie s'inspirent largement des *différentes circulaires* de la Direction de la Nature et des Paysages, Sous-direction des Sites et des Paysages, Bureau des Actions Territoriales, Paris, avril 1997.



Cependant, avant de rentrer dans le détail de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche, il apparaît nécessaire d'établir les fondements et les objectifs vers lesquels tend cette politique

1. Présentation de la démarche

La politique des "grands sites" se fonde avant toute chose **sur une demande locale**. Elle est soutenue par le MED et, est appuyée par une **concertation** constante entre l'administration à l'échelon central et déconcentré, les élus locaux et les professionnels **pour définir en commun** des projets de réhabilitation des sites et de leurs paysages.

Une OGS se veut être une démarche **originale et pragmatique**. Sa finalité première est de répondre au problème de dégradation d'un site majeur sur le plan national et à ce titre classé. Victime de sa notoriété et généralement d'une surfréquentation touristique, c'est un lieu où l'accueil est indigne de sa renommée. Il s'agit donc de procéder à la remise en état d'un espace en partenariat avec les collectivités territoriales et grâce au suivi et au concours financier de l'Etat.

Il s'agit donc bien d'une **démarche de projet, fondée sur la concertation**, la recherche de solutions appropriées au site, suivi d'une contractualisation autour d'objectifs précis et d'un programme d'actions **qui doit tenir compte de l'existence de retombées économiques locales**.

2. Les objectifs de cette politique et les conditions d'éligibilité

□ Les objectifs

Pensée par la DATAR¹² en 1970, initiée en 1976 par la MERU¹³, relancée dans le cadre d'une communication commune des ministres de l'équipement et de l'environnement, cette politique a pour fondement la volonté de conduire cette démarche en partenariat avec les élus locaux, en étroite concertation avec eux et ce avec un triple objectif :

- **Restaurer** et assurer de manière pérenne les équilibres physiques et la **qualité paysagère du site**,

¹² Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

¹³ Mission pour l'Environnement Rural et Urbain.



- **Déterminer** une politique d'entretien et de **gestion (à long terme)** reposant sur une structure responsable de la mise en œuvre des actions de remise en valeur du site et de son animation,
- **Permettre** que les mesures adoptées bénéficient au **développement local** des communes supports de ces opérations.

Il s'agit donc bien d'une démarche de **développement durable**.

□ *Les conditions d'éligibilité*

Comme il a été précisé plus haut, une OGS ne revêt **aucun caractère juridique et ne constitue pas une procédure réglementaire** par elle-même. Toutefois, pour pouvoir bénéficier d'une telle démarche, un site doit réunir certaines conditions préalables indispensables :

- ✓ **Etre un site classé** (art. L 341-1 et suivants du code de l'Environnement), cette protection pouvant être complétée par d'autres dans les zones bâties (ZPPAUP par exemple),
- ✓ **Etre un espace d'intérêt national**, c'est-à-dire être un paysage remarquable, symbolique ou d'une portée culturelle largement reconnue et socialement consacré,
- ✓ **Connaître des périodes de fréquentation excessive** au point de perdre les qualités esthétiques, naturelles ou culturelles qui sont à l'origine de sa réputation,
- ✓ Faire l'objet d'une volonté de réhabilitation et de gestion pérenne, soutenue par un large **consensus au niveau local**.

3. La programmation d'une OGS

Sur la base d'une expérience déjà ancienne, un cadre est proposé à cette démarche afin qu'elle aboutisse dans les meilleures conditions. **Cependant, la nature des phases exposées peut éventuellement entraîner des variantes au cadre de référence** exposé ci-dessous.

Une OGS comprend deux phases distinctes :

- ⇒ **Les études préalables** à la définition du projet,
- ⇒ Les travaux.

Chacune de ces deux phases comporte une intervention financière conjointe des instances publiques locales ou communautaires, de l'Etat et éventuellement du secteur privé



(mécénat). La part de l'Etat n'excède pas, le plus souvent, la moitié des dépenses financées dans chaque phase. Les **études préalables** relèvent du **chapitre 57.20/60** (protection de la nature) et les **travaux** (subventions) du **chapitre 67.20/60** (même intitulé). Ces deux chapitres sont gérés par la sous-direction des sites et des paysages de la DNP¹⁴ (MED).

☞ *Phase 1 : les études et le projet*

Avant tout lancement d'étude, il faut une véritable **volonté politique locale** de réaliser et de mener à bien le projet. De là, il est souhaitable que se constitue, sous l'égide du préfet, **un comité de pilotage** associant les élus et les différents services déconcentrés de l'Etat compétents. Sous l'autorité du préfet, **les études préalables** à l'élaboration d'un programme général d'aménagement seront lancées après désignation par celui-ci du service chargé de la coordination technique, le plus souvent la DIREN¹⁵. Ces études préalables comportent les volets suivants :

- a. *Une analyse diagnostic* faisant l'état des lieux et portant un regard critique sur les dysfonctionnements liés au site.
- b. *Une enquête fine de fréquentation du site* : typologie, comportements des visiteurs, variations saisonnières, impact sur l'image et l'intégrité du lieu (aspect esthétique, état de la couverture végétale, maintien de la faune et de la flore) mais aussi dénombrement des ressources d'hébergement et détermination d'un seuil de saturation (**la capacité d'accueil**).
- c. *Une analyse du site dans toutes ses composantes* : paysage (histoire et morphologie), bâti, patrimoine naturel et relation économique avec les communes qui le composent ou qui l'entourent.

Au vu de ces résultats, **un projet de réhabilitation** du site est formalisé dans un document d'orientation. Ce document est adressé au ministre de l'environnement avec la demande d'un **accord de principe** pour la réalisation d'une OGS. Après cet accord de principe préalable et l'approbation de ce document par l'administration centrale, le comité de pilotage établit **un programme général de réhabilitation et de mise en valeur du site**, en veillant à ce que la réhabilitation reste au centre des préoccupations en regard des aménagements projetés.

Ce projet de programme général définit **un schéma global de fonctionnement du site** (comprenant, par exemple, des actions de maîtrise de la fréquentation ainsi qu'une

¹⁴ Direction de la Nature et des Paysages.

¹⁵ Direction Régionale de l'Environnement.



amélioration des conditions d'accueil), prévoit **la réalisation des travaux nécessaires** à sa remise en état telle que définie dans le projet et propose **un plan de financement détaillé** incluant les différents engagements financiers.

A ce stade, il est recommandé que soient recueillis les avis de la CDS¹⁶ et de la CSS¹⁷.

Enfin, le comité de pilotage s'attache à définir **une structure de gestion et d'animation** disposant de moyens de fonctionnement assurés (liés à l'exploitation du site par exemple) et **une structure de maîtrise d'ouvrage** pour que soient pérennisées les qualités paysagères retrouvées du site (structure de gestion et maîtrise d'ouvrage peuvent être confondues). Il peut s'agir **d'une association loi 1901**, mais le plus souvent cette structure prend la forme d'un **syndicat mixte**. Auprès de cette structure, il peut être prévu **un comité d'orientation consultatif**, ayant la même composition que le comité de pilotage et reprenant la suite.

Le programme général, le choix de la structure de gestion et le plan de financement sont examinés pour avis par les services compétents de la DNP. Une fois son approbation acquise, **une convention** préparée par le comité de pilotage entre les collectivités territoriales impliquées, les autres partenaires financiers et le préfet **est signée** afin d'en formaliser les engagements.

☞ *Phase 2 : les travaux*

Pour la mise en œuvre du projet, le maître d'ouvrage du site sollicite auprès du ministre de l'environnement, au titre de la loi de 1930 sur les sites, **l'autorisation** de réaliser les travaux de réhabilitation définis dans le programme général.

Le dossier établit à cet effet définit clairement la situation du projet au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur qui lui sont applicables et le cas échéant, des dispositifs particuliers des lois littoral et montagne.

Il détaille les différentes opérations retenues dans le programme général et leur plan de financement. L'autorisation ministérielle de travaux en site classé est un **préalable** à la mise en place des financements accordés par l'Etat, conformément au plan financier retenu et au calendrier des travaux programmés.

Dans cette phase, un **suiti** de la qualité d'exécution des travaux est primordial pour que soit respecté l'esprit autant que la lettre des OGS dans leur réalisation sur le terrain.

¹⁶ Commission Départementale des Sites.

¹⁷ Commission Supérieure des Sites.



Depuis la relance de cette politique, l'Etat a cofinancé au titre des OGS **une vingtaine d'opérations**, avec une participation financière moyenne de l'Etat se situant aux alentours de **780 000 € (soit environ 5MF)**. Chacune de ces opérations est ambitieuse, souvent délicate à mener du fait de ses **enjeux** et de la nécessité d'établir un véritable **consensus** entre tous les **acteurs (attentes)**.

Une OGS s'inscrit donc nécessairement dans la **durée** et, nous pouvons l'affirmer, a pour ambition d'être **un projet fédérateur**. *C'est en cela que cette démarche est originale de part un processus de gestion de l'espace à forte valeur paysagère*. Fruit de l'expérience passée, elle est issue d'une volonté qui se veut pragmatique et adaptative aux données locales. Ce savoir-faire acquis nourrit une méthodologie et un enseignement applicables à la mise en valeur d'autres types d'espaces.

b. Un enjeu : la labellisation Grand Site de France¹⁸

Pour garantir à la fois la qualité de finition des travaux de réhabilitation ainsi qu'une gestion conforme dans ses réalisations à ce que le public est en droit d'attendre dans ces sites exceptionnels, l'Etat propose de compléter la politique des "Grands sites" par un nouveau dispositif incitateur, également fondé sur la contractualisation, le partenariat et la volonté politique locale d'aboutir vers un développement durable.

Déposé à l'IPI¹⁹, le label "**Grand site de France**", proposé par le MED répond à cet objectif.

1. Les conditions et objectifs de la labellisation

□ *Les conditions*

"Un Grand Site restera "grand" aussi longtemps que sa renommée et l'attraction qu'il présente pour le public existeront"²⁰. Les conditions ne seront pas toutes développées ici, cependant, voilà les grandes lignes pour pouvoir bénéficier de la labellisation comme cela est prévu par le règlement d'usage du label "Grand site de France"²¹ :

- La protection du paysage et du territoire concerné,
- Une gestion en partenariat dans une structure stable,

¹⁸ Ces propos sont inspirés pour une bonne partie des : *V^{èmes} rencontres des gestionnaires de grands sites*, organisées par le Réseau des Grands sites de France, Solutré, 22 et 23 mai 2003.

¹⁹ Institut de la Propriété Industrielle.

²⁰ Propos d'un intervenant, *colloque des V^{èmes} rencontres des gestionnaires de grands sites*, Solutré, 2003.

²¹ Cf. Annexe 4, *Le règlement d'usage du label "Grand site de France"*, MED, DNP/Bureau des actions territoriales, mai 2003.



- Un document définissant les objectifs de gestion et de développement durable pour une dizaine d'années,
- La définition de critères concernant : la qualité d'accueil, les aménagements respectueux de l'identité du site, **la concertation et le respect de la vie des populations locales.**

Le label est attribué par le MED, pour une durée de **6 ans renouvelables** et peut être **retiré** au gestionnaire avant la fin de l'exercice en cas de manquement aux engagements.

□ *Les objectifs*

La marque "Grand site de France" **certifie** une bonne qualité de gestion générale de ces espaces ainsi qu'une pérennité des caractéristiques paysagères et d'ambiance des lieux. Cette attribution met en exergue le rôle central joué par le gestionnaire étant responsable de l'état du site que le visiteur découvre et, renforçant sa mission d'être : le "trait d'union" entre les visiteurs et les populations locales. Cette labellisation doit permettre **le développement local** sous certaines conditions :

- Un respect de l'identité du site,
- **Associer** les habitants aux décisions,
- Garantir l'état du site pour les générations futures.

En conclusion, ce label certifiera que le lieu classé respecte un ensemble de critères, en particulier **les principes du développement durable.**

2. Qui est labellisable ?

Les territoires pouvant légitimer ce label sont les espaces à caractère **naturel ou bâti** qu'il est convenu d'appeler "Grands sites". Ce sont les monuments naturels ou bien les espaces emblématiques ou encore prestigieux bénéficiant d'une forte notoriété et, qui font déjà l'objet d'une mesure de protection au titre des sites classés (loi de 1930).

Le label est attribué par le **ministre chargé des sites** et, est mis en œuvre par la DNP du MED. Il doit être demandé par le gestionnaire du site auprès du préfet de son département.

3. Qui est labellisé ?

Le label est attribué à la structure de gestion du site. Celle-ci étant une personne morale représentée par son président. Le plus souvent, cette structure prend la forme d'un



syndicat mixte permettant une association/partenariat à long terme, sur le plan financier, des différentes collectivités du site (la région, le département, les communes) avec l'Etat. Cette association est également bénéfique pour la mise en place d'un schéma de gestion cohérent pour le site. C'est donc le partenariat permanent de toutes les collectivités, établi au service du site, qui est labellisé.

4. Le réseau des Grands Sites de France

Le Réseau des Grands sites de France a été créé en novembre 2000 et compte à ce jour 26²² membres qui représentent plus de 400 000 hectares et accueillent près de 20 millions de visiteurs. Il fut encouragé et soutenu par le MEDD et, a pour vocation de regrouper toutes les organismes locaux assurant la gestion et la mise en valeur pour le public d'un site protégé au titre de la loi du 2 mai 1930, reconnu au plan national et faisant l'objet d'une gestion durable de qualité. Le réseau a pour objet :

- De mettre en commun les compétences et l'expérience acquise en matière de gestion efficace et durable des Grands Sites, dans le respect des paysages et des hommes qui y vivent,
- D'apporter un appui technique aux adhérents dans leur démarche d'obtention du label d'excellence « Grand Site de France » délivré par l'Etat,
- D'être un partenaire actif de la politique nationale de mise en valeur des sites protégés remarquables,
- De faire connaître et promouvoir les Grands Sites de France.

Chaque année est organisée, avec le soutien de la DNP, *les Rencontres annuelles des Grands sites*. Ces réunions sont l'occasion pour les professionnels de débattre de thèmes importants comme par exemple la gestion et le devenir des grands sites. En outre, ce Réseau est également à l'origine, en collaboration avec le MEDD, de la création du label "Grand site de France". Il a participé à l'élaboration du règlement d'usage du label et donne un avis consultatif avant l'attribution de celui-ci à un site. Il joue donc un rôle important d'appui à ses membres pour l'obtention de la marque et la promotion d'une gestion pérenne et respectueuse des grands sites.

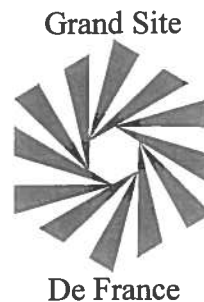
En 2003, 4 sites ont été éligibles sur présentation d'une demande conforme au règlement d'usage du label²³, compte tenu **de l'état du site, de l'achèvement des travaux de réhabilitation et de l'existence d'un véritable partenariat pour sa gestion**. Ces sites sont :

²² Cf. *infra*, Carte des Opérations Grand Site en France, p 57.

²³ Voir Annexe 4, Règlement d'usage du label « Grand Site de France ».



- © La Pointe du Raz,
- © Le Pont du Gard,
- © L'Aven d'Orgnac,
- © La Montagne Sainte-Victoire.



L'ambition du réseau est de regrouper à terme environ **50 sites** qui répondraient à un ensemble de critères de qualité et décideraient d'élaborer en commun un projet de valorisation et de gestion de leur territoire, dans une perspective de **développement durable**.

En cette année 2004, de par **mon stage professionnel, au Conseil Général de l'Ardèche**, de mai à septembre, il m'a été donné l'occasion ou plutôt la chance de représenter le Département de l'Ardèche, en tant que « *collaborateur occasionnel* », aux *rencontres annuelles* du Réseau des Grands Sites de France.

Cette année le colloque s'est déroulé au Grand Site de **la Baie de Somme**²⁴ les 17 – 18 et 19 juin 2004. Le séminaire était cette année à dimension internationale et co-organisé par la Section Française de l'ICOMOS²⁵.

Il s'agissait du thème : « *Vivre dans un Grand Site, le pari du développement durable* ». Durant ces trois jours, différentes thématiques ont été abordées telles que :

- *Les valeurs du patrimoine : quelles valeurs partagées ? ,*
- *Les conditions du partage des valeurs : concertation et médiation environnementale,*
- Des expériences étrangères avec par exemple M. Lassana CISSE, chef de la mission culturelle de Bandiagara, Ministère de la Culture du Mali sur le thème de : « *La décentralisation et les enjeux du tourisme culturel au Pays dogon* ».
- Des expériences plus techniques avec :
 - L'OGS de la Baie de Somme et l'ambition d'atteindre un véritable *projet de territoire*,
 - *L'inscription d'un Grand Site dans une économie locale à travers l'exemple de l'OGS de la Dune du Pilat...*
- Etc.

²⁴ Voir Annexe 7, *Programme du séminaire internationale du réseau des Grands Sites*, Baie de Somme, Juin 2004.

²⁵ Le Conseil International des Monuments et des Sites dont le sigle est ICOMOS, fut créé en 1965 à Varsovie et Cracovie. C'est une organisation non gouvernementale chargée de la conservation et de la restauration du patrimoine architectural ainsi que des sites.

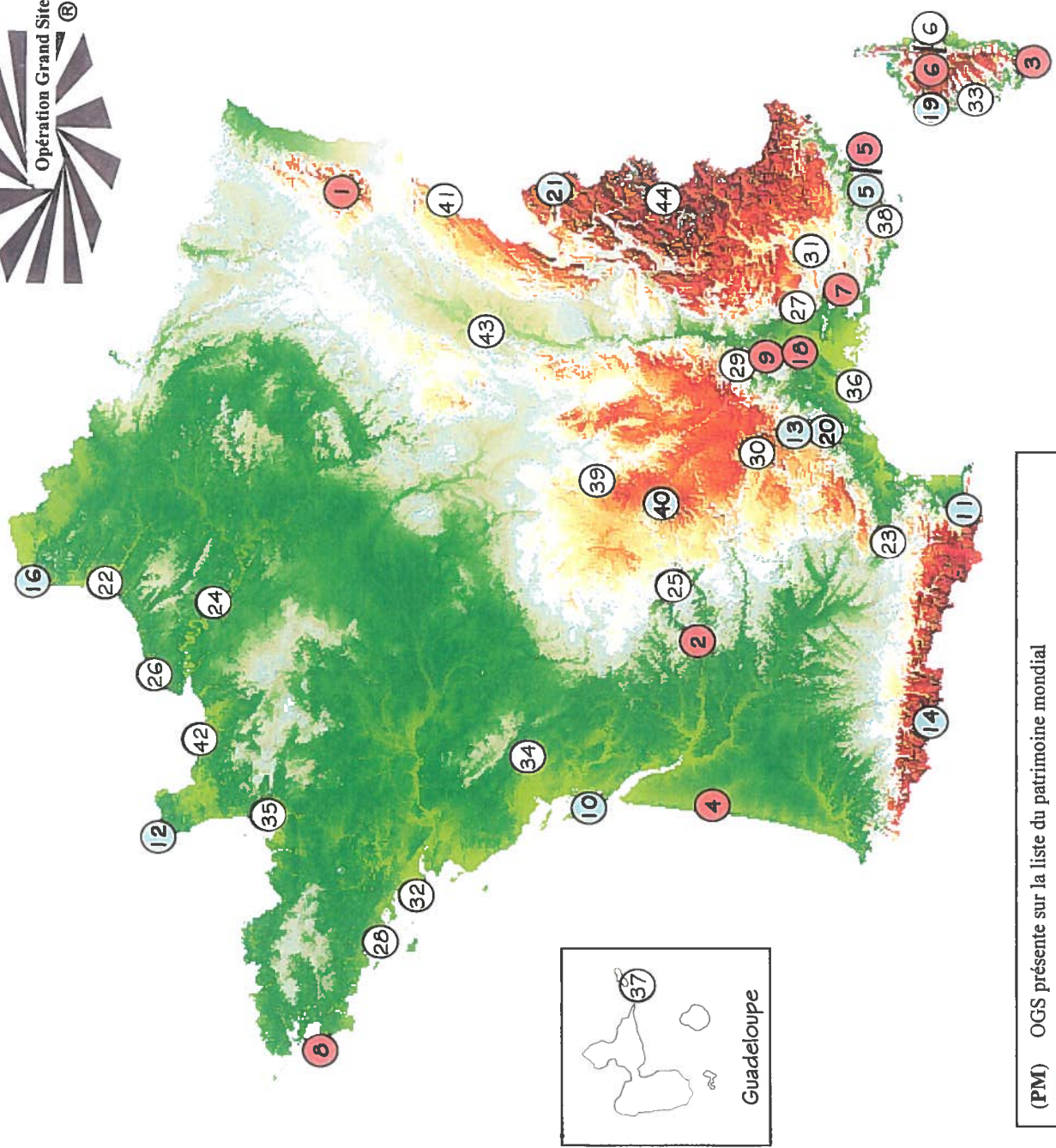
- 9 Aven d'Ornac - Ardèche - GRF
- 1 Ballon d'Alsace - Territoire de Belfort / Vosges
- 2 Bastide de Monpazier - Dordogne
- 3 Bonifacio - Corse du Sud
- 4 Dune du Pilat - Gironde
- 5 Jardin du Rayol (1^{ère} phase) - Var
- 6 La Restonica (1^{ère} phase) - Haute-Corse
- 7 Montagne Sainte-Victoire - Bouches-du-Rhône - GRF
- 8 Pointe du Raz - Finistère - GRF
- 18 Pont du Gard (PM) / Gorges du Gardon - Gard - GRF

10 OGS en cours de travaux

- 10 Brouage - Charente-Maritime
- 11 Canigou - Pyrénées-Orientales
- 12 Cap de La Hague - Manche
- 13 Cirque de Navacelles - Gard / Hérault
- 14 Gavarnie (PM) - Hautes-Pyrénées
- 5 Jardin du Rayol (2^{ème} phase) - Var
- 16 Les Deux Caps (Blanc-Nez / Gris-Nez) - Pas-de-Calais
- 19 Porto-Girolata (PM) - Corse-du-Sud
- 40 Puy Mary - Cantal
- 20 Saint-Guilhem Le Désert - Hérault
- 21 Six-Fer A Cheval - Haute-Savoie

23 OGS en cours d'études

- 22 Baie de Somme - Somme
- 23 Carcassonne (PM) - Aude
- 24 Château-Gaillard - Eure
- 25 Collonges-La-Rouge / Turenne - Corrèze
- 26 Falaises d'Étretat - Seine-Maritime
- 27 Fontaine de Vaucluse - Vaucluse
- 28 Gâvres-Quiberon - Morbihan
- 29 Gâvres de l'Ardèche - Ardèche
- 30 Gorges du Tarn - Lozère / Aveyron
- 31 Gorges du Verdon - Alpes-de-Haute-Provence / Var
- 32 Guerande - Loire-Atlantique
- 33 Îles Sanguinaires - Corse du Sud
- 6 La Restonica (2^{ème} phase) - Haute-Corse
- 34 Marais Poitevin - Deux-Sèvres / Vendée / Charente-Maritime
- 35 Mont-Saint-Michel (PM) - Manche / Ile-et-Vilaine
- 36 Petite Camargue Gardoise - Gard
- 37 Pointe des Châteaux - Guadeloupe
- 38 Presqu'île de Giens - Var
- 39 Puy-de-Dôme - Puy-de-Dôme
- 41 Saut du Doubs - Doubs
- 42 Sites du débarquement de Normandie - Calvados / Manche
- 43 Solutré-Vergisson - Saône-et-Loire
- 44 Vallée de La Clarée - Hautes-Alpes



(PM) OGS présente sur la liste du patrimoine mondial

/ OGS ayant une 1^{ère} phase terminée et une 2^e en cours d'études
 / OGS ayant une 1^{ère} phase terminée et une 2^e en cours de travaux



Confrontation d'expériences, échanges, écoutes, **remises en question de nos choix...** sont autant de faits qui ont été soulevés et qui ont permis à chacun de relativiser les problématiques quotidiennes dans lesquelles nous sommes souvent confrontés...

Au terme de ce séminaire, la Section Française de l'ICOMOS, le Réseau des Grands Sites de France ainsi que les professionnels réunis ce jour, de 19 juin 2004, en Baie de Somme, ont arrêté les recommandations suivantes à prendre en compte pour tous les acteurs du territoire d'un Grand Site :

a. ***Pluralité des approches du patrimoine :***

La détermination des valeurs patrimoniales d'un site et de son environnement doit se fonder sur une **analyse pluridisciplinaire** faisant appel à des compétences diversifiées notamment dans les domaines de l'archéologie, du bâti ancien, de l'urbanisme, du paysage, des milieux naturels, de l'histoire et des perceptions sociales,

b. ***Pluralité des échelles d'analyse :***

Les valeurs patrimoniales et sociales d'un site ainsi déterminées doivent être prises en compte **aux échelles locales nationales et internationales**, sans exclusivité ni omission,

c. ***Détermination des valeurs locales***

Compte tenu du faible nombre de résidents ou de riverains d'un site par rapport au nombre de ses visiteurs, **l'écoute des populations locales doit être privilégiée**, dans l'analyse du site, au moyen notamment **d'enquêtes**, de recueil de témoignages ou de tout autre procédé mobilisant les élus et les acteurs socio-économiques locaux,

d. ***Association des populations locales aux projets***

L'association des populations locales aux projets de mise en valeur, de restauration ou de gestion des sites doit dépasser les simples processus d'information ou de consultation, mais viser à une **élaboration conjointe** de ces projets,



e. *Pluriactivité économique*

Il convient **d'éviter que les activités touristiques excluent** les autres activités économiques qui ont façonné le site ou peuvent contribuer à le faire vivre, dès lors que ces autres activités sont compatibles avec les qualités paysagères, patrimoniales, biologiques ou sociales du site ainsi qu'au **maintien des habitants locaux**,

f. *Contribution de l'accueil au développement local*

Le projet de mise en valeur, de restauration ou de gestion du site, doit déterminer les modalités permettant **aux ressources induites par l'accueil** des visiteurs, d'être mobilisées en faveur de la préservation du site. Au-delà de cette préservation, ces ressources **doivent également participer au développement durable du territoire** concerné,

g. *Tourisme solidaire*

Les modalités d'affectation du produit de l'accueil doivent **être clairement et explicitement portées à la connaissance des visiteurs**, ces derniers devant pouvoir accéder aux problématiques du développement local et, le cas échéant, être sollicités pour y apporter une contribution. Par ailleurs, **les productions locales doivent être privilégiées**,

h. *Tourisme respectueux*

Les visiteurs doivent pouvoir accéder aux valeurs patrimoniales du site, par tout dispositif d'accueil approprié, préalablement à la visite ou au cours de celle-ci, de façon à ce que leur comportement ou leur attitude puisse s'adapter au caractère social, culturel ou environnemental particulier du lieu visité,

i. *Authenticité du lieu et dimensionnement de l'accueil*

Le dispositif d'accueil doit être conçu et géré à partir des caractéristiques physiques du site et de ses valeurs patrimoniales. Il devra être convenablement **proportionné au site ou aux parcours ouverts à la visite**.



j. **Mise en réseaux**

Les réseaux de gestionnaires de sites doivent être développés afin de **renforcer les échanges sans frontières**, de promouvoir une diffusion des savoir-faire et une assistance mutuelle entre sites,

k. **Jumelages de site**

Des coopérations bi-latérales entre sites seront encouragées, notamment entre les sites des pays du nord et des pays du sud,

l. **Diffusion des bonnes pratiques**

Les recommandations qui précèdent seront **diffusées aux gestionnaires de sites, aux élus locaux, aux opérateurs et acteurs du tourisme, aux visiteurs des sites ainsi qu'aux autorités et experts gouvernementaux ou internationaux**,

Les informations, cas pratiques et enseignements méthodologiques issus du présent séminaire ainsi que des manifestations ou rencontres qui l'ont précédé ou préparé devront faire l'objet **de publications destinées à la formation des gestionnaires et à l'information du public**.

Fait en Baie de Somme, le 19 juin 2004

c. **Le développement durable et l'OGS**

Nous le voyons, le développement durable apparaît comme étant **la finalité** recherchée d'une OGS. Si ce processus de planification se trouve être **en adéquation** avec la philosophie vers laquelle tend le développement durable alors, le site et sa structure de gestion s'en trouve récompensé par l'attribution d'un **label : "Grand Site de France"**. Il est donc **nécessaire de définir** ce que l'on entend par faire du développement durable dans une démarche de projet.

Malgré l'abondante littérature portant sur le concept de développement durable, viable ou encore soutenable, il est aujourd'hui possible de dégager un consensus quant au sens général attribué à ce terme. L'idée maîtresse du développement viable serait : de répondre aux



besoins des générations actuelles et futures et, pour ce faire, d'assurer le maintien des conditions écologiques, sociales et économiques nécessaires.

i. Les principales composantes du développement durable

Si il y a convergence quant à son idée maîtresse, le terme de développement durable présuppose un piège important. C'est le risque que ce concept soit banalisé du fait de l'explosion récente de son utilisation dans les lois et les politiques locales. Dans ces conditions il est nécessaire de dépasser cette définition générale pour en tirer et spécifier ses principales composantes.

Ce travail avait déjà été amorcé dans le rapport de la CMED qui stipulait : "Ce concept présuppose un souci d'équité sociale entre les générations et à l'intérieur d'une même génération" et suggère : "Une participation effective des communautés locales au processus de prise de décision afin d'aider celles-ci à mieux définir et à mieux respecter les intérêts communs". Les trois composantes qui ressortent comme indissociables de la notion de développement durable sont :

- ◆ *La satisfaction des **besoins** des générations actuelles et futures,*
- ◆ *L'**équité**, la justice sociale et le maintien de la diversité culturelle, et*
- ◆ *Le maintien de l'**intégrité** écologique.*

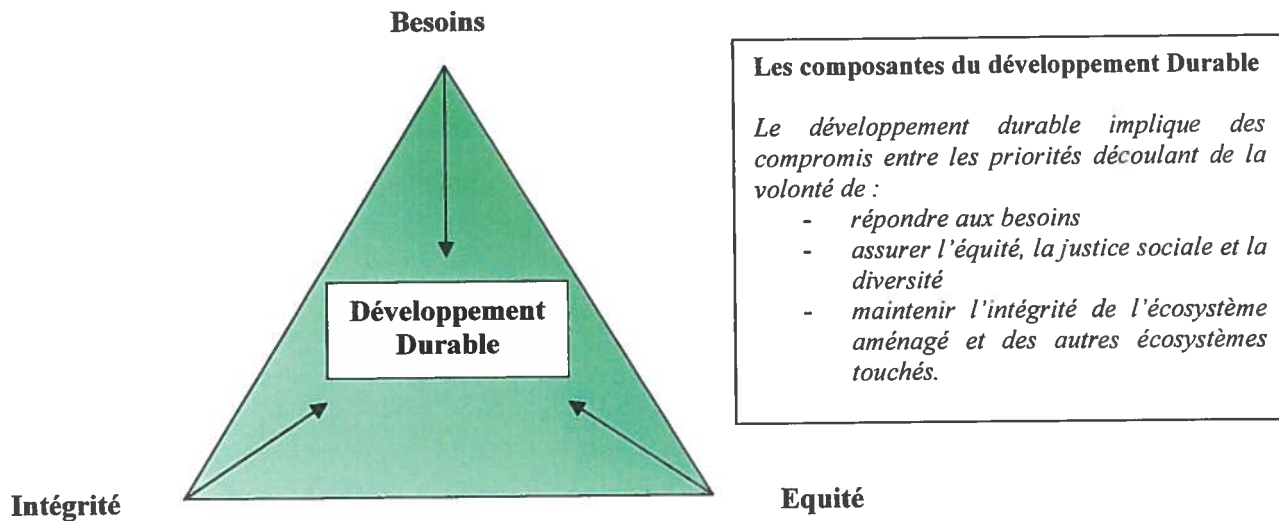
ii. Les relations qui unissent ces composantes

La première des composantes est l'œuvre de l'émergence d'une nouvelle éthique, notamment en matière d'aménagement, fondée sur le principe de responsabilité intra et inter générationnelle. Cependant sa "mise en œuvre" est étroitement liée aux deux autres composantes. Par exemple, nous constatons que l'inéquité est à la base de la surexploitation de certaines ressources ce qui génère par voie de conséquence, des difficultés à assurer les besoins essentiels des générations actuelles et futures.

Besoins (développement), équité et intégrité sont donc trois **objectifs** étant étroitement liés. Leur mise en œuvre simultanée pose des difficultés certaines **puisque'ils ne sont que rarement convergents** voir antinomiques (développement économique/protection de l'environnement). Cela est d'ailleurs la preuve que :



"La mise en place d'une forme de développement durable implique donc un processus permanent de compromis entre les priorités résultant de chacun d'eux" (voir la figure 1, Source : Sadler et Jacobs, 1990)



Ces principales composantes retenues pour définir ce concept impliquent un cadre de gestion environnementale (en terme d'interventions) qui suppose l'introduction de deux nouveaux axes d'analyse :

⇒ Un axe temporel, de par la volonté de satisfaire les besoins de la génération actuelle et des générations futures. Ici, il ne s'agit donc plus de répondre aux demandes immédiates mais aussi, de s'assurer que celles-ci ne portent pas véritablement atteinte à la capacité de répondre aux besoins futurs (**vision à long terme**).

⇒ Un axe spatial, de par la volonté de maintenir l'intégrité écologique. Comme les milieux urbains sont le plus souvent à l'origine des pressions exercées sur les ressources du milieu, il est nécessaire d'adopter **une approche écosystémique** (les conséquences de l'impact d'une intervention sur un milieu doivent dépasser le cadre des limites administratives qui, le plus souvent, n'ont aucune signification réelle en terme écologique).

iii. Les principes du développement durable

Le développement durable peut apparaître comme une **quête** reposant sur l'acceptation d'un certain nombre de principes qui reconnaissent les responsabilités des utilisateurs, délèguent l'autorité à l'échelon le plus proche pour l'application (la mise en œuvre) et favorisent la prévention. Il s'agit des principes de :



➤ **Pollueur-payeur** (PPP), qui est un principe économique selon lequel le pollueur prend à sa charge les dépenses qui relèvent de la mise en œuvre des dépenses de prévention de la pollution ou aux dommages provoqués par la pollution. "Ce principe signifie que le pollueur devrait se voir imputer les dépenses relatives aux susdites mesures arrêtées par les pouvoirs publics pour que l'environnement soit dans un état acceptable"²⁶. Il peut se traduire par des instruments économiques (taxe ou redevance).

Ce principe illustre bien le processus vers lequel on tend pour atteindre un développement durable à savoir un compromis. En effet, l'instauration d'une taxe sur, par exemple, le volume de polluants rejetés dans un milieu implique la fixation d'un seuil acceptable ? Et c'est dans sa fixation (par le compromis) qu'apparaît ce même processus.

➤ **Utilisateur-payeur**, qui est de même nature que le principe de pollueur-payeur. Ici, la responsabilité, au lieu de porter sur l'usage de l'environnement à des fins de rejets de polluants, portera sur des usages de ressources que l'usager utilisait traditionnellement sans en payer le coût. Le montant à payer pourra dépendre du type d'usage et de son degré de perturbation envers les milieux (usage sur place, exportation, dégradation), de la ressource utilisée (renouvelable ou pas) et des volumes prélevés. A titre d'exemple, prenons le cas des gorges de l'Ardèche où le visiteur contribue indirectement à la gestion financière du site, par les redevances que doivent payer les propriétaires de canoë.

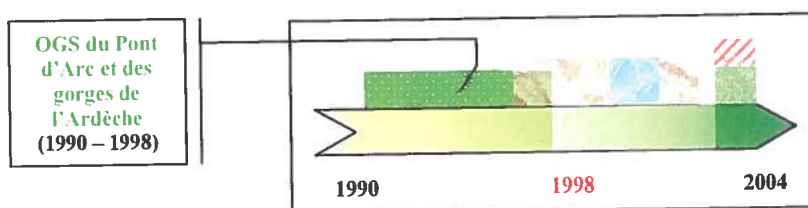
➤ **Précaution**, "qui constitue un cadre d'aide à la décision en situation d'incertitude"²⁷. Notamment lorsque la réalisation d'une activité ou d'un projet a des risques importants ou irréversibles pour l'environnement naturel ou humain (comme la santé) et en l'absence de certitudes absolues quant aux effets de cette réalisation, on ne peut justifier le fait de ne prendre aucune mesure de prévention. Nous pouvons citer à titre d'exemple le cas des OGM en France où le principe de précaution fut appliqué pour la première fois en 1990 suite à une Directive européenne interdisant "la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sans autorisation" (ceci faisant suite aux affaires de la vache folle ou du sang contaminé).

➤ **Subsidiarité**, qui permet de guider le choix de l'échelle appropriée en terme d'application. "En vertu de ce principe, lorsque plusieurs échelons peuvent prendre en charge les décisions et leur application, et ce, de façon efficace, on choisit l'échelon le plus bas"²⁸.

²⁶ P. André, Claude E. Delisle et J.-P. Revéret, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.

²⁷ Pour plus de détails, voir le site de Environnement Québec, <http://www.menv.gouv.qc.ca>.

²⁸ Revue trimestrielle, Les Cahiers Espaces, *Tourisme et environnement : gérer pour mieux protéger*, éditions touristiques européennes, Octobre 1999.



d. Bilan de la première OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche

i. La charte de 1993 : les engagements prévus²⁹

L'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche fut lancée, en 1990 (les études), à l'initiative du Ministère de l'Environnement malgré que celui-ci préconise je cite : "une volonté de demande locale".

Les études ont abouti à une **charte** de mise en valeur qui a été signée entre le Ministère de l'Environnement et le SIVA³⁰ en août 1993. Les signataires de cette charte s'engagèrent dans un délai de **5 ans** pour effectuer les réalisations approuvées dans la charte. Le SIVA s'est vu également transféré la **gestion** de la Réserve Naturelle en 1993 (anciennement gérée par le GIGA³¹) et il a étendu sa composition aux communes suivantes : Aigueze (Gard), Labastide De Virac (Ardèche), Lagorce (Ardèche), St Paulet de Caisson (Gard) et St Marcel d'Ardèche (Ardèche).

Rappelons que le SIVA est un syndicat de rivière n'étant à la base que compétent sur la gestion de la rivière Ardèche ! Ce n'est pas un syndicat mixte mais pourtant, il s'est vu confié la gestion de l'OGS, sa maîtrise d'ouvrage et la gestion de la Réserve Naturelle. Il regroupe plus de 60 communes du bassin de l'Ardèche.

Concernant le périmètre de l'OGS comme le montre la carte n° 13 p ? : les études et interventions programmées dans le cadre de l'OGS portent en priorité sur les espaces protégés (Site Classé et Réserve Naturelle), mais également sur des zones ou des actions périphériques intéressantes dans la mesure où elles ont un lien direct avec la mise en valeur des espaces protégés. On le voit, le périmètre n'est pas défini de manière précise.

²⁹ Pour plus de précision, voir *La charte de mise en valeur de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche*, MEDD – SIVA – Ministère du tourisme, 1993.

³⁰ Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche.

³¹ Groupement Intercommunal des Gorges de l'Ardèche.



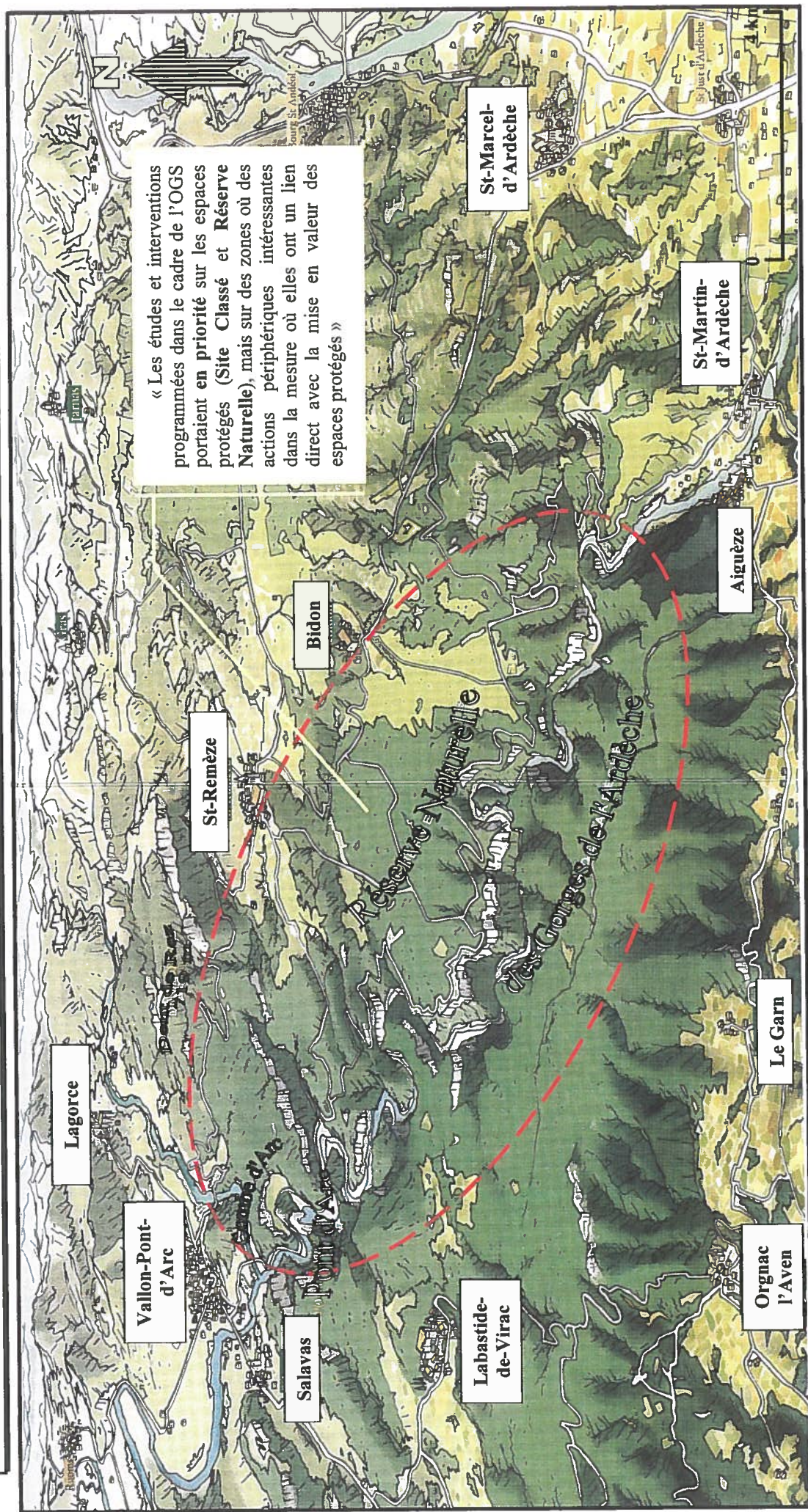
Cette charte prévoyait à l'origine :

- Des **objectifs à long terme** liés au tourisme :
 - Stabilisation de la fréquentation durant la période estivale,
 - Meilleure répartition des flux touristiques sur l'année,
 - Diversification des modes de fréquentation.
- Fixait 3 grandes **orientations** pour parvenir à ces objectifs :
 - PREVENIR les impacts de la fréquentation,
 - REHABILITER les lieux et les conditions d'accueil,
 - VALORISER le patrimoine paysager, les richesses naturelles et archéologiques.

Chacune de ces orientations **recouvrant une série d'actions**. Parmi elles :

- Orientation **PREVENIR** :
 - *Limiter les séjours longs dans la réserve* (suppression/reconversion des campings à l'intérieur des sites protégés),
 - *Mieux répartir l'accueil de courte durée dans les gorges* (aménagement/réaménagement d'aires de bivouac, sanitaires, point-déchets, aires de pique-nique, point-information, point-sécurité ; réhabilitation du site de Gaud (château)),
 - *Encadrer la fréquentation des gorges* (mise en œuvre du principe *utilisateur/payeur* sous forme de redevances auprès des utilisateurs des services rendus et en contrepartie directe des prestations fournies. Cela pour permettre :
 - d'apporter une information plus complète à l'usager des services rendus,
 - d'orienter et de moduler les flux d'embarcation (création d'un embarcadère syndical en amont du Pont d'Arc ; point-information ; gardiennage/comptage en bordure de rivière),
 - *Canaliser la fréquentation pédestre au fond des gorges* (suppression/réorientation du balisage ; restauration de voies carrossables existantes : Gaud, Gournier, grottes de St-Marcel),
 - *Protéger concrètement un certain nombre d'espaces naturels sensibles* (blocage de l'érosion, interdiction de la circulation... sur les sites : milieux dunaires, ripisylves, la Montagne de sable, les sites archéologiques...),

Carte n° 14 : Périmètre de la première phase de l'Opération Grand Site du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche



Source : Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche

Réalisation : Pierre Brossard



- *Gérer de façon coordonnée la périphérie des espaces protégés* (amélioration de la qualité des hébergements existants pour élargir le champ de la clientèle : petite hôtellerie de qualité type gîte rural... ; favoriser les retombées économiques locales pour les bourgs exclus de la route touristique des gorges comme Lagorce, St Remèze... ; créer des infrastructures nouvelles sur les villages et hameaux afin de créer des synergies adéquates entre les populations locales et touristiques. Pour cela :
 - nouvelle signalétique pour orienter les touristes vers ces nouveaux équipements
 - la gestion des zones naturelles ou agricoles périphériques au Site Classé et à la Réserve Naturelle : ceux-ci étant des zones sensibles du point de vue de leur paysage, des enjeux biologiques, archéologiques et des risques d'incendie,
- **Orientation REHABILITER :**
 - *Réhabiliter et mettre en valeur les abords du Pont d'Arc* (création d'un Schéma de Réhabilitation de l'Ensemble des Abords – amont et aval – du Pont d'Arc en vue d'améliorer la perception du monument naturel. Les mesures traiteront :
 - Amélioration du belvédère amont,
 - Restitution des vues sur le Pont d'Arc à partir de ce belvédère,
 - Déplacement du belvédère aval vers le nord pour éviter l'effet vis-à-vis des deux belvédères sous l'Arche,
 - Dénivellation et cheminement piéton séparé de ce belvédère,
 - Recalibrage de la route touristique à une largeur minimale, entre les deux belvédères, afin d'empêcher le stationnement sauvage,
 - Création de parkings publics amont et aval calés en pied de falaises. Y sera associé la mise en place de navettes de transports en commun, notamment au départ de Vallon-Pont-d'Arc, en période de pointe pour réduire la demande de stationnement automobile sur place,
 - Le maintien ou la replantation des vignes dans l'ancien lit de l'Ardèche, à partir de la plage.



- *Restructurer les enseignes privées et la signalétique publique* (suppression/réaménagement des panneaux publics et privés pour une meilleure cohérence et homogénéisation dans l'ensemble des espaces protégés ; étendre une signalétique homogène, hors site, pour une meilleure information des touristes du Gard, de l'Ardèche, des régions PACA et Rhône-Alpes),
 - *Améliorer l'intégration des campings subsistants dans le Site Classé* (création d'un Fond Incitateur d'Amélioration Paysagère pour subventionner les particuliers ou gestionnaires de camping réalisant les travaux correspondants)
 - *Améliorer la sécurité* (Etude DDE sur les risques et les mesures à prendre en cas d'inondations ; mise en place d'un Plan d'Evacuation en cas d'incendie ; renforcement des moyens de secours en cas d'accident au niveau des bivouacs mais également des moyens de gendarmerie (local de gendarmerie) pour la sécurité des biens et des personnes ; remise en état des belvédères),
 - *Rénover les belvédères bordant la route touristique* (suppression/réaménagement des belvédères de la D 290. Les mesures éventuelles :
 - Plantation éventuelle,
 - Traitement des sols,
 - Mise en place et réfection de garde corps).
- **Orientation VALORISER :**
- *Maison de la réserve* (but de cette infrastructure : "la sensibilisation" en :
 - Informer sur les sites à visiter dans la réserve et à proximité,
 - Informer sur la genèse de la protection de la Réserve Naturelle, le patrimoine qu'elle représente, le devoir de respecter le site,
 - Approfondir la connaissance et la compréhension de l'environnement,
 - Projet sur le site des grottes de la Madeleine.



- *Découverte du milieu* (Concernant les "richesses archéologiques" : réaménagement des accès et de l'intérieur des grottes en vue d'une ouverture au public ; Pour les "richesses naturelles" : mise en place d'une descente encadrée des gorges à vocation pédagogique ; élaboration "d'un guide de la réserve" pour une image valorisante du site),
- *Aménagement du château Gaud en annexe pédagogique de la Maison de la Réserve* (rénovation du bâtiment, principal du château, afin de le transformer en annexe pédagogique de la Maison de la Réserve pour l'accueil : de stagiaires, groupes de recherche et d'étude, journées scientifiques...),
- *Développer les recherches scientifiques* (élaboration de Programmes de Recherches Scientifiques en collaboration avec les gestionnaires des sites pour une meilleure connaissance de l'évolution de l'environnement et des impacts de la fréquentation touristique sur ce dernier. Celui-ci aura pour finalité de dresser un "état initial" (production cartographique et photographique) de la Réserve pour une gestion plus respectueuse du milieu naturel,
- *Protéger l'aigle de Bonelli et son habitat* (espèce classée en annexe 1 de la Directive européenne N° 79/409 du 2 avril 1979
- *Développer une nouvelle politique sylvicole* (Pour le département de l'Ardèche : développement dans les espaces protégés et leur périphérie des techniques de "futaie jardinée" permettant :
 - Un intérêt paysager et d'usage (par rapport à la fréquentation),
 - Protection vis-à-vis de la vitesse de propagation des incendies,
 - Intérêt écologique favorisant une diversification et un enrichissement de la faune dans le sous-bois.

Les mesures :

- Traitement paysager des zones vues,
- Traitement alternatif au taillis simple,
- Traitement paysager des aires d'accueil existantes en bordure de la route touristique des gorges, ainsi que ses abords,
- Traitement des abords des voies de pénétration pédestre,



- Traitement paysager des espaces aménagés pour l'accueil du public.

Pour le Département du Gard : les actions sylvicoles doivent s'inspirer des plans : Orientations Locales d'Aménagement et plan de prévention des feux de forêts, auxquels s'ajouteront les particularismes locaux. Les actions envisagées :

- Intégration paysagère du GR 4,
 - Schéma de valorisation des sentiers piétons liés au GR 4,
 - Aménagement de la maison forestière du Gran Aven,
 - Gestion sylvicole.
- Créer des belvédères rive droite, liés au GR 4.

Chaque action avait pour objet d'être menée dans un ou plusieurs domaines, sur un ou plusieurs lieux

○ **Une politique de gestion/mise en œuvre³² :**

- ✓ **Le SIVA** ⇒ Maître d'ouvrage et gestionnaire des actions prévues dans le cadre de l'OGS.
- ✓ **Le Comité Scientifique** ⇒ Avis scientifique sur les opérations et sous le contrôle administratif du Préfet.
- ✓ **Proposition** de mettre en place une **structure intercommunale** : le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche (SIVA).
- ✓ **Mise en œuvre d'une redevance** perçue auprès des usagers pour la rémunération des services rendus, et la contre-partie directe des prestations en équipements publics gérés par le SIVA.
- ✓ **Embauche de 5 saisonniers** : 2 au point d'information de Chames, 2 au débarcadère de Sauze.
- ✓ **Mise en place d'une équipe restreinte** pour gérer l'OGS avec : un Directeur du Grand Site et un responsable du suivi sur le terrain.
- ✓ **Renforcement du personnel d'accueil** sur les structures existantes et futures aménagées.
- ✓ **Renforcement du personnel de gardiennage** relatif à la protection du patrimoine naturel et archéologique et touristique.

³² Cf. supra, note 27, p 48.



- ✓ **Renforcement de la propreté** : équipe affectée au ramassage des ordures...sur les aires aménagées.
- ✓ **Renforcement de la sécurité du site** : création d'une équipe saisonnière en concertation avec l'ONF et les services de DDSIS³³.

○ **Une politique foncière**

Instauration par le Département du Gard **d'une zone de préemption** sur le secteur des gorges de l'Ardèche pour sa partie située dans le Gard. Cela permettrait au Département de :

- de disposer d'un observatoire foncier sur les transactions envisagées dans le secteur (DIA),
- de procéder aux préemptions et acquisitions jugées utiles en liaison avec le SIVA, finançable par la TDENS³⁴.

En outre, il est recommandé que le Département de l'Ardèche décide le prélèvement de la TDENS ainsi que la mise en œuvre des moyens prévus par l'article L 142 du Code de l'Urbanisme sur le secteur des gorges situé dans sa partie ardéchoise.

ii. Le bilan de la charte signée en 1993

Grâce au dispositif mis en place, des actions importantes ont pu être réalisés :

- La rénovation des aires de bivouac de Gaud et Gournier (7 MF),
- La maîtrise et la régulation de la fréquentation des canoës grâce à la mise en place d'un système de réservation en concertation avec les loueurs,
- La suppression des campings privés en infraction avec la réglementation de la Réserve,
- Le recrutement d'un directeur de la Réserve Naturelle (poste financé par le Ministère de l'environnement),
- La relance des études scientifiques et du fonctionnement du Comité scientifique de la Réserve,
- La gendarmerie de St-Martin (2 MF) au titre de la sécurité saisonnière,
- Le dispositif d'assainissement à l'amont du Pont d'Arc (0,6 MF).

³³ Direction Départementale Service Incendie et Secours.

³⁴ Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles.



En revanche les actions prévues sur le secteur du Pont d'Arc (maîtrise foncière + travaux) n'ont pas été considérées. C'est le cas également d'autres actions telles que l'aménagement des belvédères de la route touristique et l'harmonisation de la signalétique.

Au total, sur les 22 MF de dépenses prévues à l'origine, seuls 13 MF ont été réalisés !

iii. L'état actuel de l'OGS

On le voit, le bilan de la première OGS donne un **"goût inachevé"** à cette opération. Celle-ci aura perduré sur une période s'étalant de 1990 à 1999. La principale mesure de réhabilitation que constituée le réaménagement de la Combe d'Arc ne s'est pas fait en raison de différents facteurs ;

- Un problème de compétence du SIVA concernant le réaménagement de la Combe d'Arc,
- Le problème de la maîtrise foncière du site de la Combe d'Arc,
- Un conflit ouvert entre les orientations de la DIREN Rhône-Alpes et les communes de l'ex-SIVA associées avec le Département.

Cependant, le processus de relance, **commencé en 2004**, de la seconde OGS **est en cours d'élaboration**. L'heure est actuellement à l'élaboration de la deuxième charte qui préfigurerait la seconde convention OGS (ou phase) du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche.

➡ *Les finalités et attendus*

Celle-ci aura pour finalité de définir clairement les attendus de cette seconde phase OGS, des opérations à réaliser, des maîtrises d'ouvrage, des montages financiers et d'un échéancier des opérations et investissements. Il s'agira :

- D'améliorer les conditions de découverte du Pont d'Arc et de réhabiliter le paysage du site classé,
- D'assurer la préservation de la grotte Chauvet,
- De mieux organiser la fréquentation dans les gorges de l'Ardèche pour protéger leur patrimoine paysager, naturel et archéologique,

De proposer un fonctionnement (accès, circulation, stationnement, parcours, signalétique...) à l'échelle du Grand Site, satisfaisant tant du point de vue de la préservation et de la mise en valeur du site que du point de vue des usagers (habitants et touristes),



- Mettre en place une scénographie de découverte du Grand Site en cohérence avec la préservation de la grotte Chauvet, son espace de restitution et ouvrant sur la découverte du reste du territoire,
- De mettre en place un dispositif de suivi et de gestion concertés,
- De faire jouer pleinement à ce patrimoine son rôle d'attraction et de renvoi / levier pour le développement de l'ensemble du département.

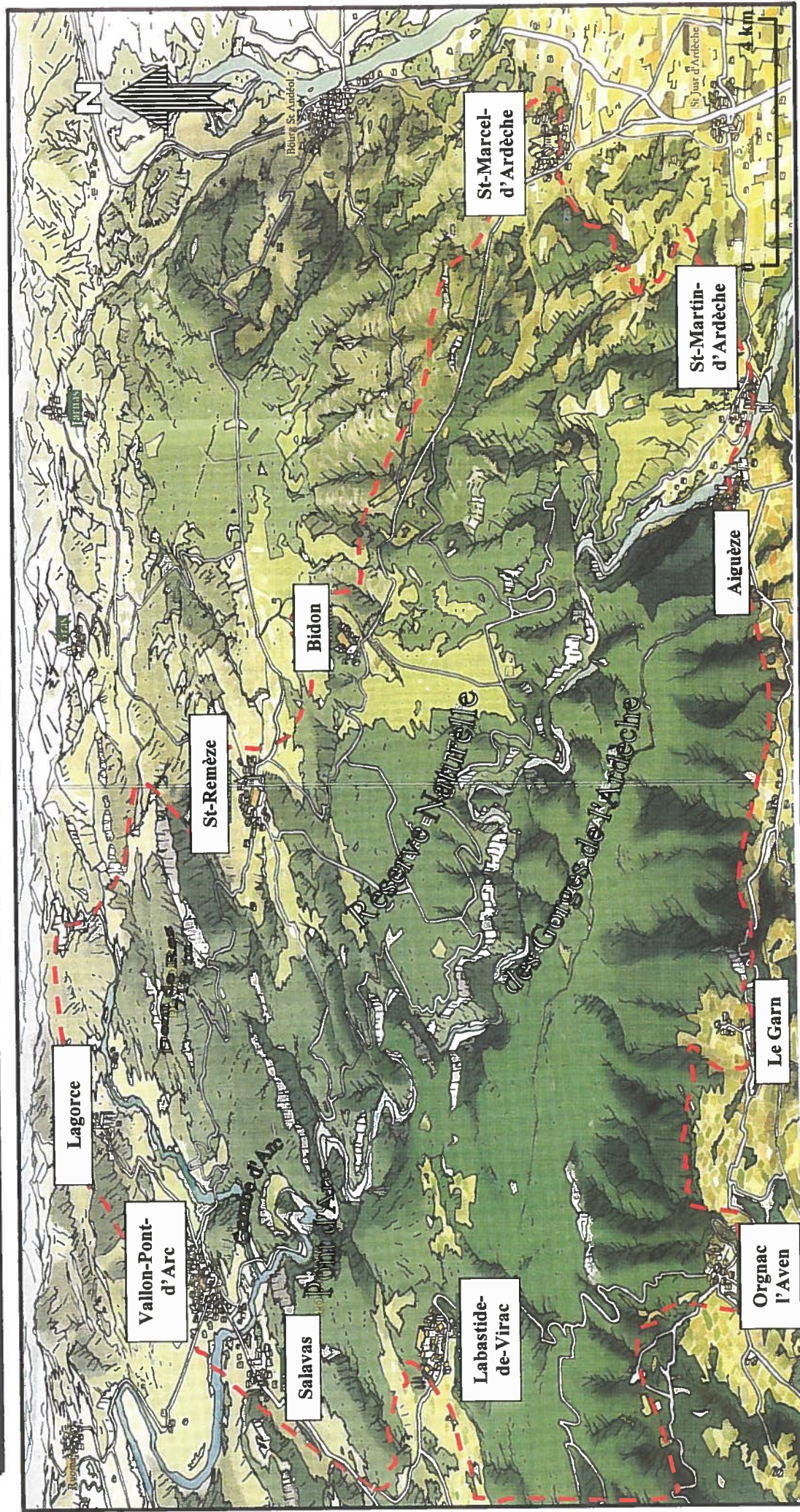
➡ *Les nouveaux engagements*

- La définition d'un nouveau périmètre de l'OGS (**voir carte n° 15³⁵ p 74**),
- Définir un projet d'interprétation du Grand Site,
- Assurer la cohérence entre les projets et les territoires,
- Réviser à la hausse les exigences qualitatives de réhabilitation,
- Assurer la maîtrise foncière,
- La protection des espaces naturels et paysagers exceptionnels,
- Favoriser un desserrement dans le temps et dans l'espace de la fréquentation,
- Gérer le Grand Site suivant l'esprit du développement durable,
- Le suivi, l'évaluation de l'opération,
- La prise en compte dans l'OGS d'une demande d'inscription sur la liste indicative du patrimoine mondial de l'humanité de la grotte Chauvet et de son ensemble naturel (restant à définir).

Pour comprendre les bouleversements de la première OGS, il apparaît nécessaire d'expliquer l'historique des rapports entre l'OGS et la découverte de la grotte Chauvet.

³⁵ Carte n° 15, *Proposition de périmètre pour la seconde phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche*, p 74.

Carte n° 15 : Proposition de périmètre pour la seconde phase de l'Opération Grand Site
du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche



Source : Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche

Réalisation : Pierre Brossard



Cette troisième partie a pour finalité de comprendre l'Enjeu culturel à travers la découverte de la grotte Chauvet et ses conséquences sur le projet OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche, plus particulièrement sur l'échec de la réhabilitation de la Combe d'Arc jugée à l'époque comme étant la mesure de réhabilitation à réaliser en priorité.

Il y sera présenté et expliqué le projet d'Ensemble dans son évolution stratégique depuis la logique d'équipement d'un ERGC à la logique de lier les projets ERGC / réhabilitation de la Combe d'Arc.

La quatrième partie a vocation d'être un début de stratégie pour une meilleure cohérence entre ces différents projets mais également en vue d'une position claire que doit adopter le Département de l'Ardèche au regard de ces trois projets.

*Présentation de
la troisième et
quatrième partie*

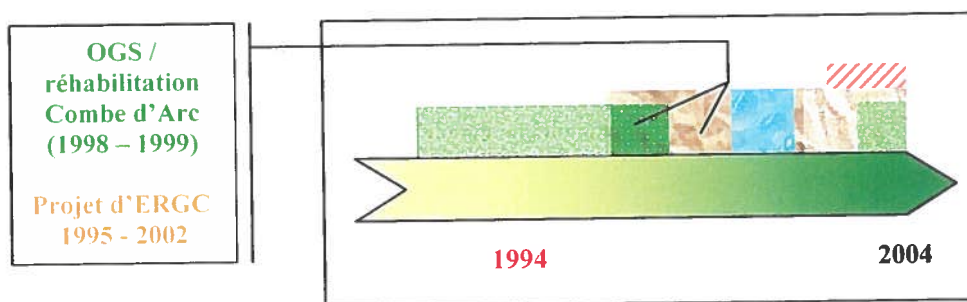




III. L'enjeu culturel, à travers la découverte de la grotte Chauvet, et ses conséquences sur l'OGS

[Deuxième étape pour une meilleure compréhension de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche]

Cette deuxième partie a pour objet de comprendre l'impact de cette découverte sur l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche, de savoir quels ont été les rebondissements en terme de conception et de conduite de projet et, de poser l'état d'avancement de ce dernier.



1. Les conséquences de la découverte sur l'OGS

a. La fabuleuse découverte...

Le 18 décembre 1994, Jean-Marie Chauvet, Eliette Brunel et Christian Hillaire découvrent, à 600 mètres du Pont d'Arc, dans les falaises du cirque d'Estre, un ensemble de dessins et de fresques murales : "Ils sont venus !" Il y a plus de 30 000 ans des hommes préhistoriques ont choisi cette grotte pour exprimer leur art. Chauvet constitue une découverte culturelle et scientifique majeure pour l'histoire de l'humanité puisqu'elle est la plus ancienne des grottes ornées connues à ce jour.

Cette grotte marque une révolution dans la connaissance de l'art pariétal. Un art jusqu'alors principalement connu en Europe par les grottes ornées de Lascaux (-16 000 ans) et Altamira (-13 000 ans). Avant la découverte de la grotte Chauvet et de ses dessins, on imaginait pas qu'il y a **32 000 ans**, l'homme de Cro-Magnon avait déjà atteint **un tel degré de perfection**. En effet, les techniques employées ici par les artistes préhistoriques traduisent une parfaite maîtrise du trait, de la matière, du support (usage de l'estompe, de la perspective...).



Photos n° 13 : Peintures de la grotte Chauvet

Bison



Lions des cavernes



Chevaux



La main



Source : *Services Techniques du Département de l'Ardèche*

La découverte d'un patrimoine d'une telle importance, par sa valeur artistique et scientifique, a fait entrer la vallée de l'Ardèche dans le cercle des grands centres préhistoriques mondiaux et lui confère, avec sa vingtaine de grottes ornées recensées depuis la fin du XIX^{ème} siècle, le qualificatif non moins élogieux de *"trésor de l'humanité d'une valeur universelle et exceptionnelle"*, révélant les traces de l'occupation préhistorique couvrant des périodes très importantes (entre -35 000 et -10 000 ans). A titre d'illustration : Chauvet renferme plus de **400 représentations** de l'art pariétal dont certaines datent d'il y a plus de 32 000 ans ! Cette grotte constitue, par sa richesse, un champ de recherches irremplaçable qui permettra de progresser dans la connaissance des civilisations préhistoriques et d'en préciser sans cesse d'avantage le déroulement chronologique.

Un tel patrimoine, véritable "sanctuaire" naturellement protégé naguère par la difficulté d'accès de ces cavités *doit aujourd'hui être efficacement surveillé et sauvegardé par*



l'Etat, en concertation étroite avec les populations locales et le public lui-même appelé à visiter le site.

Photos n° 14 : Gravures, peintures et scientifique de la grotte Chauvet



Gravure d'un cheval

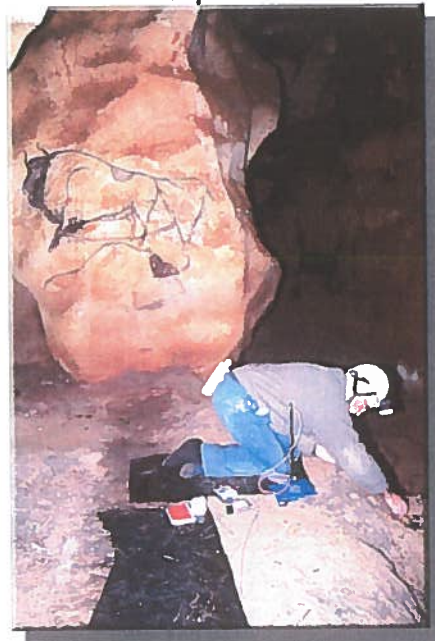
Mur de peinture



Scientifique Chauvet



Gravure d'un hibou



Source : Services Techniques du Département de l'Ardèche

b. 1996 : convention Etat / Département de l'Ardèche
(conservation et projet d'ERGC)

Compte tenu du caractère exceptionnel de la découverte, le 18 décembre 1994 par Jean Marie Chauvet, Eliette Brunel et Christian Hillaire, de la grotte Chauvet et en raison de l'extrême fragilité de ce patrimoine, l'Etat a décidé en janvier 1995 sa fermeture au public.



Dès lors, une convention a été établie entre l'Etat et le Département de l'Ardèche. Celle-ci stipule :

- Une acquisition et une compétence en terme de conservation de la grotte Chauvet par les services de l'Etat.
- La compétence, pour le Département de l'Ardèche, de réaliser un équipement culturel sous la forme d'un ERGC dont il serait le maître d'ouvrage. Mais où et comment ? Rien n'était décidé.

c. Les rapports entre l'OGS (réhabilitation de la Combe d'Arc) et le projet d'ERGC

Cette partie s'avère difficile à expliquer de part le caractère informel de l'information (absence de rapport écrit). Seul les « dire » de personnes ressources au sein des différents services compétents m'ont permis de dresser l'historique suivant :

Suite à la découverte de la grotte Chauvet en décembre 1994, le Département de l'Ardèche a émis le souhait de réaliser, en maîtrise d'ouvrage directe, un ERGC. A la base, le projet de réaliser un espace de restitution ne figurait pas bien évidemment dans la charte approuvée par les différents signataires en 1993 (la grotte n'étant pas encore découverte). Cependant le réaménagement de la Combe d'Arc, lui, y était prévu ! **Deux logiques existaient alors en terme d'élaboration de projet :**

- La décision de réaliser, suivant une simple logique d'équipement (un bâtiment), le projet d'ERGC (depuis la convention de 1996),
- Le projet de réhabilitation de la Combe d'Arc, prévus dans le cadre de l'OGS (depuis la convention de 1993).

La question qu'il serait bon de se poser est de savoir pourquoi ce réaménagement de la Combe d'Arc n'a pas eu lieu entre 1993 et 1998 ?



1. 1993 – 1998 : l'échec de la réhabilitation de la Combe d'Arc dans le cadre de l'OGS

Ce n'est pas un facteur mais un ensemble de faits qui peuvent expliquer cet échec.

Tout d'abord il y eu un problème sur la compétence même du SIVA à piloter cette opération. En effet, le SIVA, légitimé par la charte de 1993 pour la gestion et la maîtrise d'ouvrage de l'OGS n'a jamais pu **jusqu'en 1998** être le maître d'ouvrage de la réhabilitation de la Combe d'Arc. Cela vient du fait qu'étant juridiquement un SIVOM¹, le SIVA a besoin de l'adhésion des communes adhérentes à la structure intercommunales pour effectuer cette opération.

Or, à cette époque, entre 1993 et 1998, le SIVA se trouvait dans une situation financière **difficile** de part l'installation d'infrastructures lourdes financièrement que constituaient les stations d'épuration. Les communes adhérentes, peut on penser, ont donc "hésitées" à prendre cette délibération.

De plus, les services de l'Etat (la sous-préfecture de Largentière) n'ont pas, pourrait-on dire, véritablement joué leur rôle de coordinateur en terme de clarification des compétences de la structure. Le Préfet n'aurait-il pas pu impulser l'idée d'une délibération confiant au SIVA la compétence de la Combe d'Arc ? Ce dernier ne l'oublions pas reste le garant de l'intercommunalité.

Ou bien pourquoi n'avoir pas changé le statut du SIVOM en syndicat mixte durant la phase d'élaboration de la charte ? Cela aurait permis à la structure du SIVA de bénéficier d'une assise financière "plus sure, plus stable" par l'association des différentes collectivités territoriales (Département, Région) au sein du comité décisionnel (partenariat financier) ?

En d'autres termes : "**cela aurait rendu clair le partenariat et l'implication départementale !**" En effet, les communes, fortes d'un partenariat financier auraient peut être été plus aptes à délibérer en faveur d'une délégation de la compétence Combe d'Arc au SIVA ?

Toutes ces questions, suppositions, révèlent une certaine forme de **frilosité (tant politique que financière)** propre à l'ensemble des partenaires de l'OGS. Celle ci a sans aucun doute joué contre cette opération de réhabilitation pourtant jugée prioritaire !

En outre, toujours à cette époque, il est important de mentionner que le Département de l'Ardèche a commencé véritablement à mettre en place sa **politique ENS²** et pouvait donc se prétendre légitime pour effectuer cette opération au titre de ces mêmes ENS ? *En effet, l'optique de créer l'ERGC n'était-il pas déjà présent dans les esprits ?* A savoir que cette

¹ Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple.

² Espaces Naturels Sensibles.



politique constituerait un moyen efficace de gérer la pression foncière autour des sites naturels remarquables de l'Ardèche et, du même coup, du futur site de l'ERGC.

Rappelons la **délibération de septembre 1995** qui est en Ardèche le fondement de la politique ENS du Département. Cette délibération fixa les règles de prélèvement de la TDENS³ et les futurs sites éligibles que sont le Mont Gerbier de Jonc et les Gorges de l'Ardèche. La zone de préemption au titre de la politique ENS **fut effective en 1999**. Le Département devenait donc un partenaire incontournable dans la maîtrise foncière du site des gorges et cette compétence vient s'ajouter à celle concernant la route touristique (D 290) des gorges de l'Ardèche.

Au fond, le problème de départ, pourrait-on dire et, qu'il y aurait eu une **mauvaise adéquation** entre la structure juridique (son statut) porteuse de l'OGS et la mise en œuvre de celle-ci : à savoir la mise en place d'un SIVOM à la place d'un syndicat mixte. La plupart des autres Grands Sites français sont d'ailleurs portés par ce type de structures. De plus, le SIVA, à l'époque, regroupait à lui seul **une soixantaine de communes** donc, des territoires n'étant pas dans les problématiques récurrentes de celles du territoire des gorges.

Le SIVA était et, est toujours par le SAC, un syndicat de rivière d'où avait-il réellement la vocation à gérer et, à être le MOA de l'OGS ?

Notons également qu'en 1996 **fut créé le SIGARN⁴** pour gérer la Réserve Naturelle des Gorges de l'Ardèche. Ce n'est donc plus de la compétence du SIVA qui l'a exercé entre 1993 et 1996.

2. 1998 – 2000 : les derniers soubresauts de la réhabilitation de la Combe d'Arc dans le cadre de l'OGS

Le réaménagement de la Combe d'Arc a fait l'objet, en 1998 (à vérifier), d'une consultation type "marché de définition" qui a abouti à la présentation d'un projet d'aménagement de la Combe d'Arc par l'équipe Pascale JACOTOT et Natacha GUILLAUMONT, paysagiste DPLG de Dijon. Ce marché de définition **fut lancé par l'ex-SIVA⁵, devenu en 1999 le SAC⁶**, alors maître d'ouvrage et gestionnaire de l'OGS **dans la limite des compétences déléguées par les communes adhérentes.**

³ Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles.

⁴ Syndicat Intercommunal des Gorges de l'Ardèche et de leur Région Naturelle.

⁵ Syndicat intercommunal de la Vallée de l'Ardèche.

⁶ Syndicat Ardèche-Claire.



Ce projet global dénommé "**la trace**" visait à donner un fil conducteur à la découverte du site de la Combe d'Arc (trace de l'homme, de la vie, de la préhistoire à nos jours, de l'érosion karstique, de l'eau, de la terre et de son histoire, des animaux...). Ce concept de la trace se voulait dans la lignée de la découverte de la grotte Chauvet et de ses empreintes vieilles de 30 000 ans.

Seulement, dans ce projet figurait la **fermeture de la D 290**. La DIREN Rhône-Alpes y était favorable pour des raisons d'intégration paysagère. Seulement, le Département de l'Ardèche et les communes adhérentes du SIVA se sont montrés farouchement opposés au projet.

Les raisons avancées par ces derniers furent les suivantes :

- Cette route touristique des gorges de l'Ardèche, contrairement à la plupart des grands sites français, n'est pas située en bout de trajet comme le sont par exemple la pointe du Raz, le Cirque de Gavarnie ou encore le Puy de Dôme. Celle-ci relie les hameaux de Chames et de la Rouvière au chef lieu de leur commune, soit le bourg de Vallon Pont d'Arc. Ces hameaux voient en cette route une source importante de leur activité économique (tourisme).
- De plus, cette route a contribué à la renommée du site des gorges de l'Ardèche et bénéficie de toute une série de panoramas exceptionnels sur la rivière et sur les gorges (80 % de sa fréquentation se fait selon le trajet Vallon-Pont-D'arc – La Madeleine – Ranc Pointu et St-Martin d'Ardèche).

Cette route permet donc la mise en liaison des villages de la rive gauche de l'Ardèche entre eux ainsi que les sites naturels et culturels tels que les grottes de la Madeleine et de St-Marcel, l'Aven Marzal, les musées de la vie et de l'Ardèche méridionale à Bidon... ***Une interruption inadaptée de ce trajet mettrait donc en péril l'organisation et l'irrigation de tout un territoire et de ses activités.***

Le Département et le SIVA ont essayé de trouver une **alternative** en créant une voie de contournement de la D 290, en cas de fermeture de celle-ci, pour ne pas couper les hameaux alentours des bénéfices touristiques générés par cette route. Mais l'Etat n'a pas donné son accord en ce sens ou je cite : *"Il n'y aura pas de construction d'une nouvelle route dans ce site classé"*.

Suite à ce blocage, le projet d'aménagement de la Combe d'Arc, prévu dans le cadre de l'OGS, fut **ajourné en 1999 (à vérifier car peut être officiellement ajournée en 2002)**. En outre, le délai prévu, dans le cadre de la convention de 1993, pour ce réaménagement était



dépassé (les différents signataires s'engageant dans un délai de 5 ans pour commencer les travaux donc jusqu'en 1998).

*A la lumière de ces différents constats, nous pouvons légitimement nous demander si la **charte** s'avère être un outil efficace de gestion du territoire.* Certes, son caractère **non procédural (démarche)**, plus souple, permet de fédérer un certain nombre d'acteurs du territoire des gorges autour de la table et d'émettre **un accord de principe** sur les orientations (objectifs) et actions qu'il serait bon d'entreprendre sur ce territoire, mais la question de leur mise en œuvre remet au goût du jour les divergences des principaux acteurs.

En effet, une charte est : *"un document par lequel deux partenaires s'accordent sur les objectifs et s'engagent **librement** à coopérer pour leur bonne mise en œuvre"*⁷.

La charte, sur un plan historique, se présentait sous la forme d'une autorisation délivrée par le Seigneur sur certaines parties de son territoire. C'est donc à la base un document qui vient d'en haut.

Aujourd'hui, il y a un amalgame entre "charte" et "convention" alors qu'une convention en droit est : *"un acte qui reconnaît des droits, qui crée des droits ou qui annule des droits"*. Le caractère coercitif d'une convention **dépendra des clauses que l'on y affectera**. C'est toute l'ambiguïté qu'il peut y avoir avec un contrat qui : *"ne crée que des droits et des obligations"*.

Les problèmes de fond que l'on évite d'une certaine manière en élaborant la charte reviennent inévitablement quant la question du **"qui va payer"** (maître d'ouvrage) se manifeste.

Cependant, nous ne voyons là que les limites de l'outil. Globalement, la répercussion concrète de la mise en place de ces chartes sur la gestion du milieu est **positive**. Celles-ci permettent la responsabilisation des usagers et des opérateurs quant aux aspects néfastes sur le milieu. Elles sont souvent adossées à une formation et des vecteurs de "bonne conduite" dans le milieu naturel.

Les chartes permettent souvent le rapprochement de partenaires qui s'ignorent ou se combattent : protecteurs et gestionnaires de sites naturels d'une part, usagers et professionnels

⁷ L'AFIT, *Sites Naturels : contribution du tourisme à leur gestion et à leur entretien*, Les Cahiers de l'AFIT, 2000.



d'autre part. Leur établissement, leur signature, les contrôles qu'elles prévoient, proposent un cadre de discussion et de rencontre d'acteurs tous concernés par la gestion d'un milieu.

Un bon exemple n'a pas besoin d'aller se chercher très loin. Prenez le cas des Gorges de l'Ardèche avec la mise en place d'une charte de qualité entre les loueurs de canoës (29 sur 53 loueurs) et le SIGARN.

En conclusion, **comme l'illustre le schéma théorique, n° 2 p 85, relatif à l'échec de la réhabilitation de la Combe d'Arc**, nous constatons **entre 1993 et 1999**, une montée en puissance du Département de l'Ardèche dans la maîtrise d'ouvrage directe de la Combe d'Arc et dans sa maîtrise foncière. Différentes suppositions sont en mesure d'être émises pour expliquer cette évolution :

- ☞ L'incapacité devenue chronique du SIVA à être le maître d'ouvrage de l'opération. Mais cela, nous l'avons vu, s'explique par le caractère incertain de ses différents partenaires financiers. Pourquoi ne pas avoir mis en place un syndicat mixte ?
 - *Les élus voyaient en cette structure supplémentaire une perte de compétence, de pouvoir sur les décisions concernant leur territoire,*
 - *Le Département ne voulait pas s'impliquer directement avec le niveau local pour, à terme, reprendre le contrôle de l'opération devant l'incapacité de celui-ci à s'organiser ? Ou bien ce manque d'implication du Département dans ce projet est dû à des raisons politiques (couleurs différentes, majorité de l'assemblée faible à cette époque là, divergences d'opinions entre les élus des cantons concernés par l'opération et, entre les conseillers généraux du département ?...),*
 - *Ou bien était-ce une stratégie du Département, de part le changement de site pour l'ERGC en 1999 (La Mathe), en vue de reprendre "les rênes" de l'opération ?*



- Schéma n°2 : L'échec de la réhabilitation de la Combe d'Arc

O G S (SIVA)

DEPARTEMENT

Charte OGS identifiant le réaménagement de la Combe d'Arc comme prioritaire

Problème :
Convention et non un **contrat**
(la responsabilité financière en cas de non versement n'est pas engagée)

SIVA
Gestionnaire et MOA
de l'OGS en plus du
contrat de rivière et de
la Réserve Naturelle

Problème :
- Statut juridique SIVOM et pas **Syndicat mixte** (permet d'élargir et de rendre clair l'assise financière et les personnes concernées)
- Cette Structure est donc dépendante des subventions et doit décider seul des projets

FRILOSITE des élus à délibérer en faveur d'une délégation de compétence, en terme de gestion et de MOA, pour la réhabilitation de la Combe d'Arc au SIVA

Problème :
Les services de l'Etat (sous-préfecture de Largentière) n'ont pas aidés à coordonner cette **clarification** des compétences entre les différents partenaires alors qu'étant le garant de la cohésion intercommunale

Création du SIGARN (SIVOM)
Gestionnaire de la Réserve Naturelle

Point positif :
- Gestion adaptée à la Réserve
- Charge en moins pour le SIVA

Le SIVA se voit délégué la compétence Combe d'Arc et lance un marché de définition

"Fin théorique de la charte de 1993"

Equipe Jacotot / Guillaumont retenue : projet « La trace » préconisant la fermeture de la D 290 (route touristique des gorges)

Le SIVA devient le SAC (reste SIVOM et MOA de l'OGS)

Conflit entre la DIREN pour et le SIVA contre (associée au Département)

- *Alternative proposée par le Département et le SIVA mais refusée par l'ETAT - projet ajourné*

Découverte grotte Chauvet (1994)

Idée de réaliser un **ERGC** suivant une simple logique d'équipement

Délibération de septembre **1995** relatif à la politique des ENS
- fixation TDENS
- Sites éligibles
Département devient acteur dans la maîtrise du foncier

Convention 1996
Etat / Département conservation / ERGC

"Changement majorité" 1998

Création par le Conseil Général de la première **zone de préemption en 1999**
Gorges de l'Ardèche et Gerbier éligibles
- idée de maîtrise foncière du secteur de la Combe d'Arc

Montée en puissance du Département dans la MOA directe de la Combe d'Arc et dans sa maîtrise foncière

ERGC : Choix du site de "la Martre"



2. L'ERGC : une stratégie évolutive

a. 1995 – 2003 : du projet d'ERGC au projet dit « d'Ensemble »

1. 1995 – 1999 : La décision de réaliser un ERGC

Cette partie est le fruit de nombreux entretiens avec les membres des services techniques du conseil général du fait de l'absence de rapports

➡ De 1995 à 1997 :

Après la fabuleuse découverte de la plus vieille grotte ornée connue jusqu'à ce jour, le Conseil Général de l'époque a décidé à l'unanimité **de donner délégation au Président pour signer une convention dans laquelle la compétence est confiée au Département de réaliser un équipement culturel**. Mais sous quelle forme et où ? Personne n'avait de véritables idées.

Le Département a donc décidé de lancer un travail de recherche sur un concept qui, à l'époque, était en lien avec celui du Futuroscope de Poitiers. Des techniciens du Futuroscope sont alors intervenu autour de différents concepts tels : l'image avec la troisième dimension, le concept du lieu et de la promotion du Département...

Différentes études, entre 1996 et 1997 ont été menées, par la suite, par les techniciens du Futuroscope, pour trouver le choix du site de l'ERGC, si possible pas trop éloigné de l'original.

Vers 1997, les services techniques du Département, avec en tête le directeur de l'époque en charge du projet, cherchaient différents lieux d'accueil du site de l'ERGC tout en ayant l'idée qu'il fallait réussir parfaitement le projet de réhabilitation de la Combe d'Arc qui s'inscrivait, depuis la charte de 1993 et ses études préalables, dans la première phase de l'OGS.

L'impératif de réussir à bien ce projet s'explique naturellement puisque la Combe d'Arc constitue le berceau de la grotte Chauvet.

Cependant, l'idée de lier les projets ERGC et réhabilitation de la Combe d'Arc n'était pas encore présente dans les esprits.



➡ 1998 – 1999 :

Début 1998, le conseil général décide de lancer une étude de justification pour trouver le choix du site de l'ERGC. En 1998, **le site de Montingrand** est choisit parmi trois autres sites dont figurait le site actuellement retenu de la Mathe. Il est important de préciser que cette étude et le choix de retenir le site de Montingrand se sont réalisés avant les élections cantonales de cette même année.

1998 reste une année importante marquée par les **élections cantonales** qui font **basculer** la majorité de l'assemblée du Département à gauche. Département qui était traditionnellement de droite. Cet événement est important car dans de nombreux cas il s'en suit un remaniement des différents directeurs des services techniques du conseil général.

Or n'oublions pas que l'OGS, la première phase, et, l'ERGC, était portaient par un des Directeurs généraux adjoint. Celui-ci s'étant retiré, un nouveau directeur général s'est vu confier ces deux projets majeurs que sont l'OGS et l'ERGC. En outre, la vision de la nouvelle majorité était-elle identique à la précédente ? Même si il n'existe pas de cause à effet, d'une manière irréfutable, il est judicieux de se poser la question.

En effet, durant l'année 1999, la décision est prise par le conseil général **de changer le choix du site de l'ERGC. Pourquoi ce revirement ? Les raisons restent assez troubles...** Certains parlent d'un endroit qui ne correspondait pas assez au contexte, à l'esprit des gorges du fait de son éloignement de la rivière Ardèche...

La décision est prise d'implanter l'ERGC sur **le site de la Mathe, dans la plaine de l'Ibie**, pour différentes raisons telles :

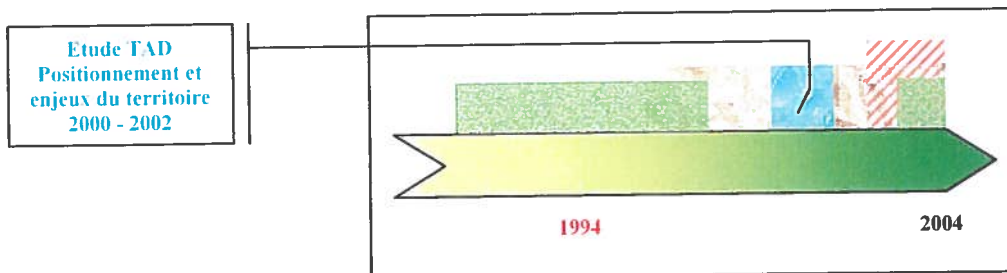
- Sa proximité, plus grande, par rapport à la grotte Chauvet et à la rivière Ardèche,
- L'ambiance ou "l'esprit des lieux" étant mieux reproduit du fait des falaises proches,
- L'opportunité sur ce site de bénéficier de terrains plats, car dans une plaine, d'une superficie de 12 hectares, et du même coup de régler le problème du **stationnement**,
- Une possible *coïncidence* d'expansion économique du bourg de Vallon-Pont-d'Arc, du fait de sa proximité à la plaine de la Mathe et, de l'opportunité de relancer la réhabilitation de la Combe d'Arc qui, ne l'oublions pas n'avait pu se faire dans le cadre de la première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche.



Mais là encore, en 1999, l'idée de lier les deux projets n'avait pas émergé.

La justification, avancée par le conseil général, viendrait donc d'une plus grande structuration du projet d'ERGC du fait de sa proximité du bourg de Vallon et des diverses raisons évoquées plus haut.

Notons au passage le parallèle troublant d'un certains mode de développement propre aux idées des années 60 basé sur la théorie des pôles de croissance⁸, mais ici bien évidemment à une échelle qui n'est pas comparable.



2. 2000 – 2002 : une période de transition

Suite aux différents revirements de situation liés au choix du site de l'ERGC et à l'échec relatif de l'OGS, le Département de l'Ardèche est de plus en plus conscient que la réalisation à terme de ces projets ne pourra se faire qu'en **partenariat** ne serait-ce que par le **coût financier** important que nécessite ces deux projets.

De plus, il était et est clairement mentionné dans le SRADT, de la Région Rhône-Alpes, que la découverte de la grotte Chauvet devenait un enjeu régional en terme d'aménagement du territoire et de développement économique pour l'Ardèche Méridionale.

Il était donc de plus en plus reconnu le **partenariat financier** indispensable que constituerait la **Région Rhône-Alpes**. C'est, en quelque sorte, une prise de conscience, par le Département, de l'impossibilité de **piloter seul** ces deux projets. Or, à cette époque, Département et Région étaient de couleur politique différente et les relations en terme de projets n'étaient pas les meilleures qui soient.

⁸ Théorie de François PERROUX.



C'est dans ces conditions que la Région Rhône-Alpes a demandé au Département de l'Ardèche de réaliser une étude **sur les enjeux du territoire de l'Ardèche Méridionale au regard du projet d'ERGC**. Cette étude se nommait « **TAD** ».

Il y a donc eu, en quelque sorte, **obligation** pour le Département de réaliser, en partenariat avec la Région, cette étude pour pouvoir bénéficier de fonds de subventions éventuels pour la réalisation de l'OGS mais surtout du projet d'ERGC.

Mais cet épisode met en exergue un phénomène où soulève plutôt une question troublante :

« comment se fait-il que l'analyse **des enjeux du territoire** des gorges de l'Ardèche et de l'Ardèche Méridionale ne se soient fait qu'entre la période 2000 – 2002 alors que la découverte de la grotte Chauvet fut officialisée en décembre 1994, soit 6 ans après ?

Toujours est-il que cette étude TAD⁹, malgré toutes ces interrogations, soulevait différents scénarios concernant le **positionnement de l'ERGC**. Ceux-ci sont les suivants :

« ... Si l'on prend en compte le positionnement du futur Espace de Restitution de la Grotte Chauvet, nous constatons deux hypothèses : Le scénario tendanciel et le scénario volontariste.

4.2.1 Le scénario tendanciel

Il n'y a pas de corrélation automatique entre le positionnement du futur espace de restitution et son territoire.

Certes un équipement culturel et touristique sur un « objet » de cette notoriété (Grotte Chauvet) contribue à l'image globale de son site d'implantation, en l'occurrence Vallon Pont d'Arc, le Pont d'Arc et les Gorges mais la liaison avec un territoire élargi est à construire, elle n'est pas « naturelle ». En effet le site est à une demi-heure de l'autoroute, principal point d'accès, distance suffisamment courte pour un « aller retour/visite » en une demi-journée. Outre la visite de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet et du Pont d'Arc la retombée locale se fait naturellement sur Vallon-Pont-d'Arc (une restauration avant ou après la visite ; un hébergement d'une nuit précédant la visite).

La situation géographique de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet en fait un atout supplémentaire d'un triangle culturel et touristique du Grand Delta, l'une des principales zones touristiques françaises. L'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet /Pont d'Arc comme portail d'un séjour plus long sur l'ensemble du territoire d'étude nécessite la mise en place d'un dispositif attractif et de mise en réseau, à travers divers circuits touristiques internes au territoire.

Le scénario tendanciel, quelle que soit la qualité du futur Espace de Restitution de la Grotte Chauvet, est un produit touristique suffisamment attractif pour rester autonome par rapport à son environnement territorial immédiat.

⁹ Voir Annexe 5, Etude TAD, Préalable d'un positionnement optimum de l'ERGC.



Les collectivités locales et l'Etat sont conscients de ce scénario tendanciel, qu'ils veulent éviter, d'où la réflexion sur l'effet levier sur un territoire élargi.

4.2.2 Le scénario volontariste

La première condition d'un développement durable est la construction d'une image de marque à rayonnement optimal. Le rayonnement propre de l'espace de restitution devra s'articuler avec le rayonnement d'un territoire où l'Art et la Nature se rencontrent.

C'est par un double positionnement :

- ◆ « excellence » de l'espace de restitution » et « exemplarité du développement territorial » que se jouera la constitution progressive d'une image de marque à rayonnement optimal, facteur essentiel du développement.

Le scénario volontariste vise donc :

- ◆ à lier le positionnement d'un nouveau produit touristique (ESPACE DE RESTITUTION DE LA GROTTE CHAUVET) qui peut fonctionner en autonomie avec le positionnement d'un pôle touristique élargi (le territoire Sud Ardèche)
- ◆ à lier le positionnement emblématique de la grotte Chauvet à celui d'un territoire de vie et de développement.

Ce scénario volontariste nécessite de croiser plusieurs images pour atteindre un positionnement optimum :

- ◆ le croisement d'une image Espace de Restitution/Pont d'Arc/Gorges de l'Ardèche et d'une image Pôle touristique de l'Ardèche Méridionale
- ◆ une destination touristique attractive pour un week-end, des courts séjours, des vacances par la variété de l'offre de ce pôle et la possibilité de faire son propre circuit à partir des divers circuits proposés (circuits nature, circuits culture, circuits terroir)
- ◆ le croisement d'une image destination touristique attractive avec une image territoire dynamique et en plein développement : « le territoire de votre temps libre peut être aussi votre territoire de vie » au sens de vie active professionnelle mais aussi vie de retraite.

Ce positionnement volontariste, positionnement recherché, est à construire.

Si l'on part de l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet, c'est le choix stratégique de la liaison permanente avec son territoire d'implantation.

Si l'on part du territoire, c'est une vision nouvelle, une lecture de l'espace, qu'il faut articuler autour de quatre éléments de positionnement :

- 1) le territoire Sud Ardèche
- 2) la transversalité Sud Ardèche/Sud Drôme
- 3) Le grand Sud Est : Massif central/ Alpes/Méditerranée
- 4) le cœur du Grand Delta (Lyon, Marseille, Montpellier)

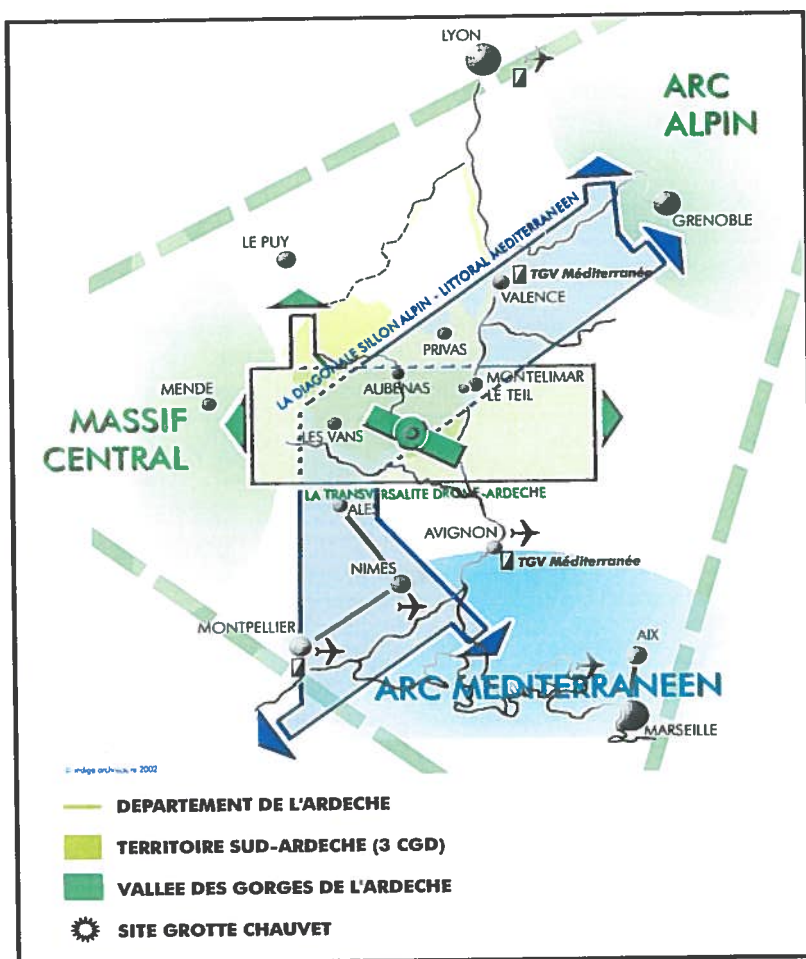


Cette lecture permet le passage d'un positionnement de marge à un positionnement d'espace d'interrelations à divers niveaux, notamment avec un espace de développement appelé à devenir un espace à rayonnement européen : le Grand Sud Est.

Les deux approches, par l'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet et par le territoire, structurent un nouveau positionnement : les territoires de marges des trois régions (Rhône Alpes, Languedoc Roussillon, PACA) deviennent le cœur d'un nouvel espace. L'Espace de Restitution de la Grotte Chauvet est implanté au « centre du cœur ».

Tel est le positionnement recherché, dont doit découler un marketing d'équipement et un marketing territorial croisés.

En terme de marketing territorial il s'agira donc de positionner un « SITE/TERRITOIRE »... »



Carte n° 16 : Un projet régional de recomposition territoriale

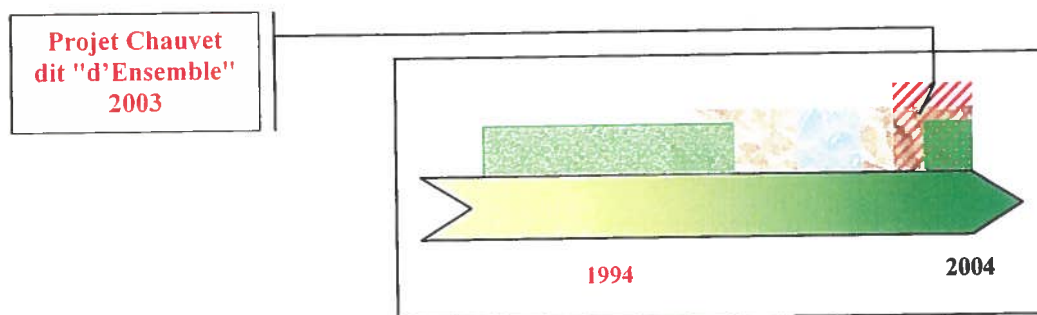
Le territoire interactif Sud-Ardèche

A la lecture des quelques lignes de cette étude, il semblerait que l'idée d'associer ou de donner plus de poids, d'effet structurant au projet d'ERGC émergea puisque, rappelons le, le projet d'ERGC était resté jusque ici dans « une simple » logique d'équipement.



Enfin, notons que des changements de nature juridique ont eu lieu durant cette période transition :

- Juillet 1999 ⇒ création par le Conseil Général de la première zone de préemption au titre des ENS¹⁰,
- Toujours en 1999, le SIVA devient le SAC¹¹.



b. 2002 – 2004 : l'affirmation du projet « d'Ensemble »

1. Les raisons de l'association des deux projets

L'année 2003 marque une nouvelle dimension concernant le projet d'ERGC puisque la décision est prise, par le conseil général, de lier les projets, ERGC et réhabilitation de la Combe d'Arc, en un pour former le projet Chauvet dit **d'Ensemble**.

Plusieurs raisons ont été avancées pour « justifier » l'association de ces deux opérations :

- ➡ Les nombreux blocages au niveau du **foncier** liés au deux projets/opérations menés de distinctement,
- ➡ Les raisons évoquées plus haut concernant le nouveau choix du site de la **Mathe** (« ambiance paysagère/esprit des lieux » au niveau de la reproduction de la grotte, superficie de 12 hectares sur terrains plats, proximité du site de la Combe et du Pont d'Arc, opportunité face au problème du stationnement et proximité du bourg de Vallon-Pont d'Arc en terme de conditions d'accueil du projet),

¹⁰ Espace Naturel Sensible.

¹¹ Syndicat Ardèche Claire.



- ➡ Les liens fonctionnels entre les deux sites : la grotte Chauvet étant dans la Combe d'Arc et face au Pont d'Arc, la possibilité d'établir facilement une liaison piétonne, cycliste et par transport collectif (navettes) entre la Pont d'Arc / l'ERGC (La Mathe) / le bourg de Vallon,
- ➡ L'échec de la **réhabilitation de la Combe d'Arc** et indirectement de l'OGS,
- ➡ La réflexion menée dans le cadre de l'étude **TAD**,
- ➡ Le respect, et au-delà la maîtrise, de l'environnement en choisissant un lieu d'implantation qui soit hors des espaces faisant l'objet de mesures spécifiques de protection (Site Classé et Réserve Naturelle),

Ces faits font que le Département de l'Ardèche s'est rendu compte, en quelque sorte, de la situation complexe dans laquelle il était « enlisé » depuis plusieurs années.

Ces différents événements mettent en exergue la situation suivante :

La problématique foncière liée au choix du site de l'ERGC ainsi qu'à la réhabilitation de la Combe d'Arc (et les autres critères exposés) seraient donc à l'origine de l'association des deux projets, voir selon certains : « de l'éclaircissement d'une cohérence de lier ces deux opérations »

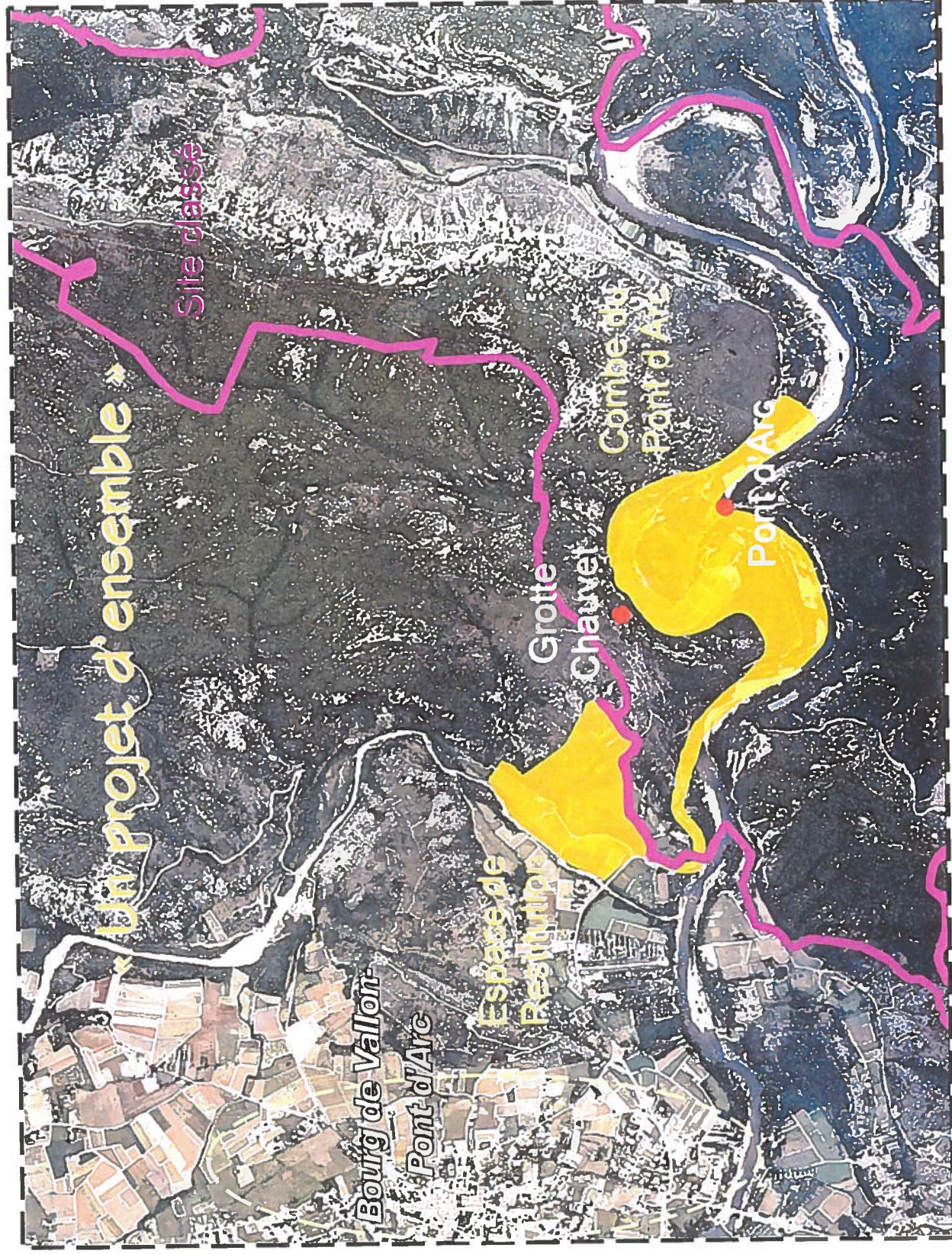
2. Le projet « d'Ensemble »

a. Localisation et périmètre du projet

Celui-ci est donc l'association du *site du Pont d'Arc* et de *la grotte Chauvet (dans la Combe d'Arc ou le cirque d'Estre)* et son espace de restitution¹² sur le site de la Mathe.

¹² Voir schéma n° 3, *Localisation et périmètre du projet « d'Ensemble »*, p 94.

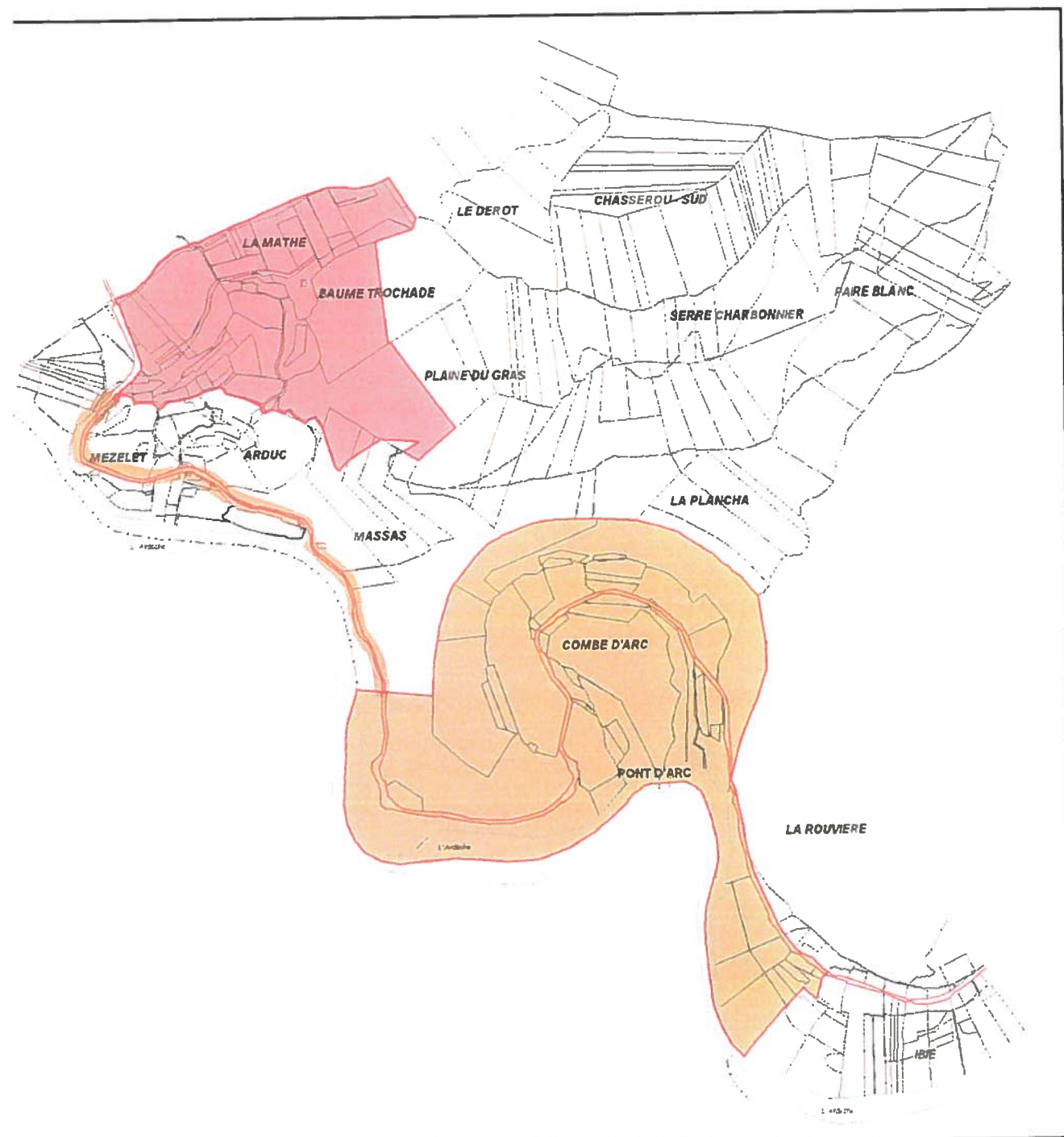
Schéma n° 3 : Localisation et périmètre du projet « d'Ensemble »



Source : Services techniques du Conseil Général de l'Ardèche



**Carte n° 17 : Périmètre, sur fond cadastral, du projet
« d'Ensemble »**



Source : Services techniques du Département de l'Ardèche

En vue de mieux cerner les composantes du projet, nous examinerons de manière distincte les deux opérations de ce projet d'Ensemble.



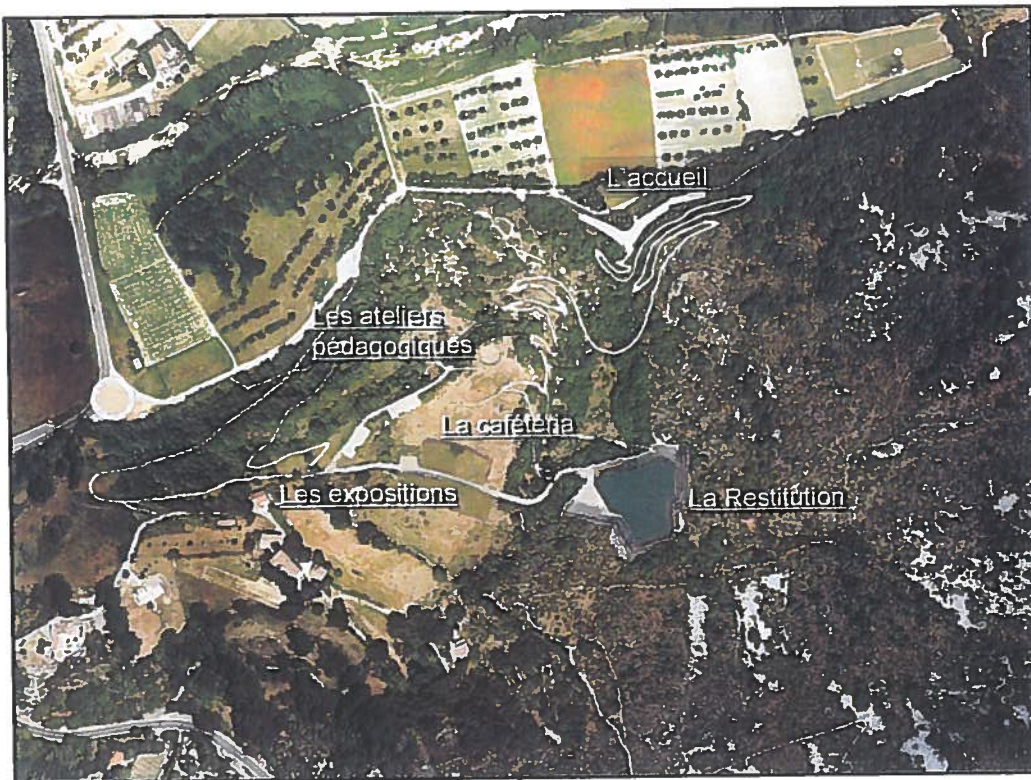
b. Les objectifs du projet ERGC

- **Restituer** une découverte majeure de l'histoire de l'humanité :
« montrer dans son site les plus vieilles peintures de l'humanité »,
- Faire **partager** l'émotion de la découverte et les enseignements qu'il est possible d'en tirer pour aujourd'hui et pour demain,
- Rendre **accessible** à tous et notamment aux jeunes, la connaissance des origines humaines, géologiques et environnementales et appréhender le processus de la recherche scientifique,
- Créer un **levier** de développement et de dynamisme non seulement pour le Sud Ardèche mais aussi pour l'ensemble du département,
- Renforcer la **notoriété** de l'Ardèche et favoriser son rayonnement.

➡ Les aménagements prévus :

Sur un site de 30 hectares, l'ERGC accueillera entre 250 000 et 400 000 visiteurs/an, dans une architecture intégrée à son environnement. Cet aménagement devrait se structurer en pôles spécialisés, offrant divers services et activités

Schéma n° 4 : Plan des aménagements prévus de l'ERGC sur le site de La Mathe



Source : Cabinet Seigneur / de la Dure



En interface directe avec les accès et les aires de stationnement largement végétalisées et aménagées dans **la plaine de l'Ibie**, les activités d'accueil regroupent l'information, la billetterie, l'accueil des groupes et les différents services à offrir aux visiteurs...

Ouverte sur l'intérieur du site, la boutique offre des produits spécifiques à l'espace de restitution et les locaux de Direction sont associés à cet ensemble.



Photo n° 15 : Bâtiment d'accueil du public

Source : Cabinet Seigneur / de la Dure

• **La Restitution :** $\approx 2950 \text{ m}^2$

Il s'agit de la Restitution, par différentes techniques, de la grotte avec tous ses composants remarquables mais dans un volume réduit.



Photo n° 16 : Le mur-falaise englobant la restitution ; La restitution et la sortie de la restitution

Source : Cabinet Seigneur / de la Dure



- **Les Expositions :** $\approx 1100 \text{ m}^2$

Ciblées sur les spécificités de la grotte Chauvet, elles permettront la compréhension du contexte environnemental et préhistorique et s'appuieront sur l'évolution des recherches et interprétations scientifiques effectuées.



Photo n° 17 : *Salle d'exposition*

Source : Cabinet Seigneur / de la Dure

- **La Cafétéria :** $\approx 500 \text{ m}^2$

Limitée à la restauration des visiteurs présents sur le site, ce pôle comprend principalement une cafétéria à laquelle est adjointe un bar-sandwicherie offrant ainsi une possibilité de pique-nique.

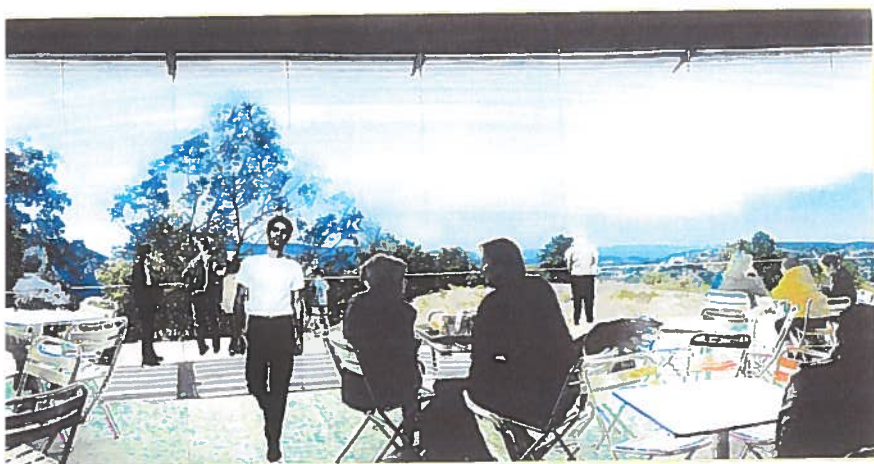


Photo n° 18 : *Bâtiment de la cafétéria*

Source : Cabinet Seigneur / de la Dure



- **Les ateliers pédagogiques :** $\approx 455 \text{ m}^2$

Ce pôle concerne une cible de clientèle particulière : il s'agit d'abord des scolaires ou groupes d'enfants encadrés, et par extension tout groupe (y compris adultes) venus sur le site dans le cadre d'un programme pédagogique ou de recherche précis.



Photo n° 19 : Bâtiment des ateliers pédagogiques

Source : Cabinet Seigneur / de la Dure

- **Divers :** $\approx 660 \text{ m}^2$

Les installations sont complétées par des locaux d'entretien, de service et de maintenance ainsi que par un logement de gardien.

➡ L'état d'avancement – planning :

L'APSA¹³ a été approuvé par le Conseil Général en juillet 2003. A ce jour, l'APD¹⁴ et « les études scénographiques » sont en cours de mise au point. Ces phases seront achevées à l'automne 2004, en même temps que le dossier d'enquête préalable à la DUP¹⁵.

Le calendrier prévisionnel, étroitement lié aux procédures à mener en parallèle, en particulier la DUP, conduirait à un lancement des travaux courant 2005 pour une mise à disposition du public 18 à 22 mois plus tard soit vers **2006 – 2007**.

¹³ Avant Projet Sommaire Architectural.

¹⁴ Avant Projet Définitif.

¹⁵ Déclaration d'Utilité Publique.



➔ Le budget :

Le coût d'investissement s'élèverait à hauteur de **30,5 M€HT** pour la seule réalisation de l'ERGC. Sur ce montant de dépenses, pris en charge par le Département, Maître d'ouvrage, les aides financières attendues de **l'Europe, l'Etat** et la **Région Rhône-Alpes** représentent un taux global de subvention de l'ordre de **80%**.

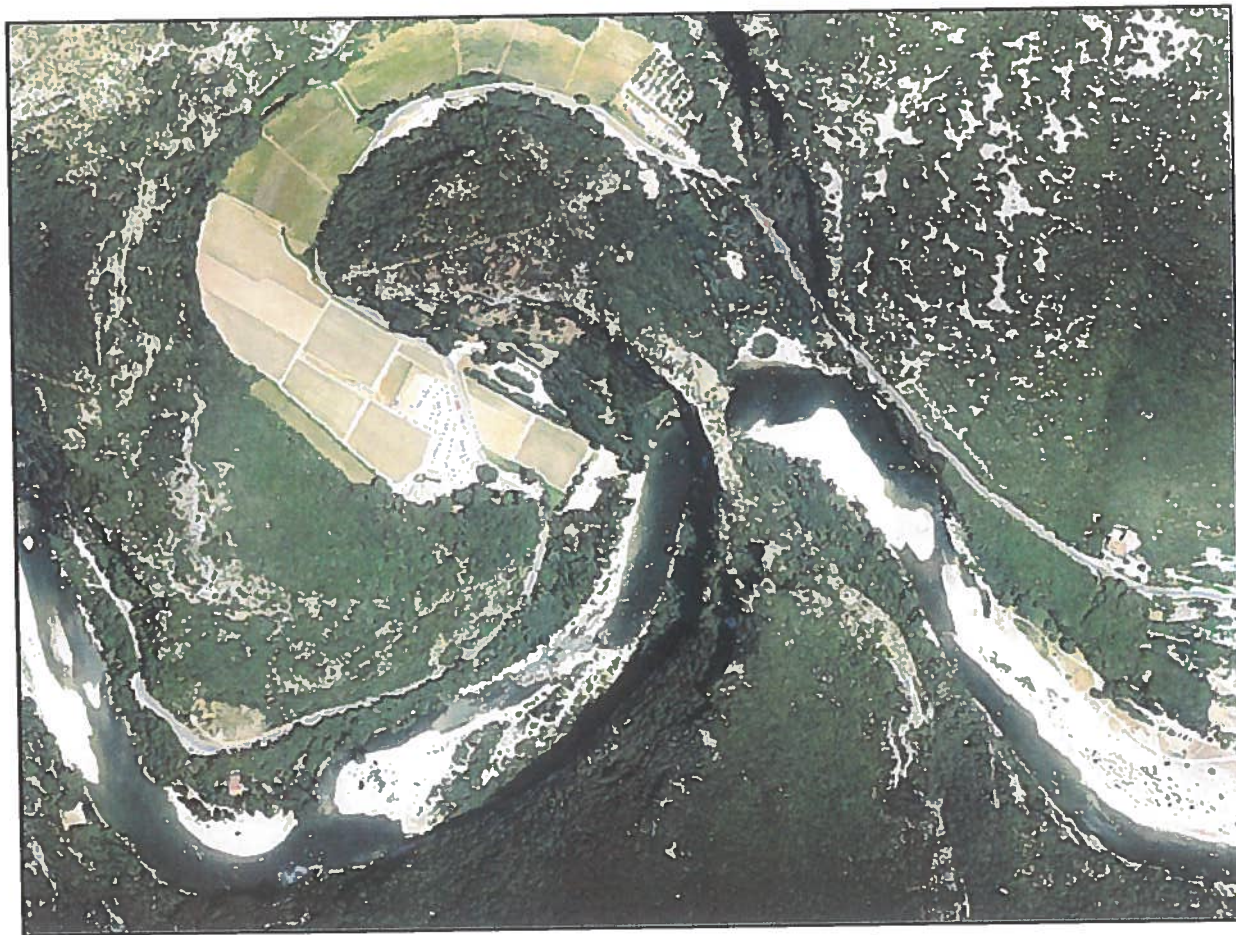
c. Les objectifs du projet de réhabilitation de la Combe d'Arc

Rappelons tout d'abord que le constat de danger que court ce site a conduit le Département à instaurer dès **1999** un **périmètre de préemption au titre des ENS**.

Notons au passage que cette opération de réhabilitation **devrait s'inscrire dans la nouvelle convention Grand Site** bien qu'étant associée au projet d'Ensemble... ?

Les **objectifs** de **restauration** environnementale, d'amélioration de la **perception**, d'accueil du public et de **gestion** durable devraient se traduire par les actions suivantes :

Photo n° 20 : Vue aérienne du Cirque d'Estre (Combe d'Arc) et du Pont d'Arc



Source : Services techniques du Département de l'Ardèche



- Retrouver *l'identité* du lieu par une restauration paysagère devenue indispensable et permettant de restituer les conditions de perception du Pont d'Arc, de ses abords et de l'Ardèche,
- Assurer la *mise en valeur* du patrimoine naturel en supprimant les activités qui nuisent à sa perception (campings, restaurants, loueurs de canoës...) grâce à une maîtrise publique du foncier,
- *Reconquérir* les espaces dégradés, en supprimant les nombreuses zones de stationnement, tout en garantissant la libre circulation du public,
- *Diversifier* les possibilités d'accès à ce site naturel en l'ouvrant à des modes de déplacement aujourd'hui marginaux (piétons, cyclistes, transports collectifs),
- Favoriser *l'interprétation* du site par des compétences pédagogiques venant renforcer la lecture du paysage rendue possible par le nouvel aménagement,
- Pérenniser *l'équilibre* entre respect environnemental et ouverture au public, en définissant et en mettant en place un schéma de gestion cohérent.

➡ L'état d'avancement – planning :

Le programme vu les objectifs annoncés devra se réaliser en lien étroit avec le projet d'ERGC et, ce dans une perspective de requalification plus globale de l'ensemble du territoire des gorges de l'Ardèche

Le Département de l'Ardèche, en étroite collaboration avec les services de l'Etat (la CSS dont son représentant au niveau local est l'inspecteur général des sites), a lancé une procédure de concours type marché de définition pour la requalification du site du Pont d'Arc.

Le concours pour cet aménagement s'est déroulé courant **2003** et l'équipe **PIERRON** a été désignée lauréate le **4 février 2004**. L'équipe devra largement répondre aux attentes émises par la CSS.

Des acquisitions foncières ont déjà été réalisées ou sont en cours sur le périmètre d'aménagement et rappelons que cette opération/ce secteur du projet d'Ensemble fait parti du périmètre des **études préalables**, lancées en 2003, de la **DUP** couvrant elle même l'intégralité du périmètre du projet d'Ensemble et qui devrait être lancée à **l'automne 2004**.

➡ Les aménagements prévus :

Cela consistera en :

- **Un aménagement paysager** sur l'ensemble de la Combe du Pont d'Arc ainsi que pour ses accès amont et aval ; cet aménagement repose sur la suppression des campings *Tourre* et *Coulange*, du restaurant des *Cigales* et de l'embarcadère de canoës *Charmasson*,



- **Justifier le périmètre foncier précis** qui fera l'objet d'une procédure légale d'acquisition par le Département, dans l'hypothèse où les négociations amiables en cours seraient insuffisantes,
- Mettre en place des **cheminements piétons et deux roues** permettant d'accéder au site, ainsi que le parcours d'interprétation et de découverte dans la Combe du Pont d'Arc, tout en **dissuadant l'accessibilité aux abords de la grotte Chauvet**,
- **Prévoir les dispositifs de circulation** qui, sans porter atteinte à la fluidité du trafic, **privilégient l'accès par les transports collectifs**,
- Concevoir des aménagements parfaitement intégrés qui **rendent impossible tout stationnement public** dans le périmètre protégé,

Ce point est sans aucun doute le préalable le plus fort du programme de réhabilitation de la Combe du Pont d'Arc.

*Puisqu'il est directement en lien avec la **justification** du choix du site de l'ERGC à la Mathe, qui rappelons le, bénéficie de terrains plats, en plaine, d'une superficie de 12 hectares...*

De plus, rappelons qu'en saison estivale, de manière quasi permanente chaque année, plus de 700 véhicules/jour stationnent sur ce site soit au titre des activités présentes, soit pour un arrêt momentané.

Ce constat soulève deux points fondamentaux :

- *C'est la source principale de dégradation du site (qui voit passer plus de 1,5 millions de visiteurs/an,*
- *C'est également une source de revenu importante des acteurs économiques des gorges de l'Ardèche et sa présence doit être prise en compte ne serait-ce que pour répondre à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations locales.*

La recherche de la localisation de ce parking doit intégrer les principales contraintes suivantes :

- *Etre situé hors des espaces Classés,*



- *Etre suffisamment proche du site pour :*
 - Rester attractif et ne pas décourager le visiteur,
 - Permettre un accès à pied au site dans des conditions faciles pour tous (1 / 4 d'heure maximum),
 - Etre parfaitement « lisible » pour en assurer un fonctionnement optimum,
- *Etre desservi par un système de transport collectif dont la gestion reste à concevoir,*
- *Réduire et simplifier les flux dans ce secteur touristique,*
- *S'inscrire plus largement dans le fonctionnement urbain, touristique et économique,*
- *Se situer dans un lieu qui permette de réaliser une intégration paysagère de qualité.*

➡ Le budget :

Cet aménagement représente un investissement de près de **8 millions d'€ HT** dont près de la moitié sont destinées aux différentes acquisitions foncières.

d. Les autres investissements Départementaux liés au projet « d'Ensemble »

Ces investissements rentrent dans le cadre d'un programme coordonné d'actions d'accompagnement pour permettre à l'ERGC de jouer ce rôle de déclencheur, de levier de développement.

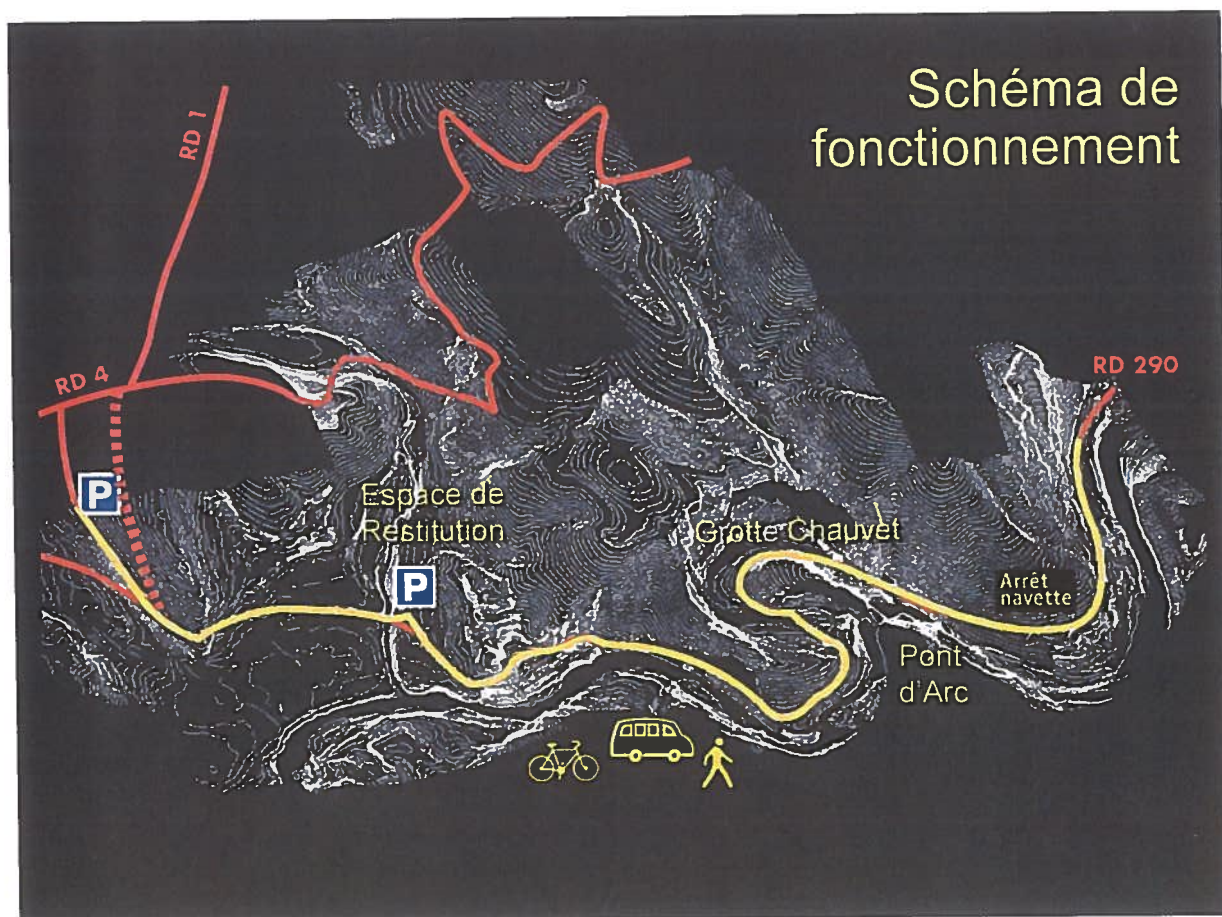
➡ Les aménagements prévus :

- Divers projets de création ou d'amélioration des infrastructures routières pour faciliter l'accessibilité du secteur et répondre aux problématiques de sécurité et de confort des piétons et cyclistes par des déplacements doux. Ces projets portent sur :
 - RD 4 Vallon – St Remèze
 - Déviation Est
 - RD 579 Ruoms – Vallon,



- Le développement d'un réseau de « Maisons de l'Ardèche » visant à valoriser l'ensemble des atouts du territoire départemental (rôle de vitrine). Les implantations pressenties dans un premier temps sont trois lieux de grande notoriété au niveau du département :
 - Vallon-Pont d'Arc
 - Le Mont Gerbier de Jonc
 - Le Safari du Parc de Peauges,
- Deux opérations dont la gestion serait directement adossée à la gestion de l'ERGC. Il s'agit :
 - De la création d'un *système de navettes* assurant la desserte collective de la Combe d'Arc
 - La création d'un *pôle scientifique* par la réhabilitation de la base départementale de Salavas. Celle-ci aurait pour fonction d'accueillir et d'héberger des équipes de recherches scientifiques de la grotte Chauvet, des groupes scolaires participant aux activités pédagogiques de l'ERGC et des travailleurs saisonniers du site.

Schéma n° 5 : Fonctionnement des différents flux du projet « d'Ensemble »



Source : Services techniques du Département de l'Ardèche



Le budget :

La part du budget consacrée aux aménagements routiers serait d'environ **15 M d'€ HT** et les autres projets représenteraient un montant d'environ **4 M d'€ HT**.

3. Les actions en cours ou « les moyens » pour y parvenir

a. La Déclaration d'Utilité Publique du projet « d'Ensemble »

Pour arriver à mener ce projet à terme et pour montrer **l'intérêt général** du projet aux acteurs concernés, le Département, lors de la session d'Avril 2003, a pris la décision de conduire en parallèle des **études préalables** de requalification paysagère et fonctionnelle de la Combe d'Arc et, de présenter un dossier d'enquête préalable portant sur :

- L'ERGC
- L'aménagement de la Combe d'Arc
- Les liens entre les deux projets.

Pour élaborer ce dossier sur les meilleures bases, une étroite concertation est instaurée avec le Préfet et l'ensemble des services concernés. Une présentation préalable du dossier en CSS, en septembre 2003, a permis de faire valider et partager les orientations fondamentales du projet « d'Ensemble ».

A l'issue de cette séance, les ministères de la Culture et de l'Ecologie ont proposé conjointement l'intervention de M. BRODOVITCH, **Inspecteur Général des Sites**, pour assurer un accompagnement sur la qualité architecturale et paysagère.

Dans le courant de l'année, le concept d'aménagement des deux projets ayant fait l'objet des études nécessaires, un dossier d'enquête pourra alors être soumis aux services de l'Etat. Le dossier soumis à l'enquête permettra de conduire les différentes procédures nécessaires à la réussite du projet si elles ont lieu d'être :

- **DUP**
- **Mise en compatibilité du document d'urbanisme (POS) et instauration d'une ZAD¹⁶**

¹⁶ Zone d'Aménagement Différée.



- **Expropriation** pour les seuls terrains qui ne pourraient pas faire l'objet d'un accord amiable.

Ces procédures devraient être lancées au cours de l'année 2004 et, permettront sur la base des études architecturales, scénographiques et paysagères de :

- D'une part de déposer le dossier de Permis De Construire
- Puis de lancer les procédures d'appel d'offres en vue de la réalisation des travaux.

b. Le mode de gestion du projet

⇒ **La Délégation de Service Public**

Le mode de gestion du futur établissement (ERGC) sera une délégation de service public selon les principaux critères suivants :

- Professionnalisme et souplesse de gestion
- Maîtrise publique
- Optimisation financière.

En outre, pour assurer une meilleure synergie avec l'espace de la Combe d'Arc, le périmètre d'intervention confié à l'exploitant comprendra :

- La totalité de l'ERGC
- Le système de navettes
- Le pôle scientifique de Salavas.

La désignation du gestionnaire donnera lieu à une procédure de consultation définie par « *la loi SAPIN* ». Le calendrier de cette procédure sera calé afin d'accompagner de manière cohérente le planning de l'opération pour mieux assurer la préparation d'ouverture au public.

Le Département a retenu le principe de création d'une Société d'Economie Mixte Locale (SEML). Cette société pourra se porter candidate dans le cadre de la délégation de service public, fera appel à un large partenariat réuni autour du Département qui sera



l'actionnaire majoritaire et pourra donc *garantir au mieux les orientations et l'ambition* guidant aujourd'hui ce projet « d'Ensemble ».

c. La mise en place du financement

Pour la réalisation des **études préalables**, le dossier a déjà reçu le soutien de l'Etat, de la Région Rhône-Alpes et de l'Europe. Le même partenariat financier sera attendu pour les phases de conception et de réalisation du projet. Les contacts et négociations sont en cours et les dossiers de demandes de subventions ont été déposés en octobre 2003.



3. Le projet Patrimoine Mondial

a. Sur quel titre se positionner ?

Le 17 mars 2004, le Département de l'Ardèche a officiellement transmis, au Ministère de la Culture, un dossier de demande d'inscription de l'ensemble grotte Chauvet/Pont d'Arc sur la liste indicative du patrimoine mondial¹⁷.

En 1972, la Conférence générale de l'UNESCO¹⁸ a adopté la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel. Cet instrument international repose sur le postulat que certains lieux sur la Terre ont une valeur universelle exceptionnelle et méritent, en tant que tels, de faire partie du patrimoine commun de l'humanité. L'originalité de la Convention tient à ce qu'elle associe nature et culture : de même que les créations humaines sont souvent inspirées par la beauté de la nature, certains sites naturels parmi les plus spectaculaires portent l'empreinte de milliers d'années d'activité humaine.

La liste du patrimoine mondial comporte trois catégories de biens :

- Ⓔ *Le patrimoine culturel* concerne les monuments, ensembles de constructions et sites avec des valeurs historiques, esthétiques, archéologiques, scientifiques, ethnologiques ou anthropologiques ;
- Ⓔ *Le patrimoine naturel* concerne les formations physiques, biologiques et géologiques remarquables, les aires d'une valeur exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle et les habitats d'espèces animales et végétales menacées ;
- Ⓔ *Le patrimoine mixte* concerne les biens remplissant à la fois des critères naturels et culturels.

La candidature « Gorges de l'Ardèche : de l'Ardèche naturelle au sanctuaire de la grotte Chauvet – Pont d'Arc » s'inscrit pleinement dans ce **patrimoine mixte** réunissant les critères naturels et culturels.

En effet, Les gorges de l'Ardèche, son milieu karstique avec ses grottes et le Pont d'Arc représentent un patrimoine à la fois naturel et culturel d'une valeur universelle et exceptionnelle pour l'humanité.

¹⁷ Délibération du Conseil Général relative à la demande d'inscription de la Combe d'Arc sur la liste du patrimoine mondial, 6 octobre 2003, Privas.

¹⁸ Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.



Cette valeur s'est vu renforcée lors de la découverte, en 1994, de la plus ancienne des grottes ornées connues à ce jour : **la grotte Chauvet**. Celle-ci renferme plus de **400 représentations de l'art pariétal datant de plus de 32 000 ans** ce qui lui vaut de la part des experts le qualificatif non moins élogieux de "trésor de l'humanité" et lui confère une dimension culturelle de premier ordre. En effet, la vallée de l'Ardèche, avec sa vingtaine de grottes ornées recensées depuis la fin du XIX^{ème} siècle se révèle être un centre de l'art pariétal d'envergure mondiale, révélant les traces de l'occupation préhistorique couvrant des périodes très importantes.

En outre, il est essentiel de prendre conscience que ce patrimoine culturel unique s'incarne dans un ensemble naturel non moins exceptionnel : les gorges de l'Ardèche. Cet ensemble formé par le Pont d'Arc et les gorges constitue l'un des plus remarquables sites d'Europe dont la renommée n'est plus à faire de part :

- ✓ La beauté, l'originalité et la diversité des paysages (plateaux, gorges, méandres, vallées sèches, reculées, grottes, aven¹⁹, lapiaz²⁰...)
- ✓ La variété des biotopes représentés dans la Réserve Naturelle des gorges de l'Ardèche expliquant la diversité des espèces animales et végétales (Pour la faune, on ne citera que l'Aigle de Bonelli et le Vautour Percnoptère classés parmi les rapaces les plus menacés de France. Pour la flore, la variété des sols permet d'observer les végétaux calcicoles, aimant les sols calcaires, mais aussi calcifuges, se plaisant sur les sols peu ou pas calcaires. Notons également la présence de trois milieux dunaires de bord de rivière qui constituent des milieux uniques et particulièrement fragiles.)
- ✓ La localisation géographique du site : la latitude à laquelle se situe la Réserve Naturelle lui permet de juxtaposer espèces méditerranéennes et continentales.

Ce sont toutes ces caractéristiques qui font du territoire des gorges de l'Ardèche un site particulier, à part, qui lui vaut la dénomination de la part de l'UNESCO de site "Mixte". **7 sites de ce type existent jusqu'à ce jour sur la liste du patrimoine mondial (sur un total de plus de 300 sites inscrits).**

Durant les toutes prochaines années et pour compléter cette candidature, des études importantes (environnementales, paysagères, économiques...) seront à conduire sur ce territoire, dans le cadre d'un large partenariat avec l'Etat, la Région Rhône-Alpes, le Département de l'Ardèche, les autres collectivités et les acteurs locaux. **Ces étapes seront**

¹⁹ Puits naturel creusé par les eaux d'infiltration.

²⁰ Ciselure superficielle de formes variées (relief karstique) creusée par les eaux.



nécessaires à la constitution du dossier de demande de classement conformément aux **critères** identifiés par l'UNESCO²¹.

b. Les aspects du dossier à traiter en priorité²²

➡ ***La question du « portage politique » du projet***

Les demandes d'inscription au patrimoine mondial sont le fait des Etats (parties membres de la Convention). Il importe donc de mettre en place une structure de pilotage du dossier Chauvet/Pont d'Arc qui serait à même de créer un portage fort et lisible du projet par l'Etat français. Dans ce dispositif le Département de l'Ardèche s'affiche comme un maître d'œuvre au service d'un projet national, qui n'aura de chance d'aboutir que s'il est véritablement repris à leur compte par les institutions et personnalités représentant la France aux différentes instances de l'UNESCO.

L'UNESCO n'étant pas très favorable à la multiplication des demandes françaises, compte tenu du **réorientation stratégique** de sa politique d'attribution du label qui favorisera de plus en plus les pays du Sud, de part le nombre et le déséquilibre important de sites déjà inscrits, ainsi que de la faiblesse des protections internationales en Asie et en Afrique. Il nous faudra donc étudier réellement l'opportunité d'un portage européen du dossier Chauvet/Pont d'Arc.

➡ ***La question du périmètre à proposer***

Dans le dossier transmis au ministre en mars 2004, une première esquisse de périmètre d'étude fut mentionnée comme le montre **la carte n° 18 p 111**.

Ce périmètre comprend un site assez large en incluant :

- La grotte Chauvet,
- La Combe du Pont d'Arc,
- Les gorges de l'Ardèche dans un espace recoupant globalement le Site Classé, la Réserve Naturelle ainsi qu'une zone tampon liant les communes du plateau des gorges.

²¹ Voir site internet, <http://whc.unesco.org/fr/criteres.htm>. Critères relatifs à l'inscription de biens culturels et naturels sur la liste du patrimoine mondial.

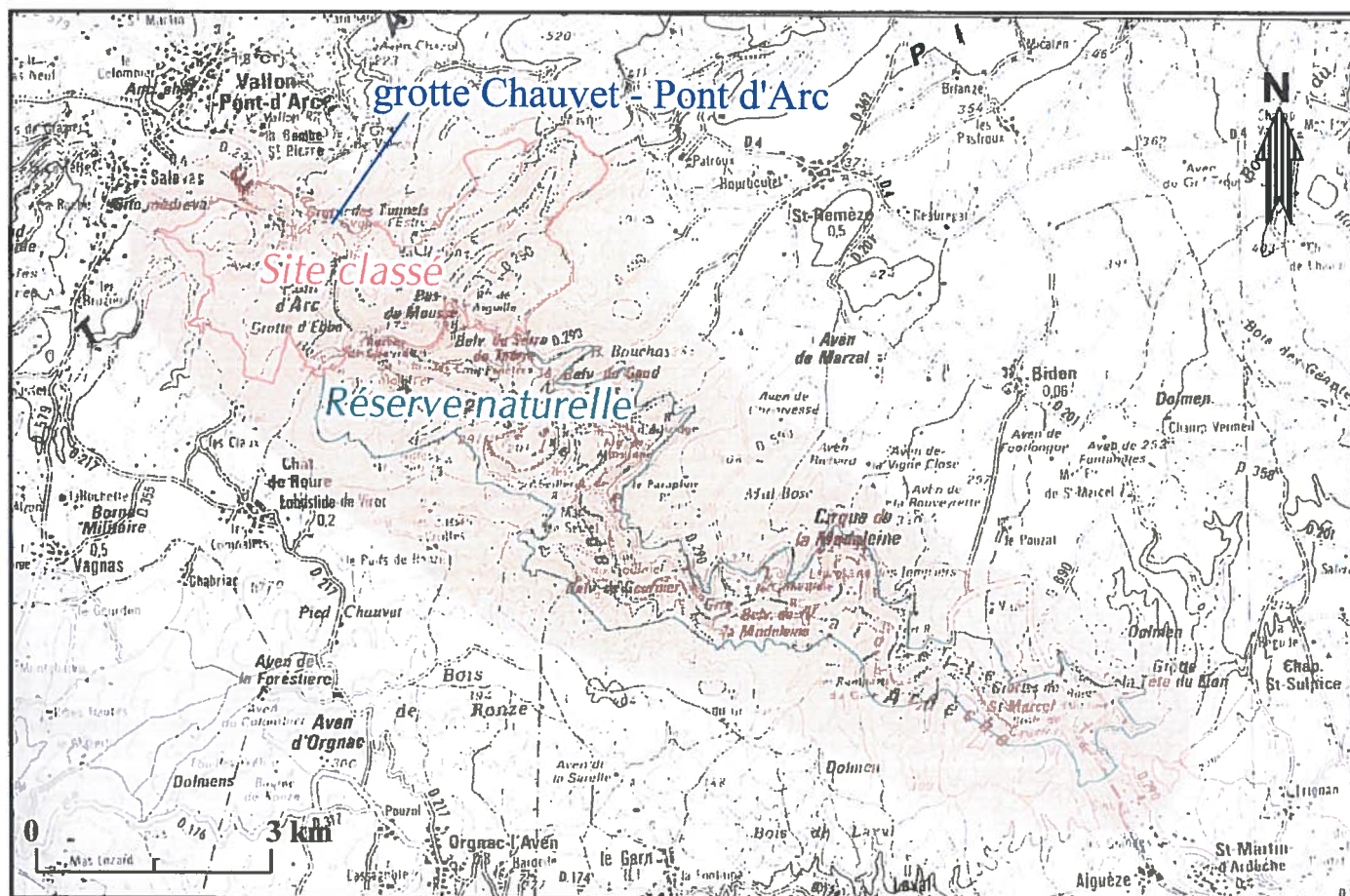
²² Ces propos s'inspirent largement d'une note effectuée par Mme Hacques, DIREN Rhône-Alpes, Juin 2004.



Il convient désormais d'étudier différentes hypothèses de périmètre :

1. « **Le cœur** » : la grotte Chauvet dans son site proche (la Combe du Pont d'Arc),
2. « **Les gorges** » : La grotte Chauvet dans son ensemble naturel au sens des gorges de l'Ardèche,
3. « **Les gorges et les grottes ornées** » : La grotte Chauvet dans son ensemble naturel élargi à une zone périphérique large (communes du plateau) incluant le réseau local de grottes ornées,
4. « **Le réseau des grottes ornées européennes** » : La grotte Chauvet et son site large (les gorges et autres grottes), membre d'un réseau de sites rupestres européens de qualité mondiale (Cosquer, Vézère, Alta Mira...).

Carte n° 18 : Périmètre d'étude pour le classement au patrimoine mondial de l'humanité



Source : Services techniques du Conseil Général



c. Des objectifs à prévoir

Evidemment ces objectifs et moyens seront fonction du périmètre proposé. Mais il est nécessaire de garder à l'esprit que c'est sur le critère d'une bonne **gestion** que l'UNESCO examinera favorablement ou non le dossier Chauvet/Pont d'Arc.

De part ce critère, le projet patrimoine mondial est donc **très dépendant** du bon avancement des deux projets majeurs examinés plus haut que sont le projet d'Ensemble et l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche.

En outre, pour la bonne réussite de cette demande, il est nécessaire de mettre en œuvre **un travail en équipe projet**, ceci dans un partage spontané de l'information et de l'organisation d'échanges réguliers entre les différents responsables des deux projets OGS et d'Ensemble. Cela est un préalable indispensable à la transversalité du projet patrimoine mondial donc à sa réussite.



IV. Quelle stratégie adopter au regard de ces trois projets ?

1. Présentation de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche

a. La situation actuelle au regard des trois projets

Le schéma n° 6 p 115 de la « problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche » met en exergue le caractère **complexe** dans lequel le Département est engagé depuis maintenant près de 15 ans. Cette situation s'explique par la **simultanéité** des projets.

En effet, nous sommes donc face à trois projets majeurs en terme de développement territorial du territoire de l'Ardèche Méridionale.

Autour de ces projets **gravitent des problématiques similaires** concernant :

- La Maîtrise d'ouvrage,
- La structure de gestion de l'opération, du projet,
- La question du portage politique,
- De nombreuses interrogations techniques telles :
 - Le dossier de DUP pour le projet d'Ensemble,
 - Le choix du périmètre concernant la phase 2 de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche et de la demande d'inscription sur la liste indicative du Patrimoine Mondial...

Les finalités des projets/opérations sont-elles aussi complexe car étant **relativement similaire** :

- L'OGS a vocation à rendre ou à remettre en état un site naturel soumis à un phénomène de surfréquentation mais, depuis peu, une **maturation** de ces opérations s'est effectuée leur conférant un caractère novateur : celui d'être un espace et un moyen pour la mise en place d'un **projet de territoire** tout en veillant à ce que la réhabilitation reste au centre des préoccupations,
L'opération achevée se voit attribuée le **label** « Grand Site de France » gage d'une gestion respectueuse des principes du développement durable,



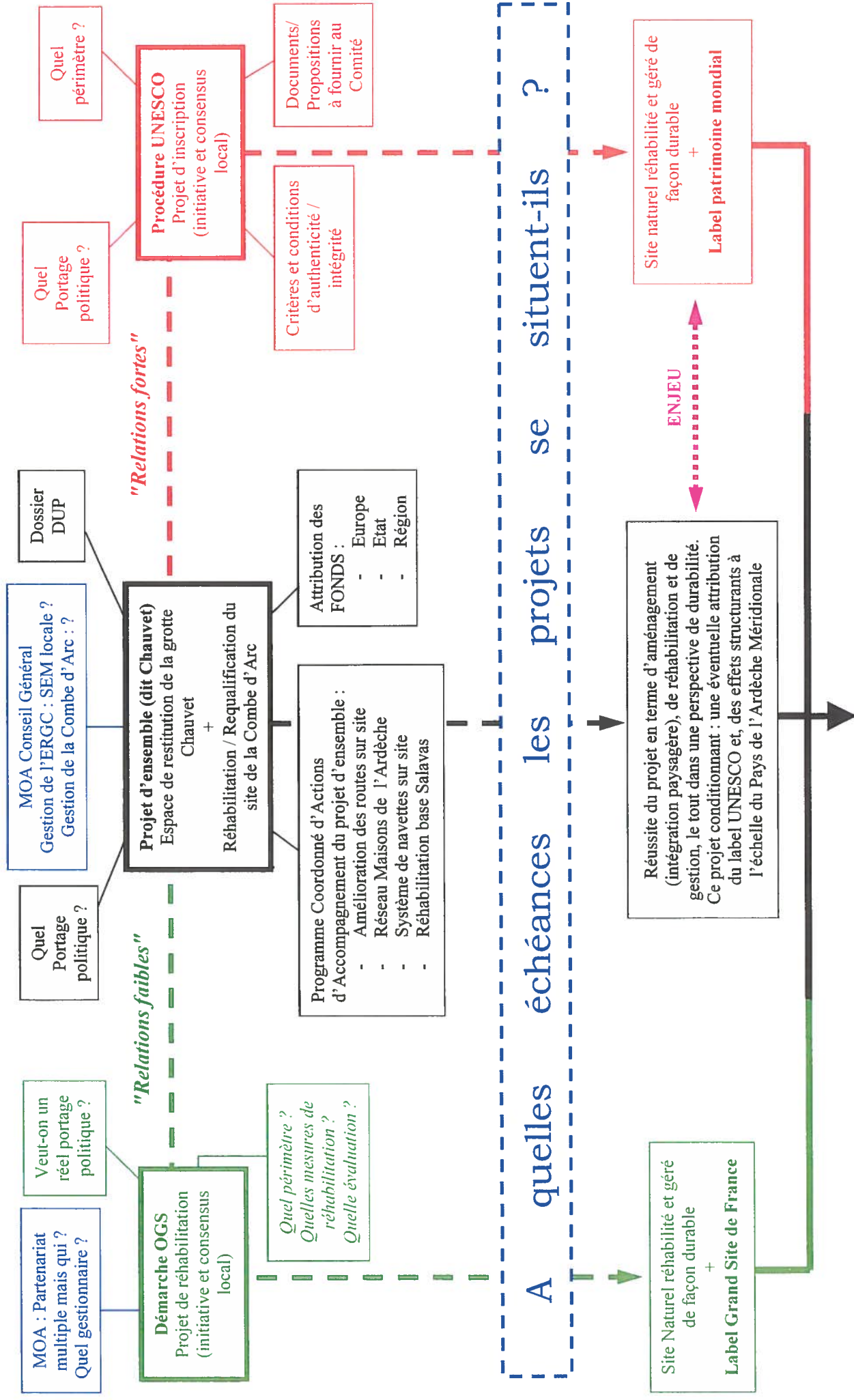
- Le projet Patrimoine Mondial reste **très proche** des finalités d'une OGS dans le sens où celui-ci est une reconnaissance d'une gestion pérenne et durable du site. Un **label** étant attribué et réexaminé sur une période déterminée tout comme dans une OGS,
- Enfin, le projet d'Ensemble conditionne la réussite de deux projets : celui d'un équipement culturel avec la réalisation d'un espace de restitution et un réaménagement paysager anciennement associé à la première OGS. Celui-ci a vocation d'être géré de manière durable et d'être un **levier de développement** pour l'ensemble de l'Ardèche Méridionale. Il suppose également une demande d'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial.

De plus, les difficultés de réalisations de l'OGS phase 1 font que les relations entre ces projets ne **sont pas les mêmes**. Actuellement la **priorité** est donnée au projet d'Ensemble et à son éventuelle demande d'inscription sur la liste indicative du Patrimoine Mondial. L'OGS, **plus lourde en terme de consensus sur les actions à mener est un projet** qui passe, à l'heure actuelle, **au second plan** (seconde phase de l'OGS : charte en cours d'élaboration).

En outre, de part des problèmes d'ordre **techniques, institutionnels, administratifs et socioéconomiques** (que nous verrons plus tard), il persiste une incertitude quant aux échéances fixées par le Département sur ces opérations.

Au final, le sentiment d'un problème de lisibilité, de cohérence et de répartition des compétences entre les projets domine

- Schéma n° 6 : Problématique actuelle, d'ensemble, du territoire des Gorges de l'Ardèche



Problème de lisibilité, de cohérence et de répartition des compétences entre les projets



b. Quelle stratégie adopter pour éclairer la position du Département au vu de la problématique actuelle ?

1. Qu'est-ce qu'une stratégie ?

➡ **Stratégie** : Art de faire évoluer une armée sur un théâtre d'opérations jusqu'au moment où elle entre en contact avec l'ennemi. Ensemble d'actions coordonnées, de manœuvres en vue d'une victoire, ensemble d'objectifs opérationnels choisis pour mettre en œuvre une politique préalablement définie.

➡ **Territoire** : Etendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain, une collectivité. Etendue de pays qui jouit d'une personnalité propre mais ne constitue pas un état souverain...

La stratégie territoriale réside dans la mise en œuvre d'une approche transversale permettant de coordonner des approches généralement sectorielles. L'objectif est de créer une dynamique collective plus forte que les réticences individuelles. Il s'agit de mieux organiser les acteurs du projet face à un ou des problèmes identifiés et de faire en sorte que les projets individuels aillent dans le sens d'une volonté de développer le territoire.

2. A quoi sert-elle ?

La stratégie de territoire repose sur **quatre éléments clés** :

➡ **La vision** : Il s'agit à partir de la connaissance du passé et de la perception du présent d'établir ce qu'on attend de l'avenir.

➡ **La temporalité** : comment chaque acteur coordonne ses actions en fonction du temps qu'elles prennent pour être initiées et comment les intégrer en fonction des échéances politiques locales, législatives et financières.

➡ **L'échelle de territoire** : A quelle échelle doit être appliquée la stratégie de territoire.

➡ **La cohérence** : Il s'agit de voir si les actions que l'on souhaite mettre en œuvre vont toutes dans le même but de développer le territoire.

Le besoin de mettre en place une stratégie de territoire correspond à la nécessité de répondre à ces quatre points clés et de voir comment vont s'intégrer dans le **temps** les actions cohérentes nécessaires pour mener le territoire vers une situation future que l'on juge plus



satisfaisante. La stratégie devra également déterminer **quels moyens** on souhaite se donner pour la réaliser.

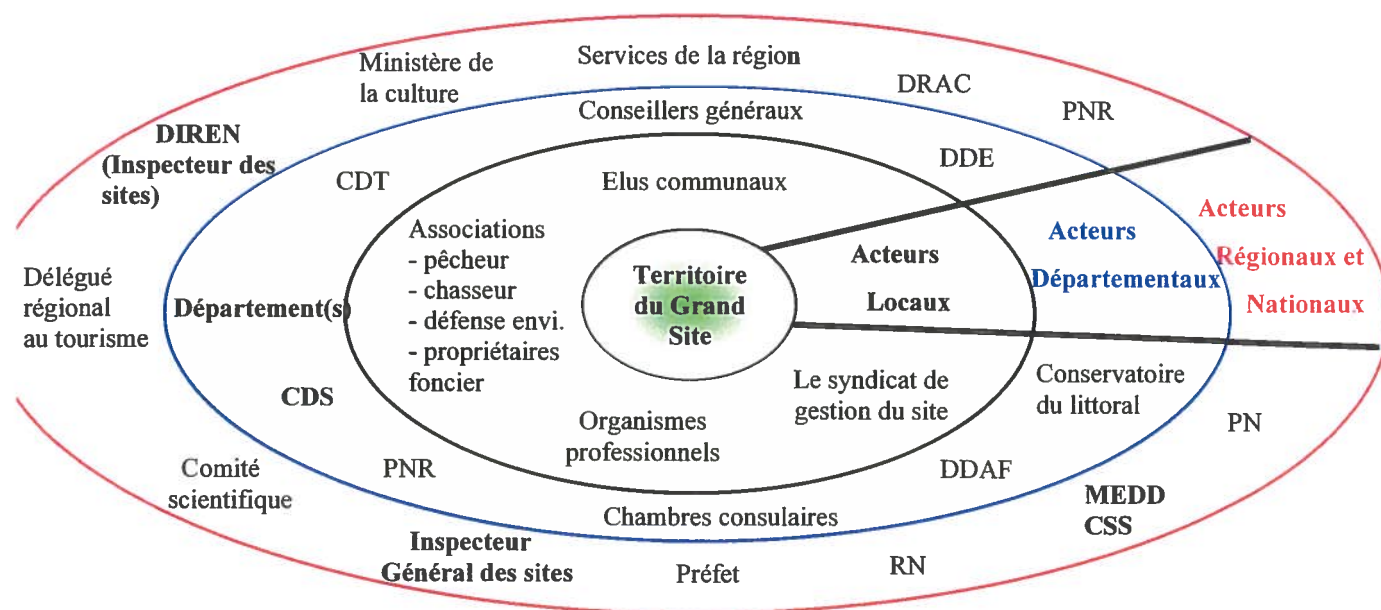
« Les idées ne sont rien sans stratégie et une stratégie n'a de sens que si l'on dispose d'une connaissance pertinente des seules ressources qui comptent à terme : les ressources humaines ²³ »

3. Le début d'une stratégie au regard de ces trois projets

a. Décision et détermination des principaux acteurs à consulter au regard des projets OGS - d'Ensemble et Patrimoine Mondial

Cela suppose d'identifier les personnes dites « **ressources** » des différents projets. Ces personnes ont été choisi de part leur implication directe et indirecte aux regard d'un ou des projets concernés comme l'indique le schéma présent.

- Schéma n° 7 : Les différents acteurs impliqués directement et indirectement dans les projets OGS – d'Ensemble



²³ Citation de Michel CROZIER in Crise de l'intelligence



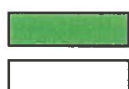
- Tableau n° 6 : Liste des différents sigles par groupes d'acteurs

Les Acteurs Locaux	Les Acteurs Départementaux	Les Acteurs Régionaux et Nationaux
	CDT = Comité Départemental du Tourisme	MEDD = Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
	DDAF = Direction Départemental de l'Agriculture et de la Forêt	CSS = Commission Supérieure des Sites
	DDE = Direction Départementale de l'Equipeement	DIREN = Direction Régionale de l'Environnement
		PN = Parc National
	PNR = Parc Naturel Régional	PNR = Parc Naturel Régional
	CDS = Commission Départementale des Sites	RN = Réserve Naturelle
		DRAC = Direction Régionale des affaires culturelles

Le tableau n° 7 résume l'ensemble des personnes qui auraient du être entretenues et qui ont été entretenues, ceux-ci avec leurs fonctions, leur coordonnée ainsi que la localité.

Il est important d'exposer ce tableau dans le corps de ce rapport pour permettre au lecteur de visualiser et de repérer rapidement les coordonnées de tel ou tel acteur.

- Tableau n° 7 : Les personnes ressources ayant été entretenues dans le cadre des projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial



Entretiens réalisés

Entretiens non réalisés

	NOM	FONCTION(S)	COORDONNEES	LOCALITE(S)
INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES				
1	BUIS	Directeur SIGARN	04 75 98 77 31	Saint-Remèze
2	BAFFIER	Equipe scientifique projet Chauvet	04 75 88 12 76	?
3	HUMEZ	Maire	04 75 98 78 36	Saint-Martin-d'Ardèche
4	PESCHIER	Maire – loueur de canoës	04 75 88 02 06	Vallon-Pont-d'Arc
5	TREMBLEY	Animateur "Pays Ardèche Méridionale"	04 75 38 08 03	Lalevade
6	PERRUSSET	Animateur "Pays Ardèche Méridionale"	04 75 39 28 67	Lalevade



7	LAVIE	Maire et Président du SIGARN	04 75 04 12 24	Saint-Remèze
8	BONIN	Maire – Conseillé général – Président CC de Joyeuse – Vice président du CG chargé de l'envi./agri.	06 84 82 48 95	Valgorge
9	BOURETZ	Directeur SAC	04 75 37 82 20	Vogüé
10	UGHETTO	Directeur de l'Aven d'Orgnac	04 75 38 65 10	Orgnac-l'Aven
11	ORCEL	Responsable service développement – Comité Départemental Tourisme	04 75 64 04 66	Privas
12	DIVOL	Conseillé général	04 75 88 42 47	Vallon-Pont-d'Arc
13	MANGEANT	Directeur CDT	04 75 64 04 66	Privas
14	MOUTON	CCI Ardèche	04 75 35 85 00	Privas
15	SOLIGNAC	Conseillé Régional R-A (PS)	04 72 59 40 00	Région
16	ARNOU	Conseillé Régional (Vert)	04 75 35 29 91	Aubenas
17	PECQUEUR	Professeur – spécialiste en Développement Local	?	Grenoble
18	UGHETTO	Maire d'Orgnac	?	Orgnac
19	ABERLENC	Professeur – Spécialiste de l'entomofaune au CIRAD	04 75 88 17 12	Montpellier / Vallon-Pont-d'Arc
20	BONETIN	Président du SAC	04 75 37 82 20	Vogüé
21	CERRE	Maire	04 75 88 02 64	Salavas
ASSOCIATIONS				
22	BOURDEAU	Président association loueurs de canoës Vallon-Pont-d'Arc	04 75 88 00 22	Vallon-Pont-d'Arc
23	PERRAYON	Administrateur FRAPNA Ardèche	04 75 93 41 45	St-Etienne de Fontbellon
24	CAMPING	L'AHCP		
25	ABERLENC	Membre FRAPNA Ardèche	04 75 88 17 12	Montpellier / Vallon-Pont-d'Arc
26	JACQUEMAR	Président FRAPNA Ardèche	04 75 93 41 45	St-Etienne de Fontbellon
27	?	RANDONNEE	?	
28	?	Centre Ornithologique Rhône-Alpes	04 75 35 55 90	St-Etienne de Fontbellon
29	ROULETTE	Président association propriétaires de la RN	04 90 25 43 18	St-Martin-d'Ardèche
30	PIVERT	Président de l'AGPA		Labastide-de-Virac
31	TASTEVIN	Président association Collectif 2000	04 75 98 70 27	Vallon-Pont-d'Arc
32	TOCINO	Président du comité départemental de spéléologie	04 75 38 65 10	Orgnac l'Aven
SERVICES TECHNIQUES DU DEPARTEMENT				
33	SAVATIER	DGA Développement	75 30	Privas



34	SANTOS	DGA Infrastructures et Transports	79 10	Privas
35	BREYSSE	Directeur de cabinet	77 01	Privas
36	ROUSSELLE	DGS	77 20	Privas
37	ROCHE	Directeur aménagement du territoire et environnement	75 47	Privas
38	SAUTIERE	Chef du service environnement	75 42	Privas
39	BOULLE	Service politiques territoriales (fonds européens)	75 31	Privas
40	BON	Directrice ERGC	97 42	Privas
41	BROSSAUD	Directeur affaires culturelles et patrimoine	79 30	Privas
42	CG du Gard	Conseillé général canton de Pont-St-Esprit	?	?
43	HACQUES	Chargé de mission UNESCO projet Chauvet	06 83 11 10 99	Grenoble
44	VIGNE	DGA Culture	97 72	Privas
45	AVEZARD	Chef du service Tourisme	75 28	Privas
45	DI RUSSO	Contrat Globaux de Développement	75 48	Privas
SERVICE DE L'ETAT ET MEDD				
47	DESARMAGNAT	Chef du bureau environnement - Préfecture de Privas	04 75 66 51 40	Privas
48	TODESCHINI	Secrétaire général sous-préfecture Largentière	?	Largentière
49	PILLIAS	MEDD - CSS	06 74 83 47 65	Paris
50	BRODOVITCH	CSS – inspecteur sites grand SE	01 40 81 92 57	Paris
51	CHENOT	Chargé de mission "sites et paysages" DIREN R-A	04 37 48 36 45	Lyon
52	BAFFIER	Conservatrice grotte Chauvet – DRAC et Equipe scientifique	04 75 88 12 76	?
53	GAUCHELIN	Inspectrice des sites – DIREN R-A	04 37 48 36 79	Lyon
54	MARTIN	Sous-préfecture de Largentière	04 75 89 90 90	Largentière
55	DEMULSANT	DDE (Responsable service urbanisme, aménagement et environnement)	04 75 65 50 30	Privas
56	MARTIN	Contrôleur de légalité Sous-Préfecture de Largentière	?	Largentière



Au total, ce sont plus **d'une trentaine de personnes « ressources »** qui ont été consultés au regard des projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial.

b. L'entretien qualitatif ciblé : avantages et inconvénients

Comment connaître le ressenti des acteurs du territoire au regard de ces trois projets ?

Il n'existe que peu de moyens, techniques, pour atteindre cet objectif :

- **L'enquête quantitative de type fermée** : celle-ci est souvent pratiquée par nos institutions ou par des grandes firmes sur de vastes échantillons de populations. Ceux-ci sont lourds financièrement et nécessitent temps et main d'œuvre. Nous n'opterons pas pour cette méthode d'investigation pour ces raisons.
- **L'enquête qualitative fermée** : Ici, la technique, a proprement parlé, est la même que celle vu précédemment, à savoir un questionnaire fermé. Cependant, l'échantillon est ici plus réduit, ciblé.
- **L'entretien qualitatif, semi directif, de type ouvert** : le principe de ce type d'entretien est clair : suivre une grille de questions préétablie en instaurant *un dialogue* entre le sondeur et l'interviewé.

Les questions sont les mêmes pour toutes les catégories d'interviewés. Ces questions sont ouvertes, invitent à la discussion et dure en moyenne entre quarante cinq et une heure et trente minutes. Les informations recueillies sont nombreuses et nous parvenons même à intéresser nos différents acteurs à notre travail.

Une relation de "**confiance**" permet d'avoir une approche beaucoup plus réfléchie et approfondie du sujet traité.

Au départ, nous avons choisi de procéder à une enquête avec des questions fermées pour un total de seulement 5 à 6 questions. Cela pour faciliter le traitement des résultats et, par la même, ce mode d'investigation aurait permis d'entretenir un nombre plus important d'acteurs : aux alentours d'une centaine. **Nous l'avons vu plus haut, ceux-ci sont nombreux et variables suivant les situations.**



En outre, notons que **le recueil** des informations tirées de nos entretiens, s'est fait suivant deux types de consultations : **physiquement** ou par **entretien téléphonique**. Les envois écrits ne nous ont pas intéressés. En effet, nous estimons que seul la présence, quelle soit visuelle ou vocale, peut inciter l'interlocuteur à énoncer réellement ses opinions.

Au bout de trois essais, le résultat fut **décevant**. Nous n'avions obtenu que très peu d'informations tandis que les questions fermées **n'incitent pas l'interlocuteur à développer ses opinions**. Aucune complicité ne se crée et notre consultation des acteurs du territoire menace de s'apparenter à une énième enquête statistique, banale dont les gens n'ont que faire.

Une telle opération ne débouchera, par conséquent, que sur des statistiques peu intéressantes au niveau qualitatif et, qui plus est, **peu valable quantitativement** puisque seul 10% de l'ensemble des acteurs du territoire, rentrant dans "le jeu" de ces trois projets, aurait été interviewé.

Dans ce cas, quelle représentativité pourrait-on obtenir ? D'autant que **le temps** et **les moyens** (financiers) nous empêche d'accroître la part des personnes consultées. L'enquête, même qualitative, ne trouve donc là aucune pertinence.

Pour ces raisons, nous décidons de choisir le mode de l'entretien qualitatif (ciblé), semi directif, de type ouvert

c. L'élaboration du questionnaire

- Questionnaire Projets OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche –
Projet d'Ensemble et UNESCO

A propos de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche (1993 – 1998)

⇒ *Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s)) ?*

1. *Connaissez vous l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? Quelle est sa finalité ?*
2. *Quel est selon vous le périmètre cohérent des gorges de l'Ardèche pour appliquer cette opération ? (l'Aven d'Ornac en fait-il parti ?)*



3. *Quels sont les points de blocages selon vous qui peuvent expliquer l'échec relatif de la première OGS (au vu des dépenses prévues se situant à hauteur de 22 MF, seul 13MF ont été dépensé et, de part la non réhabilitation de la Combe d'Arc qui fut pourtant jugée comme étant l'action prioritaire de la charte de 1993) ?*
4. *Avez vous le sentiment que cette opération se soit réalisée en concertation ? (absence de consensus, de projets fédérateurs)*
5. *Aujourd'hui, l'heure est à l'élaboration de la deuxième charte OGS ? Le saviez vous ? Quelles propositions seriez vous prêt à faire ?*
6. *Estimez vous que l'OGS est un projet important pour le territoire des gorges de l'Ardèche ? (notamment dans l'optique de l'attribution du label Grand Site de France)*

A propos du projet Chauvet (d'Ensemble : Combe d'Arc + ERGC) et UNESCO 2003

7. *Connaissez vous le projet Chauvet dit d'Ensemble ?*
8. *Le Département de l'Ardèche a pris la décision en 2003 de jumeler en un : les projets ERGC et réhabilitation de la Combe d'Arc pour former le projet dit "d'Ensemble". Qu'en pensez vous ?*
9. *Comment voyez vous la relation (en terme de projets) entre le projet Chauvet et l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Vous paraît-elle cohérente, confuse ?*
10. *Une DUP est en cours d'élaboration : vous semble t-elle justifiée ? (au regard du périmètre du projet d'ensemble et, notamment du choix du site de l'ERGC)*
11. *La possibilité de classer ce périmètre au patrimoine mondial vous paraît-elle cohérente ?*
12. *Avez vous le sentiment que le projet ce soit fait en concertation ?*
13. *Constatez vous un manque de relais chez les politiques (prise de décision sur ces projets) et la population ?*
14. *Comment voyez vous l'avenir du territoire des gorges de l'Ardèche à court, moyen et long terme au regard de ces différents projets ?*
15. *L'intercommunalité permet-elle selon vous d'avoir une approche plus solidaire du territoire ?*
16. *Pensez vous qu'un ou des sujets importants n'ont pas été abordés lors de cet entretien ?*



d. Le traitement des résultats²⁴

Une trentaine d'entretiens ont été menés. Chaque entretien fait l'objet d'une **fiche 1** : "acquisition des idées". L'objet n'est pas ici de faire un résumé de l'entretien mais au contraire **de retenir l'idée principale à chaque question**. Cette fiche est **nominative** car l'étude restera au sein du service « Développement » du Conseil Général de l'Ardèche.

Ensuite, chaque idée se voit attribué un numéro et on mentionne le nom, **sous une forme codée**, de la personne qui l'a émise entre parenthèse. C'est la **fiche 2** : "traitement des idées". Par ce moyen, **on peut ainsi repérer les idées qui reviennent le plus souvent**.

Exemple : Question 1 « Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? »

- 1. Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique (Buis, Dupont, Marchand...)*
- 2. Instaurer une zone de protection environnementale (Déprès, Michel...)*

Notons que **le même procédé** d'acquisition et de traitement des idées est appliqué pour l'ensemble des acteurs du territoire déterminés plus haut. De plus, **le questionnaire est le même pour tous**.

²⁴ Voir Annexe 3, *L'ensemble des résultats des 31 entretiens réalisés sur les projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial*.

- FICHE 1 Acquisition des idées – entretiens OGS / d'Ensemble / UNESCO

A propos de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche (1993 – 1998)

⇒ Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s)) ?

M. X Maître d'Assemblée Générale de U

1. Connaissiez vous l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? Quelle est sa finalité ?

« Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique »

2. Quel est selon vous le périmètre cohérent des gorges de l'Ardèche pour appliquer cette opération ? (l'Aven d'Orgnac en fait-il parti ?)

« Les communes de part leur localisation géographique délimitent presque naturellement le périmètre de l'OGS »

3. Quels sont les points de blocages selon vous qui peuvent expliquer l'échec relatif de la première OGS (au vu des dépenses prévues se situant à hauteur de 22 MF, seul 13MF ont été dépensé et, de part la non réhabilitation de la Combe d'Arc qui fut pourtant jugée comme étant l'action prioritaire de la charte de 1993) ?

« Une non appropriation du projet par les locaux »

4. Avez vous le sentiment que cette opération se soit réalisée en concertation ? (absence de consensus, de projets fédérateurs)

« Oui mais ça n'a pas été suffisant, nous n'avons pas fait les bons choix du fait d'un système trop nébuleux »

Etc.

- FICHE 2 Traitement des idées entretiens OGS – d'Ensemble / UNESCO

Les noms entre parenthèse désignent les idées principales des personnes entretenues ; En rouge dans la colonne de droite est mentionné le total, par question, du nombre de personne ayant exprimé la même idée

A propos de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche (1993 – 1998)

⇒ Connaissance du sondé (Nom, prénom, fonction(s), mission(s)) ?

| Voir fiche acteurs et planning prévisionnel |

⇒ Acteur ayant refusé de s'exprimer : Brodovitch

5. Connaissiez vous l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche ? Qu'est-ce qu'une OGS selon vous ? Quelle est sa finalité ?	
1. Oui (Breyssse, Boule, Buis, Divol, Peschier, Lavie, Bonin, Buis, Demulsant, Martin, Hacques, Arnou, Roche, Desarmagnat, Arsac, Ughetto maire, Ughetto site, Di Russo, Savatier, Jacquemart, Sautière,	21
2. Etablir une démarche transversale de mise en valeur de ce site et non pas sectorielle (Boule, Breyssse, Humez, Divol, Lavie, Bonin, Hacques, Arnou, Roche, Peschier, Desarmagnat, Arsac, Ughetto site, Santos,	14
3. Une appropriation par les locaux (Breyssse,	1
4. Faire concilier la préservation du patrimoine naturel avec la fréquentation touristique (Buis, Demulsant, Bonin, Arnou, Desarmagnat, Bourdeau,	6
5. Instaurer une zone de protection environnementale de qualité (Humez,	1
6. Ne sais pas (Perrayon, Tremblay, Perrusset, Humez, Aberfenc, Roche, Avezard,	7
7. J'en ai une connaissance très informelle (Humez, Demulsant,	2
8. C'est l'aménagement du site du Pont-d'Arc (Martin,	1
9. C'est une grosse interrogation pour moi : j'espère qu'on va limiter les dégâts sans les augmenter (Aberfenc, Roche,	2
10. C'est voir avant tout comment fonctionne un site (Hacques,	1
11. C'est également une tentative de faire rejoindre des intérêts particuliers et l'intérêt général (Hacques,	1
12. C'est le "serpent de mer" qui revient régulièrement... (Arnou,	1
13. On l'a sent au dessus de nos têtes mais sans la connaître, des trucs réglés dans les bureaux... (Tremblay, Perrusset,	2
14. J'aimerais bien qu'on nous le dise car il y a de grandes ambitions derrière... (Roche,	1
15. L'Etat a joué petit bras en laissant certes les CT expérimenter mais sans les aider (Roche,	1
16. Eviter que des sites emblématiques se dégradent sans figer le territoire (Roche, Desarmagnat, Sautière,	3
17. C'est maintenir le fond de commerce tout en évitant de manger son capital (Roche,	1
18. Améliorer l'existant dans un grand site tout en le valorisant (Peschier,	1

Etc.



2. Présentation synthétique des points de blocage et des éléments de solution des projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial

Au vu des résultats concernant le discours des acteurs du territoire et suivant mon interprétation personnelle, nous pouvons relever 4 types de points de blocage relatifs à l'ensemble des trois projets. Ceux-ci sont :

- ② Des points de blocage **administratifs**,
- ② **Techniques**,
- ② **Institutionnels**,
- ② **Socioéconomiques**.

a. Les points de blocage et les éléments de solution concernant l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche

1. Les points de blocage

- **Tableau n° 8 : Points de blocage OGS**



Blocages administratifs

- . Identification du MOA et du gestionnaire,
- . **Problème de statut du gestionnaire potentiel** : le Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche,



Blocages techniques

- . Problème sur la connaissance même de ce qu'est une démarche de type OGS,
- . **Quel périmètre** pour l'OGS 2ème phase ?,
- . **Absence de maîtrise / réserves foncières** au niveau départemental et local,
- . Manque de vision globale du territoire,
- . Faible organisation/moyens envers le projet : Absence d'un chargé de mission - Réunions au coup par coup,



Blocages institutionnels

- . **Faiblesse du portage politique**, le Département n'est pas unis sur la question : - Personne charismatique - Courage politique au niveau local et départemental - Doubles discours sur les projets - Faible relais sur les projets (TAD) - Manque d'appropriation des élus sur les projets,
- . Problème de **concertation / consultation / médiation / information** envers la population : *de quoi parle-t-on ?*,
- . Faible collaboration entre le Département et les autres collectivités (SGGA, Pays Ardèche Méridionale, Etat, Région et communauté),
- . Manque de coopération intercommunale,

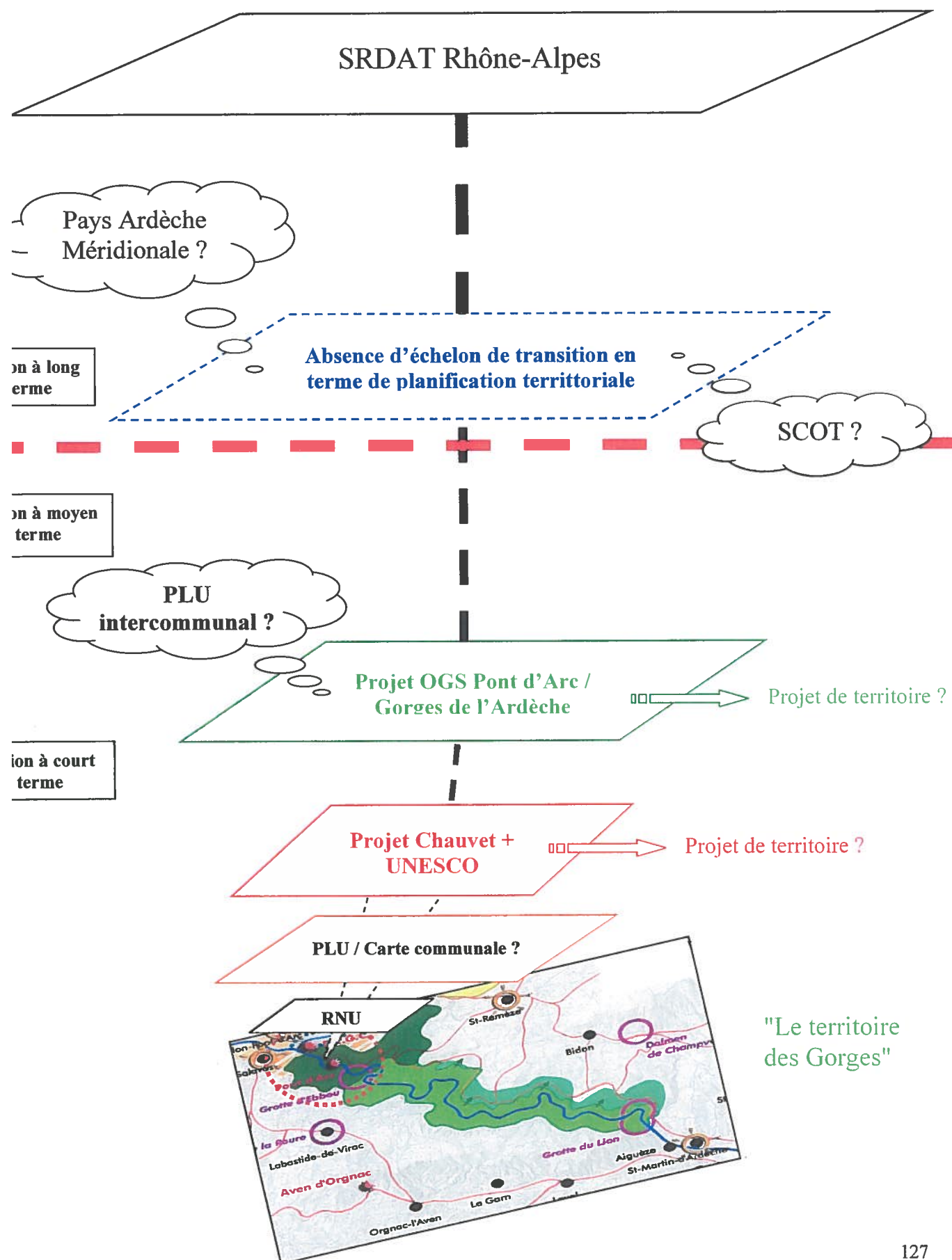


Blocages socioéconomiques

- . Problème de priorité en terme de consensus sur les opérations réalisées dans le cadre de la 1ère phase OGS,
- . Un **partenariat financier incertain** entre Département – communes – Région et l'Europe,
- . Conflits d'intérêts/jeu d'influence sur qui voulait diriger l'OGS phase 1,
- . **Pression des acteurs économiques** sur les élus souvent seuls,
- . Des acteurs motivés qui ne **comprennent pas la position du Département** à l'égard de l'OGS,



- Schéma n° 8 : Déclinaison actuelle des orientations du territoire des gorges de l'Ardèche à court, moyen et long terme à travers les documents d'urbanisme depuis l'échelon régional





Carte n° 19 : Etat d'avancement des documents d'urbanisme en Ardèche

Document	Etude_en_cours	Nombre
PLU	Révision	78
POS	Modification	11
PLU	Elaboration	24
PLU	Révision d'urgence	3
POS	Révision d'urgence	9
PLU	Annulation	1
PLU	Modification	1
Document approuvé		1
POS		146
PLU		13
MARNU		21
CC		14

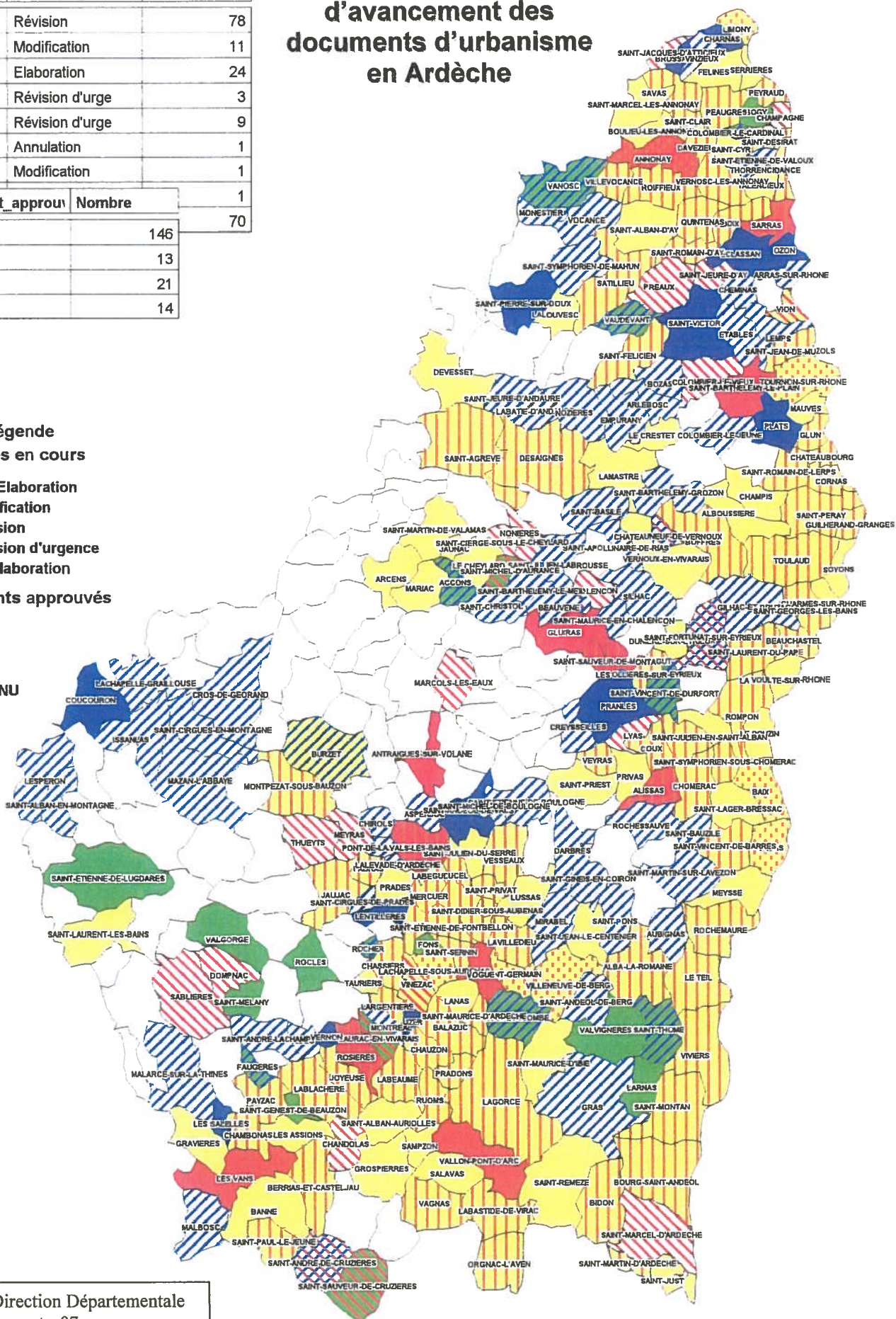
Légende

Etudes en cours

- PLU Elaboration
- Modification
- Révision
- Révision d'urgence
- CC Elaboration

Documents approuvés

- PLU
- POS
- CC
- MARNU





2. Les éléments de solution

- Tableau n° 9 : Eléments de solution OGS



Eléments de solution

> Concernant l'aspect administratif

- **MOA multiple** et SGGa gestionnaire,
- SGGa en **Syndicat Mixte**,
- Création d'un GIP,

> Concernant l'aspect technique

- Quelle **ambition** veut-on donner à cette opération ? Une simple requalification paysagère ou un **projet de territoire** ?
- **Périmètre** : Site Classé, RN, Village du plateau, Orgnac (Vallée de l'Ibie, Païolive ?),
- **Documents d'orientations stratégiques** type SCOT ? PLU intercommunal, PLU ? Carte communale ? **Veille foncière** ? EPFL ? User du **droit de préemption** au niveau communal et au titre des ENS : **a-t-on une réelle volonté** ? ZAD ?,
- Embauche d'un chargé de mission OGS, réunions plus fréquentes... bref volonté réelle ?

> Concernant l'aspect Institutionnels

- **Implication plus forte du Président**,
- Accentuer la **communication** envers les élus (réunions publiques ; Groupes de travail...) ainsi que leur participation autour des projets depuis le Département et localement,
- Donner un relais à l'étude TAD chez les conseillers généraux,
- Explication des termes : « *l'information ne suffit pas pour être qualifiée de processus participatif...* »,
- **Mise en réseau des acteurs**, des données et **cohérence entre les outils et orientations** des institutionnels (Charte...),
- **Création d'une Communauté** de communes autour de Vallon : Le Préfet peut impulser une cohésion intercommunale,

> Concernant l'aspect socioéconomiques

- Accentuer la sensibilisation et la collaboration des différents partenaires : passage d'une logique de « consommateur » à une logique « d'acteurs » sur les projets,
- Le Préfet est garant du respect de la loi et de la cohésion intercommunale,
- **Le Département doit-il inciter la démarche** ? En prenant garde de ne pas tomber dans une « logique de guichet »,



b. Les points de blocage et les éléments de solution du projet « d'Ensemble »

1. Les points de blocage

- Tableau n° 10 : Points de blocage projet « d'Ensemble »



Blocages administratifs

1. Absence de « **stratégie foncière** » du Département : Quels moyens a-t-on mis en œuvre pour trouver des accords amiables ? Doit-on simplement suivre les procédures en cours ?,
2. **Etat opposé à la construction du parking**, sur le site de la Mathe, situé en zone inondable,
3. Insuffisance de l'équipe projet « d'Ensemble » en terme d'**association du personnel compétent** au sein des services techniques du Département, mais insuffisances également de temps et de moyens mis à disposition de ces personnes,



Blocages techniques

1. Faible « **Culture du projet** » ou travail en équipe : Collaboration faible entre services techniques du Conseil Général - Problème de clarification des compétences entre services - Faible collaboration avec les autres collectivités (SGGA, Pays Ardèche Méridionale, Etat...),
2. **Absence de maîtrise/réserves foncières** (monnaie d'échange) du département,
3. Manque d'une vision globale du territoire,
4. Problème de **lisibilité / confusion / cohérence** sur le projet (« impression de découpage ») : La réhabilitation de la Combe d'Arc est dans l'OGS ou dans le projet d'Ensemble ? Le projet d'Ensemble sera dans l'OGS ?,
5. La **justification du choix du site** de l'ERGC : de part un parking ? Et indirectement de la DUP ?,
6. L'étude des **impacts/retombées socioéconomiques** du projet sur l'Ardèche Méridionale a-t-elle été réalisée ? **Les conditions d'accueil** du projet ont-elles été établies ?,
7. Problème des impacts environnementaux (faune et flore) et culturels (vestiges préhistoriques) sur le choix du site de l'ERGC,
8. Toutes les variantes du projet ont-elles été étudiées ?,
9. Le **Risque naturel** avec l'inondabilité du site de l'ERGC,
10. La ZAD : interrogation des locaux ?,



Blocages institutionnels

1. Faible collaboration entre le Département et les autres collectivités (SGGA, Région, Pays...),
2. Faiblesse du portage politique,
3. Manque de **concertation/consultation** envers les acteurs du territoire,
4. Manque de coopération intercommunale,



Blocages socioéconomiques

1. Crainte d'un effet de « **vampirisation** » du projet d'Ensemble sur les autres sites,
2. Un **développement local « Vallonais... »**,
3. Une population perplexe à l'égard de la faisabilité du projet (échecs successifs...),
4. Une **impatience « latente »** qui pourrait sanctionner l'exécutif en cas de dégradation du tourisme sur le secteur,
5. **Crainte** d'une augmentation des disparités à l'intérieur du territoire des gorges (communes riches/communes pauvres),
6. **Partenariat financier incertain** entre Département – communes – Région et l'Europe, (*Idem OGS*)



2. Les éléments de solution

- Tableau n° 11 : *Eléments de solution du projet d'Ensemble*



Eléments de solution

> *Concernant l'aspect administratif*

- Dégager un « **Plan d'action de la maîtrise foncière** » au sein du projet d'Ensemble (personne spécialisée sur cet aspect / audit d'un bureau d'étude...),
- Officialiser une réelle équipe projet « d'Ensemble » **transversale, pluridisciplinaire** ayant du **temps de travail** et des **moyens** à consacrer au projet,

> *Concernant l'aspect technique*

- Association des principaux services concernés : « Développement » – « Infrastructures » – « Culture »,
- Accentuer la **pluridisciplinarité des approches**, des personnes des services techniques du Département ayant compétence sur le projet,
- Organiser des **réunions de travail entre collectivités** et mise en cohérence des outils/études en cours (Objectifs, stratégie, moyens... Charte),
- Se constituer un « **portefeuille foncier** », **documents d'urbanisme...** (*idem* outils OGS),
- **Clarifier la position du Département** à l'égard des projets pour éviter des **confusions, l'amalgame**,
- Développer un **autre argumentaire/justification à l'égard du choix du site de l'ERGC** : en réalisant une étude fine des retombées économiques et sociales du projet d'Ensemble sur l'Ardèche Méridionale,
- L'enjeu d'un tourisme de qualité est à développer,
- **Mettre en réseau** l'offre/acteurs touristiques des gorges,
- A-t-on d'autres sites potentiels, en cas d'échec, pour accueillir l'ERGC ? (**capacité de se retourner**),

> *Concernant l'aspect institutionnel*

- (*idem* solutions OGS),

> *Concernant l'aspect socioéconomique*

- Nécessité de réaliser l'**étude d'impact/retombées économiques et sociales du projet « d'Ensemble »**,
- Etablir un bilan général du projet d'Ensemble et voir si les orientations actuelles ne sont pas bloquées,
- **Idem** : Nécessité de l'étude d'**impact/retombées économiques et sociales du projet « d'Ensemble »**,



c. Les points de blocage et les éléments de solution du projet Patrimoine Mondial

1. Les points de blocage

- Tableau n° 12 et n° 13 : Points de blocage et éléments de solution du projet UNESCO



Blocages administratifs

1. Le changement ou la **réorientation stratégique** de la Convention du patrimoine mondial,



Blocages techniques

1. **Quel périmètre ?** La stratégie de faire une demande de classement au niveau du périmètre du projet d'Ensemble n'est-elle pas trop restreinte ?, (*Idem OGS*)
2. **L'achèvement de l'OGS doit-elle être un préalable** à la demande d'inscription sur la liste indicative du patrimoine mondial ?
3. La zone tampon ?,
4. La question du suivi ?



Blocages institutionnels

1. La question du **portage politique** ? : Une personne charismatique mais à quel niveau ? (départemental, régional ou national ?) Et au niveau des élus locaux ?, (*Idem OGS et d'Ensemble*)



Blocages socioéconomiques

1. Le consensus au niveau des populations locales ?,
2. Crainte d'un « **effet de vampirisation** » du projet d'Ensemble sur les autres sites, (*Idem d'Ensemble*),
3. Crainte d'une **augmentation des disparités** à l'intérieur du territoire des gorges (communes riches/communes pauvres),

2. Les éléments de solution



Eléments de solution

➤ **Concernant l'aspect administratif**

- A-t-on pris réellement en compte cette donnée ? La question du **temps** ?,

➤ **Concernant l'aspect technique**

- Une grande majorité des personnes entretenues estime que ce **périmètre ne serait pas assez large**... Exemple du classement de La Loire,
- L'homogénéité d'un site naturel, « *en terme d'éléments connexes et interdépendants dans leur rapport naturels* », doit être prise en compte : **critère** de la Convention du patrimoine mondial (art. 43),
- Les critères exigés aussi bien par la procédure UNESCO que par la démarche OGS **sont très proches**... Exemple de la zone tampon, la question du suivi...

➤ **Concernant l'aspect institutionnel**

- C'est une **exigence/critère** au titre de la Convention et en terme de réussite du projet,

➤ **Concernant l'aspect socioéconomique**










- Consensus local est une **exigence/critère** de la Convention,
- « *Idem* » : nécessité de l'étude d'impact/retombées économiques et sociales du projet « d'Ensemble »,



d. Tableau n° 14 : Synthèse des différents points de blocage et des éléments de solution des projets OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche – d'Ensemble – Patrimoine Mondial

[Voir page suivante le tableau n° 14]

- Tableau n° 14: Synthèse des différents points de blocage et

Projet OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche		Projet d'E
<p> Blocages administratifs</p> <p>Identification du MOA et du gestionnaire, Problème de statut du gestionnaire potentiel: Syndicat de Gestion des Gorges de l'Ardèche,</p>	<p> Éléments de solution</p> <p>- MOA multiple et SGGA gestionnaire. - SGGA en Syndicat Mixte. - Création d'un GIP.</p>	<p> Blocages administratifs</p> <p>1. Absence de «stratégie foncière» du Département: <ul style="list-style-type: none"> Quels moyens a-t-on mis en œuvre pour trouver des accords amiables?, Doit-on simplement suivre les procédures en cours?, </p> <p>2. Etat opposé à la construction du parking, sur le site de la Mathe, situé en zone inondable,</p> <p>3. Insuffisance de l'équipe projet «d'Ensemble» en terme d'association du personnel compétent au sein des services techniques du Département, de temps et de moyens mis à disposition de ces personnes,</p>
<p> Blocages techniques</p> <p>Problème sur la connaissance même de ce 'est une démarche de type OGS, Quel périmètre pour l'OGS 2^{ème} phase?, Absence de maîtrise / réserves foncières au eau départemental et local. Manque de vision globale du territoire. Faible organisation/moyens envers le projet:</p> <ul style="list-style-type: none"> Absence d'un chargé de mission Réunions au coup par coup. 	<p>- Quelle ambition veut-on donner à cette opération? Une simple requalification paysagère ou un projet de territoire?, - Site Classé, RN. Village du plateau. Orgnac (Vallée de l'Ibie, Païolive?). - Documents d'orientations stratégiques type SCOT? PLU intercommunal. PLU? Carte communale? Veille foncière? EPFL? User du droit de préemption au niveau communal et au titre des ENS: a-t-on une réelle volonté? ZAD?, - Embauche d'un chargé de mission OGS. réunions plus fréquentes... bref volonté réelle?,</p>	<p> Blocages techniques</p> <p>1. Faible «Culture du projet» ou travail en équipe: <ul style="list-style-type: none"> Collaboration faible entre services techniques du Conseil Général, Problème de clarification des compétences entre services, Faible collaboration avec les autres collectivités (SGGA, Pays Ardèche Méridionale, Etat...), </p> <p>2. Absence de maîtrise/réserves foncières (monnaie d'échange) du département.</p> <p>3. Manque d'une vision globale du territoire.</p> <p>4. Problème de lisibilité/confusion sur le projet(impression de découpage) : <ul style="list-style-type: none"> La réhabilitation de la Combe d'Arc est dans l'OGS ou dans le projet d'Ensemble?, Le projet d'Ensemble sera dans l'OGS?, </p> <p>5. La justification du choix du site de l'ERGC: de part un parking? Et indirectement de la DUP?,</p> <p>6. L'étude des impacts/retombées socioéconomiques du projet sur l'Ardèche Méridionale a-t-elle été réalisée? Les conditions d'accueil du projet ont-elles été établies?,</p> <p>7. Problème des impacts environnementaux (faune et flore) et culturels (vestiges préhistoriques) sur le choix du site de l'ERGC,</p> <p>8. Toutes les variantes du projet ont-elles été étudiées?,</p> <p>9. Le Risque naturel avec l'inondabilité du site de l'ERGC,</p> <p>10. La ZAD: interrogation des locaux?,</p>
<p> Blocages institutionnels</p> <p>Faiblesse du portage politique, le département n'est pas unis sur la question:</p> <ul style="list-style-type: none"> Personne charismatique Courage politique au niveau local et départemental Doubles discours sur les projets Faible relais sur les projets (TAD) Manque d'appropriation des élus sur les projets. <p>Problème de concertation / consultation / éducation / information envers la population: 'quoi parle-t-on?, Faible collaboration entre le Département et s autres collectivités(SGGA, Pays Ardèche éridionale, Etat, Région et Communauté), Manque de coopération intercommunale.</p>	<p>- Implication plus forte du Président, - Accentuer la communication envers les élus (réunions publiques; Groupes de travail...) ainsi que leur participation autour des projets depuis le Département et localement. - Donner un relais à l'étude TAD de la part des conseillers généraux.</p> <p>- Explication des termes: l'information ne suffit pas pour être qualifiée de processus participatif.... - Mise en réseau des acteurs, des données et cohérence entre les outils et orientations des institutionnels (Charte...), - Création d'une Communauté de communes autour de Vallon: Le Préfet peut impulser une cohésion intercommunale.</p>	<p> Blocages institutionnels</p> <p>1. Faible collaboration entre le Département et les autres collectivités (SGGA, Région, Pays...),</p> <p>2. Faiblesse du portage politique (idem OGS),</p> <p>3. Manque de concertation/consultation envers les acteurs du territoire.</p> <p>4. Manque de coopération intercommunale.</p>
<p> Blocages socioéconomiques</p> <p>Problème de priorité en terme de consensus r les opérations réalisées dans le cadre de la 1^{ère} phase OGS, Faible partenariat financier entre Département communes – Région et l'Europe. Conflits d'intérêts/jeu d'influence sur qui ouldrait diriger l'OGS phase 1, Pression des acteurs économiques sur les élus uvent seuls, Des acteurs motivés qui ne comprennent pas position du Département à l'égard de l'OGS,</p>	<p>- Accentuer la sensibilisation et la collaboration des différents partenaires: passage d'une logique de consommation à une logique d'acteurs.</p> <p>- Le Préfet est garant du respect de la loi et de la cohésion intercommunale.</p> <p>- Le Département doit-il inciter la démarche? En prenant garde de ne pas tomber dans une «logique de guichet»,</p>	<p> Blocages socioéconomiques</p> <p>1. Crainte d'un effet de vampirisation du projet d'Ensemble sur les autres sites.</p> <p>2. Un développement local « Vallonnais...»,</p> <p>3. Une population perplexe à l'égard de la faisabilité du proje (échecs successifs...),</p> <p>4. Une impatience «latente» qui pourrait sanctionner l'exécutif en cas de dégradation du tourisme sur le secteur,</p> <p>5. Crainte d'une augmentation des disparités à l'intérieur du territoire des gorges (communes riches/communes pauvres).</p> <p>6. Faible partenariat financier entre Département – commune – Région et l'Europe.</p>



Conclusion du stage

Le territoire des gorges de l'Ardèche recèle de nombreuses richesses lui valant le qualificatif « d'espace à enjeu régional » selon le SRADT¹. Ce territoire, d'une grande richesse patrimoniale, se voit actuellement soumis à deux phénomènes que sont :

- ➡ Une situation de **surfréquentation**, **durant la période estivale**, similaire à d'autres Grands Sites comme Les gorges du Verdon ou encore Les gorges du Tarn. Ce phénomène, à terme, nuit à l'image et à l'intégrité physique du site.
- ➡ Une situation **virtuelle** de développement, au sens de « levier », que constituerait la réalisation des projets ERGC et labellisation au Patrimoine Mondial de l'humanité de la grotte et de son ensemble naturel.

La première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche, réalisée entre 1990 et 1998, avait bien essayé de réguler la fréquentation touristique sur cet espace. Cependant, malgré l'élaboration d'une « charte OGS » par les différentes communes concernées, il n'a pas été possible de réaliser l'ensemble des mesures de réhabilitation prévues pour différentes raisons que nous avons pu évoquées dans ce rapport.

A cette époque, la stratégie du département de l'Ardèche fut de se positionner en dehors du comité décisionnel du Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche (SIVA) alors gestionnaire et maître d'ouvrage de l'OGS. *Aujourd'hui, est-il de son devoir d'impulser cette démarche ou doit-il attendre un geste/réaction du niveau local ? La réponse ne doit-elle pas venir également de la volonté des élus locaux de proposer des solutions techniques et financières, fédératrices et cohérentes ? En n'oubliant pas que ceux-ci ne détiennent pas toutes les clés !*

Tel est le débat relatif au développement local et à la position que doit adopter le Département de l'Ardèche à savoir :

- ☞ Laisser se pérenniser une situation de dégradation manifeste d'un site majeur reconnu nationalement, voir mondialement, et contribuant de manière importante à l'économie locale,
- ☞ Ou intervenir en impulsant une dynamique mais sous quelle forme et suivant quels moyens ?

¹ Schéma Régional d'Aménagement du Territoire.



Concernant la « situation virtuelle de développement » au regard des projets ERGC et labellisation au Patrimoine Mondial de l'humanité, plusieurs éléments sont à prendre en compte par rapport à la position du Département sur ces projets :

- ➡ Tout d'abord ce rapport de stage doit s'inscrire dans la continuité d'une consolidation de la stratégie actuelle du Département de l'Ardèche. En effet, ce travail peut se concevoir comme étant un début d'évaluation d'un ensemble d'actions réalisées depuis près de 10 ans sur le projet ERGC qui, nous l'avons vu, a fortement évolué tant sur sa conception que dans sa mise en œuvre.
- ➡ Ce commencement d'évaluation, par une reconstitution chronologique des événements faisant partie intégrante du projet, devrait permettre d'éviter les erreurs du passé.
- ➡ C'est également le début d'un dialogue « retrouver » entre le Département et les principaux acteurs du territoire/des projets. Les entretiens effectués au cours de ce stage ont permis de soulever différents points de blocage qui seront à prendre en compte pour la réussite à terme de ces projets.

C'est dans cette optique que le Département de l'Ardèche et moi même avons souhaité poursuivre notre collaboration. La nécessité d'activer le processus de relance de la deuxième phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche apparaît essentielle notamment au regard de la réussite d'une demande d'inscription sur la liste indicative du Patrimoine Mondial de l'humanité. Les liens entre ces deux opérations s'affirment de plus en plus comme étant incontournables.

Mon acceptation au Mastère « Développement local et aménagement des territoires » de l'ENGREF² à Clermont-Ferrand a conditionné ma demande de poursuivre ce travail. Reste à définir maintenant quelle sera ma mission au regard de l'OGS.

² Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts.

- TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....p 1
SOMMAIRE GENERAL.....p 2
MISSION DU STAGEp 4

I. Diagnostic territorial de l'Ardèche Méridionale p 7

1. Présentation géographique du territoire d'étude p 7
a. Localisation géographique de la zone d'étude p 7
b. Le positionnement du territoire p 8
i. A l'échelle de l'Europe p 8
ii. A l'échelle nationale..... p 9
iii. A l'échelle interrégionale p 10
iv. A l'échelle intrarégionale : le Sud de l'Ardèche (dit "Ardèche Méridionale") ... p 12
2. Analyse socioéconomique et patrimoniale de l'Ardèche Méridionale p 14
a. La structuration administrative du territoire p 14
b. Les grandes tendances du tissu économique et social sur le territoire de l'Ardèche Méridionale..... p 16
c. Le patrimoine culturel et naturel Sud Ardéchois p 19
i. Le patrimoine culturel p 19
ii. Le patrimoine naturel p 20

II. L'enjeu environnemental et la décision de mettre en place une démarche de type OGS [Première étape pour une meilleure compréhension de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche] p 25

1. Les gorges de l'Ardèche : un patrimoine exceptionnel soumis à un tourisme saisonnier de masse..... p 25
a. La qualité et la valeur exceptionnelle du site des gorges de l'Ardèche p 25
b. Les protections juridiques existantes..... p 30
c. La fréquentation touristique actuelle p 34
i. Circulation, activités touristiques et sportives sur le territoire des gorges p 34
ii. Les conséquences ou impacts naturelles et anthropiques sur le milieu p 39
2. Définition et rappel de la première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche..... p 48
a. Qu'est-ce que la politique Grand Site ? p 48
1. Présentation de la démarche..... p 49
2. Les objectifs de cette politique et les conditions d'éligibilité p 49
3. La programmation d'une OGS..... p 50
b. Un enjeu : la labellisation Grand Site de France p 53
1. Les conditions et objectifs de la labellisation..... p 53
2. Qui est labellisable ? p 54
3. Qui est labellisé ?..... p 54
4. Le réseau des Grands Sites de France p 55
c. Le développement durable et l'OGS..... p 60
i. Les principales composantes du développement durable..... p 61
ii. Les relations qui unissent ces composantes p 61
iii. Les principes du développement durable p 62
d. Bilan de la première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche p 64
i. La charte de 1993 : les engagements prévus p 64
ii. Le bilan de la charte signée en 1993 p 71
iii. L'état actuel de l'OGS p 72

III. L'enjeu culturel, à travers la découverte de la grotte Chauvet, et ses conséquences sur l'OGS [Deuxième étape pour une meilleure compréhension de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche]..... p 76

1. Les conséquences de la découverte sur l'OGS p 76
 - a. La fabuleuse découverte... p 76
 - b. 1996 : convention Etat / Département de l'Ardèche p 78
 - c. Les rapports OGS / Projet d'ERGC entre 1993 et 1999 p 79
 1. 1993 – 1998 : l'échec de la réhabilitation de la Combe d'Arc dans le cadre de l'OGS..... p 80
 2. 1998 – 2000 : les derniers soubresauts de la réhabilitation de la Combe d'Arc dans le cadre de l'OGS..... p 81
2. L'ERGC ou une stratégie évolutive p 86
 - a. 1995 – 2003 : du projet d'ERGC au projet dit « d'Ensemble »..... p 86
 1. 1995 – 1999 : la décision de réaliser un ERGC..... p 86
 2. 2000 – 2002 : une période de transition p 88
 - b. 2002 – 2004 : l'affirmation du projet « d'Ensemble »..... p 92
 1. Les raisons de l'association des deux projets p 92
 2. Le projet « d'ensemble » p 93
 - a. Localisation et périmètre du projet p 93
 - b. Les objectifs du projet ERGC..... p 96
 - c. Les objectifs du projet de réhabilitation de la Combe d'Arc..... p 100
 - d. Les autres investissements départementaux liés au projet « d'Ensemble » p 103
 3. Les actions en cours ou les moyens pour y parvenir..... p 105
 - a. La Déclaration d'Utilité Publique du projet « d'Ensemble » p 105
 - b. Le mode de gestion du projet p 106
 - c. La mise en place du financement..... p 107
3. Le projet Patrimoine Mondial..... p 108
 - a. Sur quel titre se positionner ? p 108
 - b. Les aspects du dossier à traiter en priorité p 110
 - c. Des objectifs à prévoir p 112

IV. Quelle stratégie à adopter au regard de ces différents projets ?p 113

1. Présentation de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche..... p 113
 - a. La situation actuelle au regard des trois projets p 113
 - b. Quelle stratégie adopter pour éclairer la position du Département au vu de la problématique actuelle ? p 116
 1. Qu'est-ce qu'une stratégie ?..... p 116
 2. A quoi sert-elle ? p 116
 3. Le début d'une stratégie au regard de ces trois projets p 117
 - a. Décision et détermination des principaux acteurs à consulter au regard des projets OGS - d'Ensemble et Patrimoine Mondial..... p 117
 - b. L'entretien qualitatif ciblé : avantages et inconvénients p 121
 - c. L'élaboration du questionnaire..... p 122
 - d. Le traitement des résultats..... p 124
2. Présentation synthétique des points de blocage et des éléments de solution des projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial p 126
 - a. Les points de blocage et les éléments de solution concernant l'OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche p 126
 1. Les points de blocage p 126
 2. Les éléments de solution p 129
 - b. Les points de blocage et les éléments de solution du projet « d'Ensemble » p 130
 1. Les points de blocage p 130
 2. Les éléments de solution p 131
 - c. Les points de blocage et les éléments de solution du projet Patrimoine Mondial p 132
 1. Les points de blocage p 132
 2. Les éléments de solution p 132

d. Tableau synthétique des différents points de blocage et des éléments de solution des projets OGS du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche – d'Ensemble – Patrimoine Mondial.....	p 133
---	-------

CONCLUSION	p 134
TABLE DES MATIERES	p 136
BIBLIOGRAPHIE.....	p 139
TABLE DES ILLUSTRATIONS	p 142
TABLE DES SIGLES.....	p 145

- BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ✦ ANDRE P., CLAUDE E. DELISLE et J.-P. REVERET, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, Presses internationales polytechnique, 2003.
- ✦ BRODHAG et DUCROUX, *Articuler le jeu des acteurs autrement ; Les nouveaux utopistes du développement durable*, Autrement, Paris, 2002.
- ✦ DOMON G., M. GARIEPY et P. JACOBS, *Développement viable en milieu urbain : vers une stratégie de gestion des interventions*, Plan Canada, Janvier 1992.
- ✦ GREFFE X., *Le développement local*, Edition de l'Aube DATAR, Collection : bibliothèque des territoires, 2002, 200 p.
- ✦ LOIGNERET G. et NEMERY J.-C., *Construire la dynamique des territoires*, Edition l'Harmattan, 1997, 287 p.
- ✦ MERLIN et CHOAY, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement (3^e édition)*, Presses universitaires de France, Paris, 2000.
- ✦ MERMET Laurent, *Stratégies pour la gestion de l'environnement : la nature comme jeu de société ?*, L'Harmattan, s.l., 1992, 201 p.
- ✦ PECQUEUR B., *Le développement local*, 2^{ème} édition, Edition Syros, Alternatives Economiques, 2000, 130 p.
- ✦ ROHMER B. et WILLERVAL B., *Le Petit Larousse illustré*, Larousse, Paris, 1988.
- ✦ TESSIER R. et Jean-Guy VAILLANCOURT, Chapitre 3 de Pierre HAMEL, *La recherche sociale en environnement*, Les presses de l'université de Montréal, Québec.

PERIODIQUES

- Les cahiers de la section française de l'ICOMOS, *Accueil, aménagement et gestion dans les grands sites*, ICOMOS France, Colloque d'Arles, 18, 19 et 20 mars 1999, 244 p.
- Les cahiers du CONSERVATOIRE DU LITTORAL, *Les espaces naturels : moteur du développement local ? (10 ans de protection de l'environnement, bilan et perspectives)*, Assise nationale de rivages de France, Lorient, 10 et 11 juin 1999, 183 p.

- L'ATEN (Atelier Technique des Espaces Naturels), *"Vaut le détour ! Les grands sites"*, ATEN/Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement/ICOMOS-France, Montpellier, 1999, 75 p.
- Les enquêtes de la section française de l'ICOMOS, *Grands sites et patrimoine mondial : Quel accueil touristique ? (Quelques exemples)*, ICOMOS France, s.l., Novembre 2001.
- MATE (Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement) / SDSP (Sous-direction des sites et des paysages), *L'esprit des lieux et la gestion des grands sites*, Actes des premières rencontres des gestionnaires de grands sites, Domaine du Rayol, 9 et 10 décembre 1999, 107 p.

RAPPORTS

- Agence TAD, *Etude de positionnement et de développement durable du territoire des gorges de l'Ardèche*, Agence TAD, Paris, Mai 2002.
- Conseil Général de l'Ardèche, *Budget Primitif 2004, Fonction 1 à 5 Tome 1*, Département de l'Ardèche, Séances des 15, 16 et 17 décembre 2003.
- Conseil Général de l'Ardèche, *Demande de classement sur la liste indicative du Patrimoine Mondial de l'humanité*, Région de Rhône-Alpes, Département de l'Ardèche, MEDD.
- Conseil Général de l'Ardèche, *Projet d'Ensemble*, Services Techniques du Département de l'Ardèche, 2003.
- Conseil Régional de Rhône-Alpes, *Contrat de plan entre l'Etat et la Région Rhône-Alpes*, Etat / Région Rhône-Alpes, 2000 – 2006.
- Ministère de l'Environnement, Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ardèche, Ministère du Tourisme, *Charte de mise en valeur des sites protégés du Pont d'Arc et des gorges de l'Ardèche, Opération Grand Site*, 1993.
- Préfecture de région Rhône-Alpes, *Stratégie de l'Etat en Rhône-Alpes, Contrat de plan Rhône-Alpes 2000-2006*, Secrétariat Général pour les affaires régionales, 2000 – 2006.
- Réserve Naturelle des gorges de l'Ardèche, *Plan de gestion 1999 – 2003*, Syndicat Intercommunal des gorges de l'Ardèche et de leur région naturelle, DIREN Rhône-Alpes, 1999 – 2003.
- Université Joseph Fourier de Grenoble, *Sport de nature et environnement, Elaboration d'un instrument d'évaluation environnementale pour le Plan Départemental des Espaces, Sites et itinéraires relatifs aux sport de nature de l'Ardèche*, Département de l'Ardèche / Ministère de la Jeunesse et Sport, Avril 2004.

CONFERENCES

- Séminaire international, Baie de Somme – 17, 18 et 19 juin 2004, *Vivre dans un Grand Site : Le pari du développement durable*, Cap Hornu – Gare d'Abbeville, ICOMOS France / Réseau des Grands Sites de France.
- Les *V^{èmes}* rencontres des gestionnaires de grands sites, organisées par le Réseau des Grands sites de France, Solutré, 22 et 23 mai 2003.

SUPPORTS VIDEO

- Format **.wmp** [Fichier vidéo MPEG] : *Discours de Monsieur LEPELLTIER S., Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, sur les Opérations Grand Site*, Colloque du Réseau des Grands Sites de France, Baie de Somme, Juin 2004.
- Format **.ppt** : *Présentation Microsoft PowerPoint du rapport de stage de M. Pierre BROSSARD lors de la réunion « équipe projet Chauvet »*, au Conseil Général de l'Ardèche, le 24 août 2004.

SITES INTERNET

- www.ait-tourisme.fr – [Site de l'AFIT].
- www.coe.int – [Site officiel du Conseil de l'Europe].
- www.crit.fr – [Site d'expériences de développement local].
- www.environnement.gouv.fr – [Site officiel du ministère de l'écologie et du développement durable].
- www.insee.fr – [Site officiel de la statistique].
- www.legifrance.fr – [Site législatif et réglementaire de l'Etat français].
- www.menv.gouv.qc.ca – [Le site de Environnement Québec].
- www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr – [Site des PNR].
- www.territorial.fr – [Site d'expériences de développement local].
- <http://whc.unesco.org/fr/criteres.htm> - [Site officiel de l'UNESCO].
- www.vie-publique.fr – [Site de La Documentation française].

- TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

▪ Carte n° 1 : <i>L'Ardèche dans son environnement européen</i>	p 7
▪ Carte n° 2 : <i>Le positionnement de l'Ardèche en Europe</i>	p 8
▪ Carte n° 3 : <i>« Le polycentrisme maillé »</i>	p 9
▪ Carte n° 4 : <i>L'Ardèche dans la région Rhône-Alpes</i>	p 10
▪ Carte n° 5 : <i>Le polycentrisme maillé du Grand Sud-est</i>	p 11
▪ Carte n° 6 : <i>Le territoire Sud Ardèche dit "Ardèche Méridionale"</i>	p 12
▪ Carte n° 7 : <i>Carte topographique du territoire des gorges de l'Ardèche</i>	p 12
▪ Carte n° 8 : <i>Territoires ardéchois : Pays et Communautés de communes</i>	p 15
▪ Carte n° 9 : <i>Carte des zones réglementaires du territoire des Gorges de l'Ardèche</i>	p 32
▪ Carte n° 10 : <i>Carte du périmètre et des actions du programme LIFE – Natura 2000</i>	p 34
▪ Carte n° 11 : <i>Carte des grottes ouvertes au public et des musées de la vallée de l'Ardèche</i>	p 39
▪ Carte n° 12 : <i>Carte des Plans de Prévention des Risques – zones inondables</i>	p 41
▪ Carte n° 13 : <i>Carte des Opérations Grand Site</i>	p 57
▪ Carte n° 14 : <i>Périmètre de la première phase de l'OGS du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche</i>	p 66
▪ Carte n° 15 : <i>Proposition de périmètre de la deuxième phase de l'OGS du Pont d'Arc et des Gorges de l'Ardèche</i>	p 74
▪ Carte n° 16 : <i>Un projet régional de recomposition territoriale</i>	p 91
▪ Carte n° 17 : <i>Périmètre, sur fond cadastral, du projet « d'Ensemble »</i>	p 95
▪ Carte n° 18 : <i>Périmètre d'étude pour le classement au patrimoine mondial de l'humanité</i>	p 111
▪ Carte n° 19 : <i>Etat d'avancement des documents d'urbanisme en Ardèche</i>	p 128

Table des schémas

▪ Schéma n° 1 : <i>Frise chronologique restituant les événements, de 1990 à 2004, ayant contribué à l'établissement de la problématique actuelle du territoire des gorges de l'Ardèche</i>	p 24
▪ Schéma n° 2 : <i>L'échec de la réhabilitation de la Combe d'Arc</i>	p 85
▪ Schéma n° 3 : <i>Localisation et périmètre du projet « d'Ensemble »</i>	p 94
▪ Schéma n° 4 : <i>Plan des aménagements prévus de l'ERGC sur le site de La Mathe</i>	p 96

▪ Schéma n° 5 : Fonctionnement des différents flux du projet « d'Ensemble »	p 104
▪ Schéma n° 6 : Problématique actuelle, d'ensemble, du territoire des Gorges de l'Ardèche	p 115
▪ Schéma n° 7 : Les différents acteurs impliqués directement et indirectement dans les projets OGS – d'Ensemble	p 117
▪ Schéma n° 8 : Déclinaison actuelle des orientations du territoire des gorges de l'Ardèche à court, moyen et long terme à travers les documents d'urbanisme depuis l'échelon régional	p 127

Table des tableaux

▪ Tableau n° 1 : Atouts / Faiblesses au niveau économique et social	p 18
▪ Tableau n° 2 : Atouts / Faiblesses du patrimoine culturel	p 20
▪ Tableau n° 3 : Atouts / Faiblesses du patrimoine naturel	p 21
▪ Tableau n° 4 : Comptage du trafic routier en 24 heures sur deux postes de la D 290 (route touristique des gorges de l'Ardèche) au niveau de la Combe du Pont d'Arc	p 38
▪ Tableau n° 5 : Les différentes activités humaines ayant un impact sur le territoire des gorges de l'Ardèche	p 43
▪ Tableau n° 6 : Liste des différents sigles par groupes d'acteurs	p 118
▪ Tableau n° 7 : Les personnes ressources ayant été entretenues dans le cadre des projets OGS – d'Ensemble et Patrimoine Mondial	p 118 – 119 – 120
▪ Tableau n° 8 : Points de blocages OGS	p 126
▪ Tableau n° 9 : Eléments de solutions OGS	p 129
▪ Tableau n° 10 : Points de blocages projet « d'Ensemble »	p 130
▪ Tableau n° 11 : Eléments de solution du projet d'Ensemble	p 131
▪ Tableau n° 12 et 13 : Points de blocages et éléments de solution du projet UNESCO	p 132
▪ Tableau n° 14 : Tableau synthèse des différents points de blocage et éléments de solution au regard des projets OGS – d'Ensemble et UNESCO	p 133

Tables des photographies

▪ Photo n° 1 : Les gorges de l'Ardèche, son massif karstique	p 26
▪ Photo n° 2 : L'arche naturelle du Pont d'Arc	p 26
▪ Photo n° 3 : Dolmen	p 27
▪ Photo n° 4 : Le Pont d'Arc durant la période estivale	p 27

▪ Photo n° 5 : <i>L'Aigle de Bonelli et la Genette</i>	p 28
▪ Photo n° 6 : <i>Charaxes jasius</i>	p 28
▪ Photo n° 7 : <i>L'entrée naturelle et le cône d'éboulis de l'Aven d'Ornac</i>	p 29
▪ Photo n° 8 : <i>La salle Robert de Joly et les formes concrétions de la cavité</i>	p 29
▪ Photo n° 9 : <i>Une situation de surfréquentation touristique en période estivale</i>	p 35
▪ Photo n° 10 : <i>Crue de l'Ardèche en 1890 qui atteint 21 mètres de hauteur !</i>	p 40
▪ Photo n° 11 : <i>Pollution visuelle sur le territoire du Grand Site</i>	p 45
▪ Photo n° 12 : <i>Stationnement sauvage et pollution visuelle sur le Grand Site</i>	p 46
▪ Photo n° 13 : <i>Peintures de la grotte Chauvet</i>	p 77
▪ Photo n° 14 : <i>Gravures, peintures et scientifique de la grotte Chauvet</i>	p 78
▪ Photo n° 15 : <i>Bâtiment d'accueil du public</i>	p 97
▪ Photo n° 16 : <i>Le mur-falaise englobant la restitution ; La restitution et la sortie de la restitution</i>	p 97
▪ Photo n° 17 : <i>Salle d'exposition</i>	p 98
▪ Photo n° 18 : <i>Bâtiment de la cafétéria</i>	p 98
▪ Photo n° 19 : <i>Bâtiment des ateliers pédagogiques</i>	p 99
▪ Photo n° 20 : <i>Vue aérienne du Cirque d'Estre (Combe d'Arc) et du Pont d'Arc</i>	p 100

- TABLE DES SIGLES

- **AFIT** ⇒ Agence Française d'Ingénierie Touristique.
- **APS** ⇒ Avant Projet Sommaire.
- **APSA** ⇒ Avant Projet Sommaire Architectural.
- **APD** ⇒ Avant Projet Définitif.
- **CDP** ⇒ Commission Départementale des Sites.
- **CSP** ⇒ Comité Supérieure de la Pêche.
- **CSS** ⇒ Commission Supérieure des Sites.
- **DATAR** ⇒ Délégation Régionale à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.
- **DD SIS** ⇒ Direction Départementale Service Incendies et Secours.
- **DIREN** ⇒ Direction Régionale de l'Environnement.
- **DNP** ⇒ Direction de la Nature et des Paysages.
- **DRAC** ⇒ Direction Régionale des Affaires Culturelles.
- **DUP** ⇒ Déclaration d'Utilité Publique.
- **ENS** ⇒ Espace Naturel Sensible.
- **EPFL** ⇒ Etablissement Public Foncier Local.
- **ERGC** ⇒ Espace de Restitution de la Grotte Chauvet.
- **GIGA** ⇒ Groupement Intercommunal des Gorges de l'Ardèche.
- **GIP** ⇒ Groupement d'Intérêt Public.
- **GIP DL** ⇒ Groupement d'Intérêt Public de Développement Local.
- **ICOMOS** ⇒ Conseil International des Monuments et des Sites.
- **IPI** ⇒ Institut de la Propriété Industrielle.
- **LIFE** ⇒ L'Instrument Financier pour l'Environnement.
- **MEDD** ⇒ Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.